

TABLE DES MATIERES

0 INTRODUCTION.....	6
0.1 LE PROBLEME.....	6
0.2 BUT ET LIMITES DU TRAVAIL.....	8
0.3 J.-M. KEYNES	9
1 LES DEFINITIONS.....	12
1.1 LE TEMPS, LA PRODUCTION ET LA DEPENSE	12
1.2 LE CAPITAL-TEMPS	15
1.3 LE PROFIT ET LE CAPITAL FIXE.....	19
1.4 L'IDENTITE INVESTISSEMENT-EPARGNE ET L'IDENTITE OFFRE GLOBALE-DEMANDE GLOBALE	29
1.5 LES BANQUES	33

2 LES EMISSIONS VIDES.....	37
2.1 EMISSION VIDE BENINE.....	37
2.1.1 <i>Première émission vide bénine: les banques prêtent plus de monnaie qu'elles n'en empruntent</i>	37
2.1.2 <i>Deuxième émission vide bénine: la production des biens d'investissement</i>	41
2.1.3 <i>Le « danger » des différentes émissions vides bénines</i>	49
2.2 EMISSION VIDE MALIGNNE.....	50
3 L'INFLATION.....	56
3.1 L'INFLATION SELON KEYNES.....	57
3.1.1 <i>L'inflation dans le Traité</i>	57
3.1.2 <i>L'inflation dans la Théorie Générale</i>	60
3.2 LA CRITIQUE A LA THEORIE DE L'INFLATION DE KEYNES.....	61
3.2.1 <i>Critique à la conception de l'inflation du Traité: l'inflation de profit</i>	62
3.2.2 <i>Critique à la conception de l'inflation de la Théorie Générale:</i>	

<i>l'inflation de revenu</i>	62
3.3 L'INFLATION DANS LE TEMPS QUANTIQUE ET LES INDICES DES PRIX	63
3.4 L'INFLATION DANS LE TEMPS CONTINU	65
3.5 AUTRES PHENOMENES QUI EXPLIQUENT L'INFLATION	67
3.5.1 <i>La planche à billets</i>	67
3.5.2 <i>La falsification des billets</i>	67
4 LE CHOMAGE	68
4.1 LA THEORIE DE LA DEMANDE EFFECTIVE (EFFICACE)	68
4.2 LE CHOMAGE SELON KEYNES	72
4.2.1 <i>Le chômage dans le Traité</i>	72
4.2.2 <i>Le chômage dans la Théorie Générale</i>	74
4.3 CRITIQUE DE LA THEORIE DU CHOMAGE DE KEYNES	80
4.3.1 <i>La critique de la propension marginale à consommer</i>	80

4.3.2 <i>La critique de l'incitation à investir</i>	81
4.3.3 <i>La critique du mécanisme de détermination de l'emploi</i>	83
4.4 LE CHOMAGE SELON LA THEORIE DES EMISSIONS.....	86
5 LES SOLUTIONS A L'INFLATION ET AU CHOMAGE	90
5.1 LA SOLUTION A L'INFLATION ET AU CHOMAGE SELON KEYNES.....	90
5.1.1 <i>Les solutions proposées par le Traité</i>	90
5.1.2 <i>Les solutions proposées par la Théorie Générale</i>	93
5.2 LA SOLUTION A L'INFLATION ET AU CHOMAGE SELON LA THEORIE DES EMISSIONS	94
5.2.1 <i>Département de l'émission et département de l'épargne</i>	94
5.2.2 <i>Le département du capital fixe</i>	99
6 CONCLUSIONS	102
TABLE DES SCHEMAS.....	104
BIBLIOGRAPHIE.....	106

0 Introduction

0.1 Le problème

A partir de la fin des années 80 aussi dans le « sonderfall » Suisse, le chômage a commencé à frapper lourdement la société. Mais il est évident qu'après la tempête il y a toujours le soleil ! Il n'y a donc pas de problèmes, c'est une crise comme une autre même s'elle est de loin la plus longue qu'on ait jamais eue. Cela est dû au fait qu'il s'agit d'une crise, autre que conjoncturelle, structurelle et il faut donc attendre plus pour la reprise. En plus, il ne faut pas oublier que toute l'Europe doit payer l'unification de l'Allemagne! Les coûts de l'unification sont répartis entre toutes les nations de l'Europe puisque la BUBA ne peut pas baisser les taux d'intérêt et donc les autres banques centrales européennes non plus. Il faut quand même être un peu solidaires. Mais il arrivera bien sûr que Keynes prendra le retour et alors le taux d'intérêt sera baissé suffisamment pour permettre la relance des investissements et donc la sortie du cycle négatif de l'économie. Ceci fait, on devra encore faire attention à ne pas abaisser trop le coût de l'argent (ou monnaie) pour éviter la production d'un cycle inflationniste.

Voilà le problème et voilà la solution selon la majorité des écrits et des quotidiens suisses et italiens. Tous les jours dans le « Corriere del Ticino » ou dans le « Corriere della sera » on peut aisément trouver les solutions aux problèmes de l'inflation et du chômage. Mais les lecteurs, peut-être, n'arrivent pas à comprendre pourquoi ces solutions si faciles à appliquer ne sont pas appliquées et si elles le sont pourquoi elles n'ont pas des effets tangibles sur l'économie. Quand on pose cette question aux économistes, ils répondent tous qu'il n'est pas si facile de résoudre les maladies de l'économie actuelle puisque, dans ces années, on a eu l'intervention de facteurs exogènes importants. Avec ces facteurs exogènes, ils entendent des facteurs politiques (chute du mur de Berlin, désintégration de l'URSS, ...) et psychologiques (perte de confiance des consommateurs dans la capacité de l'économie, perte de confiance des investisseurs, ...). Il ne faut pas oublier non plus la dette publique. Dans les années passées, quand l'économie était encore dans le cycle conjoncturel positif, l'Etat a trop dépensé au lieu de faire une politique contre cyclique. Par conséquent, aujourd'hui, l'Etat ne possède plus les moyens pour proposer les investissements collectifs qui relanceraient sûrement l'économie. Tous ces facteurs contribuent négativement à la reprise de l'économie. Pour ce motif, la reprise se fait attendre. Dans quelle mesure ces facteurs interviennent, personne ne le sait.

Tout en considérant ces faits, l'Union Européenne (UE) veut intervenir dans l'économie avec des mesures traditionnelles. C'est en effet avec le « livre blanc » du président de la commission européenne J. Delors, qui propose un effort supplémentaire aux nations européennes dans les investissements en infrastructures et en capital humain avec un accroissement du coût de la main d'oeuvre inférieur à l'accroissement de la productivité du travail, que l'Union Européenne (UE) veut intervenir pour résoudre les maladies de l'économie.

On peut se demander le motif pour lequel l'UE cherche à résoudre la crise économique avec des mesures traditionnelles dont l'efficacité ne peut être que marginale.

Une nouvelle solution au chômage est proposée par les économistes d'entreprise et les grandes entreprises européennes (WV, ...); c'est celle du « travail moins/travail tous ». On veut diminuer les heures de travail avec ou sans une diminution de la rémunération du travail, à dépendance du secteur, pour faire travailler plus de personnes. On envisage aussi l'intervention de l'Etat pour compenser une éventuelle trop forte diminution du salaire. Seul le fait que les économistes d'entreprise proposent une solution à un problème macro-économique peut faire douter. La solution qui peut favoriser une entreprise (micro-économie) peut avoir des conséquences assez différentes au niveau de l'économie globale (macro-économie). La logique l'impose. Les théories des ensembles de B. Russel (1883-1970) ont logiquement démontré que l'ensemble a une dimension propre par rapport à la somme des éléments qui le compose.

Ce n'est pas en agissant sur le chômage déjà présent qu'on peut le résoudre avec satisfaction. C'est en agissant sur ses causes qu'on trouve une solution définitive à cette maladie socio-économique. Les causes du chômage sont presque toutes mécaniques, dues à un trouble interne propre au notre capitalisme. Les solutions sont donc aussi mécaniques. Elles passent par une réforme de la comptabilité bancaire, qui devra être divisé en trois départements (département des émissions, de l'épargne et du capital fixe). Seule cette réforme permettra d'éliminer les émissions vides, cause unique de l'inflation et du chômage.

Pourquoi l'UE, comme toutes les autres nations, insiste-t-elle dans l'application des mesures dites « traditionnelles » et dans le travail moins/travail tous? On peut faire trois hypothèses fondamentales:

- la science économique (entendue comme macro-économie) n'arrive pas à donner des solutions précises et mécaniques, dans ce cas elle n'est plus une science;
- la science économique est encore une science mais personne n'a réussi à trouver des solutions scientifiques;
- la science économique est une science avec des solutions mécaniques et précises, elle est donc une science plus science que les autres sciences du fait qu'elle est presque achevée; naturellement les liens logiques des éléments qui la forment ne sont pas compris ou ils sont ignorés par la majorité des économistes et des politiciens;

On constatera pendant tout le travail que la troisième hypothèse sera confirmée. On peut alors maintenant se demander pourquoi les solutions scientifiques et logiques établies par la macro-économie moderne sont ignorées par les politiciens et par la plupart des économistes qui les conseillent. Une réponse peut être cherchée à l'aide d'une parabole.

Le nouveau paradigme de la macro-économie qui propose des solutions logiques peut être comparé à l'industrie de l'automobile. Dans cette industrie les innovations technologiques ont eu, dans les dernières années un développement incroyable. On a inventé des voitures qui fonctionnent avec de l'eau comme carburant et dont les prestations sont comparables à celles de la voiture « moyenne » présente sur le marché actuellement. Mais alors pourquoi ne les utilise-t-on pas? La réponse que nous donnent « les experts » des maisons de construction est univoque, elles sont trop dangereuses! Est-ce une réponse satisfaisante? Non, puisque d'autres experts, les physiciens, nous expliquent qu'il est

possible d'avoir une garantie satisfaisante de sécurité. Le vrai mobile pour lequel ces voitures ne sont pas développées et utilisées consiste dans le fait que les brevets de celles-ci sont de propriété des grandes maisons de constructions et des compagnies pétrolières. Ces industries ont beaucoup investi dans la mise à point des véhicules traditionnels (catalyseurs, moteurs turbo, 16 V, ...) et en plus ces voitures traditionnelles marchent avec l'essence raffinée du pétrole de possession des industries pétrolières

Le nouveau paradigme macro-économique donne une voie vers une solution logique et presque définitive à « la pollution » de l'économie (inflation et chômage), mais pour faire ça il tranche avec la théorie classique, néoclassique et Keynésienne (au sens de la *Théorie Générale*) dans lesquelles beaucoup des économistes modernes ont investi leurs efforts physiques et psychologiques. Le nouveau paradigme macro-économique ne nie naturellement pas l'importance des ces théories (C, NC, K), mais en retenant les progrès positifs (le travail source essentielle de la valeur, le numéraire, la demande effective, ...) il démontre l'illogisme sur lequel ces théories sont basées. En critiquant âprement les théories C, NC, K, il trouve l'opposition de la majorité des économistes qui donc le méprisent.

On peut donc de suite faire une critique aux macro-économistes modernes qui en étant des hommes de science, devraient au moins réfléchir sur le nouveau paradigme Macro-économique et donc exprimer leurs éventuelles critiques.

Seulement, quand les économistes auront adopté, comme la logique l'impose, le nouveau paradigme, il y aura la possibilité que les politiciens appliqueront les solutions du nouveau paradigme.

0.2 But et limites du travail

Le but de ce modeste travail ne veut pas et ne peut pas être l'analyse approfondie de la théorie keynésienne sur l'inflation et le chômage avec une critique selon la macro-économie quantique (B. Schmitt). Il est impossible dans un travail comme le mémoire d'analyser d'une façon approfondie un auteur riche comme J.-M. Keynes. Des centaines de livres ont été écrit pour commenter sa biographie et sa bibliographie.

Dans ce travail on cherchera, en travaillant surtout sur le texte fondamental de Keynes, c'est-à-dire *A Treatise on Money* (1930), de comprendre les fondements de sa pensée.

En comprenant les fondements de sa pensée, on pourra tenter de comprendre les apports principaux et les critiques principales de son travail. On s'apercevra bientôt que le *Traité sur la Monnaie* donne un apport fondamental à la théorie macro-économique moderne (la théorie des émissions, ou macro-économie quantique). Les fondements de la théorie des émissions sont donc contenus dans le *Traité de la Monnaie*, oeuvre fondamentale de J.-M. Keynes. Le lecteur peut douter de ce fait en disant que Keynes est connu grâce à son ouvrage du 1936, c'est-à-dire *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Mais même si la *Théorie Générale* est la plus connue il ne signifie pas qu'elle soit l'ouvrage qui exprime les fondements de la pensée de Keynes. Dans la *Théorie Générale* on peut trouver du vrai Keynes, quand il introduit le concept de la demande effective, de l'unité de valeur, de l'identité entre offre globale et demande globale et entre épargne et investisse-

ment; mais on trouve aussi un Keynes qui veut être conciliateur avec les théories classiques et néo-classiques, qui veut rattraper le succès qu'il n'est pas réussi à obtenir avec le *Traité sur la Monnaie*. Dans la *Théorie Générale*, en essayant la réconciliation avec les théories classiques, Keynes ne peut que se contredire continuellement. Ces contradictions ont porté paradoxalement beaucoup de succès à cet ouvrage. Les économistes ont retenu seulement les parties moins intéressantes de la *Théorie Générale*, soit les parties où Keynes cherche à expliquer le chômage par une différence entre épargne et investissement et donc à résoudre le chômage par l'intervention de l'Etat dans l'économie avec les investissements publics, qui grâce à l'effet multiplicateur permettront d'assurer le plein emploi. Dans ce travail on cherchera à démontrer que l'apport vraiment innovateur de cet ouvrage est la théorie de la demande effective.

En partant du *Traité* et en passant par la *Théorie Générale* on cherchera à construire, le plus simplement possible, la « vraie » pensée de Keynes. Après avoir franchi ce pas on prolongera la pensée de Keynes en la dépassant pour arriver à la théorie macro-économique quantique, théorie fondée sur Keynes et les classiques mais complètement originale dans plusieurs de ses aspects fondamentaux. Cette théorie nous permettra enfin la vraie explication et la vraie solution des maladies de l'économie actuelle, c'est-à-dire l'inflation et le chômage.

L'analyse sera limitée à une économie fermée. Cela signifie qu'on ne va pas tenir compte des influences externes sur l'économie d'une nation. Tout travail a ses limites. On ne peut pas faire une analyse qui tient compte de tous les aspects. La matière est trop vaste. Avant de commencer un travail il faut toujours bien établir ses objectifs et ses limites. L'analyse d'une économie fermée est très importante aussi pour la compréhension d'une économie ouverte. Seulement lorsqu'on a compris le fonctionnement macro-économique d'une nation on peut comprendre les interactions de cette nation avec l'extérieur. Une autre limite importante de ce travail consiste dans l'analyse comptable (financière) de l'opération d'investissement et d'amortissement. On se bornera à l'aspect réel de l'investissement et de l'amortissement. L'aspect financier est symétrique. On retrouve les mêmes résultats de l'analyse réelle, mais son analyse requière un développement et des connaissances qui se détachent des objectifs de ce mémoire. Une dernière limite à ce travail consiste dans le fait qu'on ne va pas retenir le chômage structurel. L'inadaptation entre offre et demande de travail est aussi une cause du chômage. Mais il est certain qu'elle est une cause de moindre importance. La cause principale du chômage sera décelée par la théorie des émissions tout au long du travail.

0.3 J.-M. Keynes

John-Maynard Keynes est née à Cambridge le 5 juin 1883. Il est fils de John Neville Keynes (1882-1949) et de Florence Ada Keynes née Brown.

Le père de J.-M. fut pendant 25 années lecteur en science morale, il fut connu chez les économistes par ses deux travaux principaux, soit *Formal logic* (1884) et *Scope and Method of Political Economy* (1891). Il fut un ami proche du grand professeur de Cambridge Alfred Marshall. La mère de J.-M. en développant son intérêt pour le politique et le social fut juge et puis maire de Cambridge. Ce goût pour la chose publique se retrouvera chez Keynes de même que l'intérêt pour la logique et l'économie politique.

En 1897, Keynes entre à Eton en mathématiques. En 1902, il entre au King's College à Cambridge. Il y trouve les plus grandes économistes du temps: A. Marshall et Pigou. Il s'intéresse beaucoup à la philosophie, en particulier à celle de Moore. Il passe ses premiers examens de mathématique, mais en 1905 il s'oriente vers le concours du service public et suit les cours de Marshall. Marshall comprend la perspicacité du jeune Keynes et le pousse vers la profession d'économiste. En 1906, il est reçu second à ce concours. Par conséquent, il ne peut entrer au Trésor et se retrouve au ministère de l'Inde. Il prépare sa thèse de mathématiques sur les probabilités. En 1908, il présente sa candidature au King's College. Il échoue, mais Marshall le recrute comme lecteur. En 1909 finalement sa candidature est acceptée. Il multiplie alors les cours et publie son premier ouvrage *Indian Currency and Finance* (1913). En 1911, il devient éditeur de l'*Economic Journal*. En 1913, il devient aussi le secrétaire de la Royal Academic Society. En 1914, c'est la première guerre mondiale, Keynes accepte de hautes fonctions au Trésor. Il entre en effet au cabinet du Chancelier de l'Echiquier. Dans son rôle de fonctionnaire, il s'occupe surtout des prêts et emprunts de la Grande Bretagne aux alliés, il opère sur le marché des devises en démontrant toute son habileté.

En 1918, à la fin de la guerre, il fait partie de la délégation britannique à la Conférence pour la paix de Versailles. Keynes lutte avec toutes ses forces pour établir une paix qui permette la reconstruction de l'Europe d'une façon équilibrée. Il est convaincu que la croissance économique de l'Europe n'est possible qu'avec la stabilité politique et sociale et que la stabilité politique et sociale en Europe n'est possible qu'avec une Allemagne forte. Naturellement France et Angleterre ne pensent pas tout à fait comme lui et imposent à l'Allemagne des coûts de réparation exorbitants. Keynes est convaincu que l'Allemagne ne pourra pas payer ses dettes et donc la stabilité de l'Europe ne sera pas obtenue. Il abandonne la Conférence et démissionne de ses fonctions. Keynes écrit les *Conséquences économiques de la paix*, qui provoque la rupture définitive avec le Trésor.

Keynes reprend son activité d'enseignement, il devient trésorier du Collège. Après la conférence monétaire de Gênes, il écrit son *Tract on Monetary Reform* (1923), où il critique la volonté de retour à l'étalon-or.

Après avoir épousé une danseuse Russe, il prépare à partir de 1925 le *Traité sur la monnaie*, véritable chef d'oeuvre de la macro-économie. Keynes propose un nouveau paradigme en se détachant nettement du paradigme classique et néoclassique. Son livre est bien sûr mal reçu par les grandes économistes collègues de Keynes, en outre, le *Traité* traite surtout de l'inflation, sujet qui, dans les années trente, ne recouvre pas une importance capitale vu que le problème principal est le chômage.

Dans le *Traité*, Keynes voit la vraie cause de l'inflation, c'est-à-dire le surinvestissement ou l'investissement du profit « externe » (v. infra ch. 1.3 et ch. 2.2), mais il ne voit pas que le même phénomène peut aussi causer le chômage. Donc il n'arrive pas à expliquer le chômage, ni à proposer des solutions à ce dernier. Le chômage est le vrai problème et la théorie économique n'a pas encore réussi dans son explication. En plus après avoir découvert le vrai mobile de l'inflation, Keynes n'arrive pas à proposer des remèdes originaux, il doit donc proposer des « solutions classiques ». Pour ces mobiles le *Traité* n'a pas eu un grand succès et encore aujourd'hui la grande oeuvre de Keynes est ignoré par la majorité des économistes, même par ceux qui se définissent Keynésiens.

Keynes ne se décourage pas et il commence la rédaction d'un nouveau livre: la *Théorie générale* (1936). Avec l'aide du « cirque » de Cambridge (Kahn, Straffa, Meade, Austin, Madame Robinson) il publie en 1936 la *Théorie* qui eut dès le début un immense succès. Encore aujourd'hui pour la plupart des économistes Keynes représente la *Théorie Générale*. Dans cet ouvrage, Keynes abandonne la pensée exprimée dans le *Traité*, soit pour se réconcilier dans une certaine mesure avec les meilleurs économistes qui l'entourent soit pour se concentrer dans l'explication du chômage. Vu qu'il n'avait pas réussi dans le *Traité* une explication claire du chômage par le surinvestissement, il essaie d'expliquer le chômage en se contredisant assez évidemment: il veut expliquer le chômage par une différence entre investissement et épargne, c'est-à-dire par un sous-investissement, tout en démontrant que cette différence n'est pas possible puisque l'épargne est identique à l'investissement ($S \equiv I$). Keynes abandonne ainsi la brillante idée du profit « externe » (« windfalls profits »), pour passer à l'analyse des profits normaux. En procédant de cette manière il appauvrit sa pensée.

La guerre se profile à l'horizon. Les prévisions de Keynes relatives à la stabilité de l'Europe se relèvent fondées. Il veut éviter la catastrophe économique provoquée par la première Guerre Mondiale, il publie alors *How to pay for war* où il préconise une épargne forcée qui serait restituée à la fin de la guerre et un ensemble des mesures fiscales. Keynes conseille le gouvernement en matière de politique internationale et il négocie l'aide américaine à l'effort de guerre britannique, en plus il prépare un nouvel ordre monétaire international. Il cherche un système qui permette le financement des déséquilibres temporaires des balances des paiements. Keynes propose le plan « bancor » qui propose de construire une véritable monnaie internationale: le « bancor ». Il établit une nouvelle théorie sur une monnaie internationale, complètement distingué par rapport au plan White des américains. Keynes exprime une théorie qui est encore d'actualité aujourd'hui. La théorie de Keynes relative à l'émission de la monnaie internationale est fondée sur une correcte théorie de l'émission de la monnaie nationale exprimée pour la première fois dans l'histoire de la pensée économique dans le *Traité sur monnaie*.

Le plan Keynes devrait être utilisé comme fondement pour l'émission de la monnaie européenne, c'est-à-dire l'ECU et l'émission d'une éventuelle monnaie internationale. C'est uniquement grâce à l'émission de cette monnaie que l'Europe, respectivement le monde entier, réussira à résoudre le problème des déficits des balances des paiements et des changes relatifs. Aujourd'hui, on sait bien que ces maladies de notre économie sont dues au non-système des paiements internationaux (système étalon-devises). Une émission d'une monnaie qui ne soit pas de l'argent, voire un actif net, permettrait à la banque centrale européenne ou mondiale d'être complètement neutre dans son activité. De cette façon, tout en respectant la souveraineté des nations, elle imposerait un système des changes absolus qui apporterait des bénéfices inespérés à l'économie d'échange internationale. On ne va pas se prolonger dans l'analyse de cet aspect qui ne rentre pas dans le but de ce travail. En 1944, le plan Keynes est rejeté. C'est le plan White qui gagne. Keynes perd sa dernière grande bataille. Il est épuisé et il tombe gravement malade.

Le dimanche de Pâques 1946, il succombe à une dernière attaque cardiaque.

1 Les définitions

Les définitions assument de plus en plus une importance fondamentale avec la complexité croissante du monde actuel. La communication est de plus en plus entravée. Seule une terminologie claire permet d'éviter les incompréhensions. On doit exactement savoir, par exemple, ce que signifie le mot « revenu » si on veut éviter des malentendus dans l'exposition écrite ou orale d'un argument Macro-économique. Beaucoup d'incompréhensions surgissent du fait que la majorité des auteurs ne définissent pas exactement le sens des concepts utilisés. Peut-être cela est dû au fait qu'ils donnent certaines définitions comme définitivement acquises. Mais selon notre opinion, il est essentiel de déterminer exactement le signifiant des mots clés utilisés pendant tout le travail. C'est uniquement de cette manière de procéder qui nous permettra d'obtenir un exposé clair.

1.1 Le Temps, la Production et la Dépense

Le temps a été au centre des études philosophiques et économiques depuis toujours. Le temps est décisif pour comprendre le fonctionnement des faits. On vit dans un rapport continu avec le temps, notre vie quotidienne ne peut pas s'abstenir du temps. Il est essentiel. C'est donc facile à comprendre qu'il ait une importance fondamentale dans la science économique et surtout dans la Macro-économie. On pourrait objecter qu'il est inutile de parler du temps, du fait qu'on a déjà presque tout dit à son sujet. Mais la théorie des émissions, théorie qui nous permet de comprendre réellement les phénomènes économiques, fonde son originalité dans l'analyse du temps. Malgré que le sujet soit si développé la théorie des émissions est fondé sur la découverte d'un temps « nouveau », le temps quantique. Tous les auteurs ont toujours raisonné dans le temps continu ou dans le temps discret. Aussi Keynes a fondé sa théorie sur le temps continu, c'est peut-être pour ce motif que, dans le *Traité*, il n'a pas réussi l'explication définitive de l'inflation. Dans tous les cas, Keynes et les classiques n'ont pas « abusé » du temps continu comme l'ont fait les néoclassiques. Le temps continu, chez les néoclassiques, prend une importance fondamentale, dans le sens qu'il permet de montrer d'une façon évidente l'illogisme interne de leur pensée. Ils déclarent en effet que la dépense a une inertie positive dans le temps continu. Mais la théorie des émissions nous a permis de comprendre que la dépense, comme la production, entretient dans un rapport différent avec le temps. En effet, elles quantisent le temps. La production ne peut pas avoir une inertie positive dans le temps continu, sinon elle serait infinie ou nulle. La logique nous l'impose. Les faits nous l'imposent aussi, en effet, dans la réalité, on a une production finie pour une période finie. La démonstration est simple.

On considère le temps continu. La production relative à un mois est de X. On peut subdiviser la période d'un mois dans une infinité d'espaces de temps (semaines, jours, heures, minutes, secondes, ...); dans ces espaces de temps, la production est toujours positive. Maintenant on peut « reconstruire » le mois, on sait qu'un nombre positif multiplié par une infinité de nombres positifs donne un nombre infini. On peut aussi raisonner d'une autre façon. Le même mois peut être divisé en espaces de temps si petits que leur limite est zéro. Pour reconstruire notre mois on doit alors multi-

plier un nombre positif (la production est positive dans chaque espace de temps) par des espaces de durée nulle.

La production est donc infinie ou nulle. Le raisonnement relatif à la dépense est le même. Donc, elle aussi est positive ou nulle. Par conséquent, toute la théorie néoclassique explique une production nulle ou infinie. Une théorie qui n'arrive pas à expliquer la production, source de toute la richesse humaine, ne peut pas être considérée sérieusement. Les classiques ont mis au centre de leur pensée la production, même s'ils n'ont pas réussi à mesurer sa valeur d'une façon logique. Les néoclassiques ont laissé tomber la production et ont mis l'accent sur l'échange, c'est en effet l'échange qui permet la détermination de la valeur des biens et non la production. La production, c'est aussi un échange, un échange entre marchandises, soit le travail et la monnaie numéraire-marchandise.

Keynes a repris la théorie de la production dans son *Traité sur la monnaie*, il l'a mise au centre de sa pensée. Il a compris que la production est l'opération première, source de toute valeur économique. La production est un acte qui permet la mesure du produit et l'homogénéisation des biens et services réels qui composent ce produit. En effet, les entreprises versent chaque fois (par mois, semaine, trimestre) les salaires aux travailleurs. Les salaires sont la mesure de la production, du produit et du revenu. (« Income »). « We propose to mean identically the same thing by the three expressions: (1) the community's money income; (2) the earnings of the factors of production; and (3) the cost of production »¹. Keynes définit donc le produit par son coût de production. La valeur économique des biens réels est égale à une unité de coût multiplié par le volume du produit.

Pour Keynes, la monnaie n'est pas une richesse, elle est à la fois positive et négative, elle ne peut pas être le terme d'un échange. On a l'identité entre la somme des rémunérations des services producteurs et le volume du produit multiplié par une unité de coût. La monnaie est un instrument qui permet au salariat d'exister, il permet donc à l'économie capitaliste, fondée sur le salariat d'exister. La monnaie est à la fois positive et négative, elle est une non-valeur. La monnaie se crée et se détruit dans toute émission. En effet les banques possèdent la « monnaie-zéro »², de laquelle elles peuvent sortir une monnaie positive et une monnaie négative. Elles sortent une monnaie négative pour les entreprises et une monnaie positive pour les travailleurs, la monnaie négative sera empliée par le produit réel, résultat du travail accompli par les travailleurs (première demi-émission réelle). Le travail est, dans le *Traité*, le seul facteur de production. Les travailleurs obtiennent, dans leur rémunération, le produit en monnaie, soit l'argent. L'argent est donc la monnaie associée au produit, en effet, à chaque paiement des salaires, le produit réel est coulé dans la forme monétaire, cette intégration permet l'existence de l'argent qu'est aussi défini comme monnaie positive ou revenu.

Keynes n'utilise pas ces mots, mais le raisonnement posé dans le *Traité* l'impose. Keynes a découvert les fondements de la théorie des émissions. La production permet la mesure du produit, des revenus et des coûts de production par l'identité produit-monnaie. Keynes est donc le découvreur de la monnaie négative. Les « income deposits »³ sont le résultat de l'émission monétaire. Ils ne sont pas l'aliment. Dans le paiement des travailleurs, les entreprises dépensent une richesse nulle. Elles obtien-

¹ Keynes, J.-M., *A Treatise on Money*, The Collected Writings of J.-M. Keynes, Macmillan for the Royal Economic Society, London, 1973, Vol. V, p. 111.

² Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, Economica Castella, Paris-Fribourg, 1984, p. 110 et ss.

³ Keynes, J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 31.

nent une monnaie négative. Lorsqu'un client est crédité d'un « income deposits », celui-ci a pour contrepartie des ressources créées par la banque. La banque forme en même temps un passif et un actif. La banque ne peut inscrire une monnaie positive au compte des services producteurs sans inscrire une monnaie négative au compte des entreprises.⁴ Ce n'est pas l'échange qui, par la monnaie-numéraire marchandise, permet la mesure des biens et l'homogénéisation des ces derniers. C'est la production qui associe une non-valeur, le produit réel hétérogène, et une non-valeur, la monnaie. Cette association des non-valeurs permet la « naissance » de la valeur économique.

Keynes a donc bien compris que la production quantise un nombre sans dimension (le numéraire, le concept fondamental introduit par les néoclassiques dans l'analyse économique) qui permet la mesure de la production et du produit de la période. Ces nombres sans dimension sont les unités monétaires émises par les banques dans le paiement des salaires par compte des entreprises. Les salaires versés sont donc la mesure numérique du produit qui permet l'homogénéisation des biens et services réels. « Let us choose our units of quantities of goods in such a way that a unit of each has the same cost of production at the base date »⁵. Le produit est donc défini par les rémunérations. La monnaie n'est pas un objet distinct du produit national. Elle est la définition de ce produit.

Ce que Keynes n'a pas vu dans le *Traité*, c'est que la production quantise aussi du temps. La production est un processus continu. L'homme s'imagine une forme-utilité dans laquelle il coule un effort, une activité, soit son travail pour chercher de la réaliser. Le travail demande du temps, du temps continu. Pour modéliser un objet, pour réaliser un projet, il faut du temps. Le problème est de réussir à mesurer cette production. La logique nous impose que la production soit mesurable seulement quand elle est achevée. « La moitié d'une rue n'est une demie rue que dans la rue entièrement achevée; si la production s'est terminée à la moitié de la rue, elle est totalement sans effet: alors, la rue n'existe pas à moitié, elle n'existe pas du tout. Le même effet totalisant est constaté pour les services produits: un voyageur à destination de New-York ne serait pas partiellement satisfait si l'avion le transportait uniquement de Paris à Shannon »⁶. La production est donc saisie pour toute la période au moment où elle est achevée. Au moment où la production est achevée, elle quantise du temps. Le produit, c'est donc du temps quantisé. Or on peut diviser le temps continu selon, par exemple, le calendrier. On rend homogènes toutes les tranches de temps quantisées. Mais cela ne suffit pas pour donner l'homogénéité des produits; pour cela, la production doit aussi quantiser un numéraire. Le produit a donc deux dimensions: la dimension temps et la dimension nombre. La dimension temps peut être réduite à une tranche de temps homogène (un mois, un jour, une semaine, ...) de façon à permettre l'identité entre produit et production (production=produit x 1). La dimension numéraire permet de donner une valeur numérique homogène au produit de la période.

Le même raisonnement est aussi valable pour la dépense; en effet, elle aussi quantise du temps et un nombre. La dépense quantise le même temps et le même nombre que la production malgré qu'elle lui est chronologiquement postérieure. En effet, la production est une émission nominale complète et un demi-émission réelle. Pour le paiement des salaires, la banque crée une monnaie négative (dans l'entreprise) et une monnaie positive (chez les travailleurs). Le produit réel, fruit du travail, est déposé dans la monnaie négative. Les travailleurs reçoivent le revenu, qui est la monnaie positive, contrepartie de la monnaie négative. La monnaie positive est le produit en monnaie. Donc, on a une conversion

⁴ Keynes, J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VI, p. 191.

⁵ Keynes, J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 121.

⁶ Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit., p. 56.

du produit, un échange absolu. Les travailleurs obtiennent d'abord le produit en monnaie. Mais, quand on prend en considération une économie bancaire comme la notre d'aujourd'hui, on peut clairement s'apercevoir que le revenu a une existence nulle non seulement dans le temps quantique mais aussi dans le temps continu. En effet, tout revenu produit est d'emblée épargné et donc transformé en capital. Les salariés obtiennent une créance réelle envers la banque en achetant les titres sur le produit (capital financier) et les entreprises se trouvent avec une dette réelle envers les banques (vente des titres sur le produit) qui compense les stocks physiques formés dans l'entreprise par « la sortie » du produit de la monnaie négative. Le produit reste de propriété exclusive des travailleurs. Dans les banques restent, ce que Keynes appelle, les « income deposits ». Les « income deposits » seront subdivisés à dépendance des décisions libres des salariés en « cash deposits »⁷, s'ils sont conservés sous forme de liquidité, et en « savings deposits »⁸, s'ils sont prêtés ou dépensés.

La dépense des salaires est la deuxième demi-émission réelle complémentaire à la première, celle de la production. Elle est aussi une émission nominale complète. Dans la dépense des salaires, les travailleurs obtiennent les biens et services qui assument la valeur d'usage. La valeur d'échange ou valeur économique est définitivement détruite. Les « income deposits » sont détruits. Keynes ne l'a pas dit explicitement dans le *Traité*, mais la logique interne de l'ouvrage l'impose. La dépense des salaires suit chronologiquement la formation des salaires, mais elle quantise le même temps et le même nombre, elle est rétroactive. Elle revient logiquement à la formation des salaires pour la simple raison qu'elle est la deuxième demi-émission réelle d'une émission réelle. La logique impose que chaque émission soit toujours à la fois une création et une destruction, soit elle réelle, soit nominale. Dès qu'elle revient à la formation des salaires, on peut dire que l'émission réelle est instantanée. La destruction ne peut pas être postérieure à la création. Création et destruction ont naissance dans le même instant. Ce qui est créé est immédiatement détruit.

L'intermédiation de la monnaie permet au revenu et au produit d'avoir une durée positive dans le temps continu sous la forme d'une créance réelle des travailleurs envers la banque (capital financier) et des stocks des entreprises (capital réel). On constate donc que, soit dans le temps quantique, soit dans le temps continu, on a la création-destruction instantanée du revenu et du produit. Dans le temps continu, produit et revenu sont transformés en capital (capital financier et capital matériel).

Il est bien clair que Keynes ne parle pas du temps quantique, mais la logique de son flux-reflux ne laisse pas de doutes, il a bien compris que la dépense des salaires est postérieure à leur formation, mais qu'elle remonte au même moment. On le verra bien quand on analysera les revenus non salariaux et les profits.

1.2 Le capital-temps

Dans le *Traité*, Keynes démontre l'identité entre offre globale et demande globale. Cette démonstration a une importance déterminante pour toute la Macro-économie. C'est uniquement quand tout le

⁷ Keynes, J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 31.

⁸ Keynes, J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 31.

monde aura compris que cette identité est incontournable, que la vraie « étiologie »⁹ de l'inflation et du chômage (et donc les solutions à ces maladies) sera trouvée.

Tout capital est d'abord du temps. Keynes a défini le capital comme un pont entre présent et futur. « It is by reason of the existence of durable equipment that the economic future is linked to the present »¹⁰. Keynes part de l'épargne pour définir le capital. En effet, le capital est la conversion des revenus en épargne. Cette conversion se fait au moment même de la création du revenu (au même instant). Les revenus sont créés et sont d'emblée convertis en capital financier. Les propriétaires des revenus, c'est-à-dire du produit en monnaie, sont les travailleurs. Automatiquement, pour acquérir des dépôts, des créances ou du « cash » ils doivent acheter des titres aux banques. L'achat des titres est automatique, l'opération monétaire devient financière. Les travailleurs font donc un deuxième « prêt absolu », c'est-à-dire un prêt sur eux-mêmes. Le premier étant le fait que la monnaie se substitue au produit, au lieu de percevoir le produit directement en valeur d'usage, les travailleurs le perçoivent d'abord en monnaie. Dans le deuxième prêt absolu les travailleurs font un prêt sur eux-mêmes, ils sont à la fois prêteurs et emprunteurs. Ils prêtent le produit en monnaie (le revenu) et ils empruntent des titres au produit sur eux-mêmes. L'achat de titres est donc une action, une transaction financière: elle est une épargne. On voit donc bien que l'épargne est égale à l'investissement. L'investissement est la contrepartie des titres achetés par les travailleurs. Cette transformation du revenu en épargne est bien due à la relation (action « two-sided ») entre les banques et les titulaires de revenu. Les titulaires de revenus peuvent obtenir de la banque un dépôt à vue, une créance ou du « cash » uniquement s'ils achètent ces titres à la banque. Les travailleurs peuvent obtenir ces titres de la banque seulement s'ils les ont déjà, ou sous forme de revenu ou sous forme de titres anciens. Dans le cas des titres anciens (v. infra), l'épargne (achat des titres) correspond à un désépargne pour un montant égal. Dans le cas du revenu, l'investissement est bien nouveau. « The prevalence of idea that saving and investment, taken in their straightforward sense, can differ from one another, is to be explained, I think, by an optical illusion due to regarding an individual depositor's relation to his bank as being a one-sided transaction, instead of seeing it as the two-sided transaction which is actually is. It is supposed that a depositor and his bank can somehow contrive between them to perform an operation by which savings can disappear into the banking system so that they are lost to investment, or, contrariwise, that the banking system can make it possible for investment to occur, to which no saving corresponds. But no one can save without acquiring an asset, whether it be cash or a debt or capital-goods; and no one can acquire an asset which he did not previously possess, unless either an asset of equal value is newly produced or someone else parts with an asset of that value which he previously had. In the first alternative there is a corresponding new investment: in the second alternative someone else must be dis-saving an equal sum. ... »¹¹. Keynes nous a donc donné une démonstration inéluctable de l'identité épargne-investissement.

Mais l'analyse doit encore progresser, la théorie des émissions nous porte jusqu'au but de la compréhension. Le capital est toujours une réalité à deux dimensions. Il est toujours dédoublé en capital financier (revenu converti en titres sur le produit) et en capital matériel ou réel (produit coulé dans la monnaie négative converti en stocks réels dans les entreprises). La monnaie est détruite, puisque la monnaie négative des entreprises rencontre la monnaie positive (revenu) des travailleurs. Les travail-

⁹ Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit.

¹⁰ Keynes J.-M., *The General Theory of Employment, Interest and Money*, The Collected Writings of J.-M. Keynes, Macmillan for the Royal Economic Society, London, 1973, Vol. VII, p. 146.

¹¹ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 81 et p. 82.

leurs, dès qu'ils perçoivent le revenu (donc dans le même instant), achètent des titres au produit (épargne, ou capital financier); ils obtiennent donc une créance réelle (produit=objet de la créance) envers les entreprises, la monnaie positive libérée par les travailleurs va à rencontrer la monnaie négative des entreprises. En effet, les entreprises, en vendant des titres (dans le même instant que les ménages les achètent), obtiennent (des travailleurs) une monnaie positive qui rencontre la monnaie négative dans laquelle le produit de la période est plongé. La monnaie est détruite, l'existence de la monnaie est donc instantanée. La monnaie ne peut qu'exister s'elle est négative et positive à la fois, autrement elle ne peut logiquement pas exister. Les entreprises en vendant des titres aux travailleurs achètent le produit produit par leurs propres travailleurs et réalisent donc un investissement. Elles se retrouvent avec des stocks à leur actif (capital réel ou matériel) et avec une dette réelle envers les travailleurs (produit = stocks réels = objet de la créance).

Le produit est donc totalement écoulé pour la première fois sur le marché financier. Le capital financier et le capital réel suivent le temps. Au moment où les travailleurs décident de vendre les titres pour acheter définitivement le produit en le transformant en valeur d'usage, ils perdent leur créance réelle envers les entreprises. Le capital est détruit. Mais pendant le temps continu qui sépare les deux écoulements, le capital est chronostationnaire, il établit un pont entre le premier écoulement et le deuxième écoulement. Le capital est donc du temps. Il est le revenu et le produit transformés et, en attente d'être définitivement détruits dans l'écoulement définitif du produit aux ménages. Dès que les revenus distribués sont, dans le régime de la monnaie bancaire, directement épargnés, tout capital est d'abord du temps. Le capital fixe est aussi d'abord du temps. Le deuxième écoulement du produit survient au moment où les ménages décident de vendre les titres pour percevoir le revenu nécessaire pour l'achat définitif du produit. On a une reconstitution du revenu (le capital temps est retransformé en revenu) dans l'achat final des ménages. En effet, les banques créent de la monnaie positive chez les travailleurs (revenu) et de la monnaie négative chez les entreprises. Le capital est retransformé en revenu (travailleurs) et en produit plongé dans la monnaie négative (entreprises). Comme dans tout paiement, les banques font une émission de monnaie et donc une création de monnaie à la fois positive et négative. La monnaie positive est créée chez le payé et la monnaie négative est créée chez le payeur. Les travailleurs vendent les titres aux stocks, on a donc une création de monnaie positive chez les travailleurs (revenus), tandis que les entreprises achètent des titres, on a donc une création de monnaie négative chez elles. La vente des titres par les travailleurs correspond à l'achat des mêmes titres par les entreprises. Dans le même temps les entreprises perçoivent les revenus des ménages contre le produit. Il est clair que les ménages vendent les titres au produit dans le but de reconstituer le revenu capable d'acheter le produit. Or il ne faut pas raisonner faux. Le revenu et le produit ont une existence instantanée dans le temps chronologique (continu): l'opération de la retransformation du capital en revenu et produit et la destruction du revenu et du produit sont instantané. L'ordre entre les deux « est purement logique et non chronologique »¹². La logique de la création et de la destruction immédiate du produit et du revenu est donc respectée. Les entreprises, en achetant les titres, se dégagent de la dette réelle envers les travailleurs et, respectivement, les travailleurs perdent la créance réelle envers les entreprises. Il est clair que les travailleurs ne vont pas retirer le produit tous en même temps, mais chaque retraite quantise le même temps que la production, soit qu'elle se situe tout près d'elle (par exemple une semaine) soit qu'elle se situe loin d'elle (par exemple un mois). Par conséquent, dans le temps quantique, on aura l'instantanéité de l'écoulement définitif du produit avec la production.

¹² Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit., p. 492.

Dans le *Traité* (aussi dans les chapitres 6 et 7 de la *Théorie Générale*), l'épargne se distingue en deux concepts les « saving » et les « savings ». Avec ces deux mots, Keynes entend l'épargne micro-économique (saving) et l'épargne macro-économique (savings).

« Saving is the act of the individual consumer and consists in the negative act of refraining from spending the whole of his current income on consumption »¹³. Tandis que « We shall mean by savings the sum of the differences between the money incomes of individuals and their money expenditure on current consumption »¹⁴. C'est le « savings » qui représente l'accroissement de la richesse de la communauté, soit le capital. En effet, « That saving can occur without any corresponding investment is obvious, if we consider what happens when an individual refrains from spending his money income on consumption »¹⁵. Donc l'épargne micro-économique serait une « abortive saving »¹⁶, une épargne avortée, il ne fait pas identité avec un investissement réciproque. L'épargne micro-économique, la non-consommation, est compensée par la désépargne. Keynes explique que la désépargne qui compense l'épargne se fait par l'achat des titres anciens, qui comme les titres nouveaux, permettent d'échanger un revenu présent contre un revenu futur. On sait qu'à chaque production, on a la conversion des revenus courants dans des titres au produit courant (deuxième prêt absolu v. supra). Ainsi le titre ancien est représentatif du produit de la période courante. L'achat des titres anciens est une consommation. En effet, l'acheteur des titres anciens renonce au revenu courant et au produit courant pour un revenu et un produit futur. Le vendeur de titres anciens reçoit un revenu qu'il dépense pour l'achat du produit courant. Le produit et le revenu courant reçu pour la vente des titres représente le revenu et le produit futur pour lesquels il avait renoncé à son revenu et produit courant au moment de l'achat des titres. « Thus in such circumstances the saving, instead of resulting in an increase of aggregate wealth, has merely a double transference—a transference of consumption from the saver to the general body of consumer, and a transference of wealth to the saver from the general body of producer, both total consumption and total wealth remaining unchanged. Thus in Mr Robertson's language, the saving has been 'abortive'. There is no increase of wealth in any shape or form corresponding to the increase of saving—the saving has resulted in nothing whatever except a change and change-about between those who consume and between those who own titles of wealth »¹⁷.

Toute autre chose est le « savings », l'épargne macro-économique. Loin d'être une consommation, l'épargne macro-économique est un investissement. Dans chaque production le revenu est détruit et substitué par les titres au produit. Les travailleurs achètent des titres, ils dépensent leur revenu dans l'achat des titres au produit courant. Mais cet achat, contrairement à l'achat des anciens titres, finance un stock des entreprises. On a la rencontre entre monnaie positive et monnaie négative. Elles sont détruites. Le produit sort de la monnaie négative des entreprises et il est mis en réserve. Donc on trouve le capital financier (titres) et le capital réel (stocks). On a bien vu que l'épargne micro-économique peut dépasser l'offre de capital de la période, ce dépassement est compensé par la désépargne. Ce n'est pas le cas pour le « savings ». En effet l'épargne macro-économique est à la fois une offre et une demande des titres sur un même bien réel, le capital réel. Les travailleurs achètent les titres sur les stocks, donc ils demandent des titres et les entreprises vendent des titres sur les stocks, donc elles offrent des titres. Dans le *Traité*, Keynes nous explique que l'épargne macro-économique

¹³ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 155.

¹⁴ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 155.

¹⁵ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 156.

¹⁶ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 156.

¹⁷ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 156.

ne peut pas différer de l'investissement, soit de l'augmentation du bien-être de la société. Bien sûr, ce raisonnement vaut seulement dans le cas où l'économie n'est pas affectée par l'inflation ou par la déflation (donc sans « windfalls profits and losses » v. infra ch. 3), c'est-à-dire dans une économie à l'équilibre. « If, on the other hand, investment has taken place pari passu with saving, the equilibrium of consumers' expenditure and producers available output will be maintained at the pre-existing price level. »¹⁸

On doit maintenant faire un pas ultérieur; en effet, on sait que l'offre et la demande des titres se font, dans une économie bancaire, au moment même de la formation des revenus, donc une différence entre demande et offre de titres est illogique. Même quand les ménages décident d'obtenir le produit en valeur d'usage, ils détruisent les titres pour obtenir le revenu nécessaire à l'écoulement du produit (v. supra). Le capital financier est détruit avec le capital réel. L'un ne peut pas exister sans l'autre. Toute épargne est nécessairement égale à l'investissement et toute Offre globale est nécessairement égale à la Demande globale (on a l'écoulement complet du produit sur le marché financier: tout le produit offert est logiquement demandé). Le raisonnement change avec l'introduction du capital fixe ? Pour répondre on doit définir le capital fixe. En effet « The stock of real capital or material wealth existing at any time is embodied in one or other of three forms:

- (1) Goods in use, which are only capable of giving up gradually their full yield of use or enjoyment.
- (2) Goods in process, i.e. in course of preparation by cultivation or manufacture for use or consumption, or in transport, or with merchants, dealers and retailers, or awaiting the rotation of the season.
- (3) Goods in stock, which are yielding nothing but are capable of being used or consumed at any time.

We shall call goods in use *fixed capital*, goods in process *working capital*, and goods in stock *liquid capital* »¹⁹.

Comment se forme le « fixed capital » ? Le capital fixe est caractérisé par le fait que le temps est définitivement fixé dans le capital réel. Les « goods in use » sont du capital qui ne peut plus être dépensé par les titulaires des revenus. Le capital fixe est, dans tout les cas, encore un capital et, comme tel, il est dédoublé en capital financier et en capital réel. Le capital financier est représenté par l'épargne forcée des ménages. Le capital réel est représenté par les « goods in use » produits par les entreprises dans la dépense des profits captés sur l'ensemble de la dépense des ménages pour l'achat des biens salaires produits. Pour comprendre le capital fixe, on doit introduire la notion de profit.

1.3 Le profit et le capital fixe

Selon Keynes, l'investissement du profit (« windfalls profits ») altère l'égalité entre épargne et investissement. Cette altération explique une maladie de notre société: l'inflation. La défaillance du capitalisme permet cet écart malsain qui cause l'inflation.

Le *Traité* est bien éloigné de la *Théorie Générale* dans laquelle Keynes abandonne tout écart entre épargne et investissement. Le *Traité* veut expliquer l'inflation par un écart entre investissement et épargne. Cet écart, qui a permis à Keynes d'être tout près de l'explication de l'inflation (écart qui ne

¹⁸ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. V, op. cit., p. 157.

¹⁹ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. V, op. cit., pp. 115 et 116.

peut pas exister dans la vraie explication par la théorie des émissions, v. infra ch. 2 et ch. 3) est complètement abandonné dans la *Théorie Générale*. Mais il n'est pas abandonné d'une façon positive pour le simple fait que Keynes ne va pas démontrer, comme va le faire la théorie des émissions, le non-écart à l'intérieur de son nouveau paradigme fondé sur l'investissement du « windfalls profits ». Dans la *Théorie Générale*, Keynes abandonnera à la fois l'écart entre investissement et profit et, dans le même temps, le nouveau paradigme. La théorie des émissions ne laissera subsister aucun écart dans la logique de la continuation du paradigme du *Traité*.

Les biens d'investissement prennent d'abord la forme de biens salaires (v. supra ch. 1.2). Mais ils se distinguent des biens de consommation en étant non disponibles pour les ménages. « It follows that current consumption must be equal to the available output, plus subtraction from minus additions to, stocks of liquid consumers' goods which we shall call hoards; and current investment must be equal to the non-available output plus additions to, or minus subtractions from, hoards »²⁰. Le « non available output » sont les biens d'investissement (capital fixe) produits par les entreprises dans la dépense du profit capté aux travailleurs dans leur dépense pour l'achat des biens salaires. Ces biens sont appropriés par les entreprises. Le profit est réalisé sur le marché des produits. Il est la différence entre prix et valeur des biens salaires achetés par les titulaires de revenus. Formé dans la dépense des salaires, il est dépensé dans la formation des salaires et dans la production des biens d'investissement. La formation du profit sur le marché des produits et la dépense du profit sur le marché des services producteurs demande deux périodes distinctes. Dans la première période, le profit se forme dans la dépense des salaires; dans la deuxième période, il est dépensé sur le marché des facteurs de production (formation des salaires). Il est important de remarquer la nette distinction entre profits distribués et profits dépensés sur le marché des facteurs de production:

- la formation et la dépense des profits dans la production des biens non salariaux (intérêts, dividendes, rentes) demandent une seule période;
- la formation et la dépense des profits dans la production des biens d'investissement (capital fixe) demandent deux périodes distinctes (v. infra ch. 2.1.2).

On considère d'abord la formation et la dépense des revenus non salariaux. Les revenus non salariaux sont distribués dans la deuxième période, mais leur formation et leur émission (dépense des entreprises dans la production des biens non salariaux) concerne seulement la première période (par rétroaction). Les profits redistribués (\neq profits dépensés) dans la deuxième période prennent le statut de revenus non salariaux, cela signifie qu'ils ont financé la production des biens non salariaux (dans la première période) et donc qu'ils seront dépensés (dans la deuxième période) par les titulaires des ces biens dans leur achat final. L'argument est difficile: on doit faire un effort et reprendre l'analyse du début. Pour le moment on exclut la production des biens d'investissement. Pour comprendre on ne doit pas oublier que la production est divisée en deux demi-émissions réelles grâce à la monnaie: dans une même période de production (temps quantique) on a la production (première demi-émission réelle) qui est antérieure (dans le temps continu ou chronologique) à la dépense (deuxième demi-émission réelle). Pour comprendre les profits, il faut abandonner le principe du tiers exclu. En effet, les affirmations suivantes sont toutes correctes:

- les salaires sont la mesure du produit;

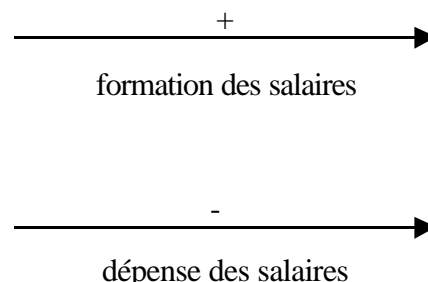
²⁰ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 115.

- le profit est compris dans les salaires;
- le profit n'est pas un salaire.

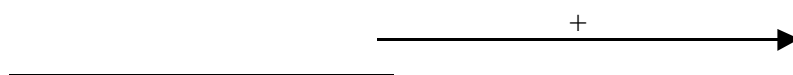
On sait que la production est antérieure à la dépense dans le temps continu. Mais la dépense quantifie le même temps que la production. Elle agit rétroactivement sur la production. Dans la production on a l'émission des salaires qui est la mesure de la totalité du produit. L'émission des salaires détermine donc la valeur du produit (=coûts de productions). On sait, en effet, que les salaires sont le produit en monnaie, les travailleurs reçoivent d'abord le produit en monnaie. On a un change entre produit réel et produit en monnaie (échange absolu). Les profits sont déterminés dans la dépense des salaires; dans la dépense des salaires, le produit en monnaie est changé en produit réel (échange absolu). Les profits sont donnés par une différence positive entre prix et valeurs. Or, il est clair que la rétroactivité de la dépense des salaires sur leur formation (dans la production) oblige à une réinterprétation de la formation des salaires. En effet, on doit superposer la dépense à la production (temps quantique) et on s'aperçoit que dans la formation des salaires, on a une dépense qui correspond exactement au montant des profits formés dans la dépense des salaires sur le marché des produits. C'est que dans un flux positif on peut avoir un flux négatif et vice versa. Les entreprises, au moment de la production, émettent des salaires, pour la même valeur des profits formés dans la dépense des salaires, dans la production des biens non salariaux. La réinterprétation de la production est donc claire: les profits financent la production des biens non salariaux. Par conséquent, la différence entre prix et valeurs est éliminée. En effet, la valeur des biens non salariaux compense exactement la différence entre prix et valeur constatée dans la dépense des salaires. Il est clair que les titulaires de revenus non salariaux dépenseront eux aussi leurs revenus. Ils les dépenseront, comme tout travailleur, dans l'achat de leur propre produit, c'est-à-dire dans l'achat des biens non salariaux. Le schéma suivant permet une meilleure compréhension²¹:

Schéma 1: formation des revenus non salariaux

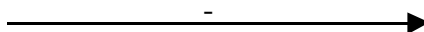
Si la formation des salaires est positive (création), la dépense est sûrement négative (destruction).



On sait que la dépense est rétroactive. On superpose la formation à la destruction. Les deux flèches coïncident:



²¹ Schmitt B., Inflation, Chômage et Malformation du Capital, op. cit., p. 131.



En présence des profits, on a la division suivante:

	+	
20	80	
20	80	
	-	

On suppose une émission de 100 unités de monnaie (UM) dans la production. Dans la dépense des salaires, on constate une formation de profit de 20 UM. Après la dépense on fait donc la réinterprétation de l'émission et on s'aperçoit que 20 UM sont émis dans la production des biens non salariaux et 80 UM sont émis dans la production des biens salaires. Mais, une fois introduit la production des biens d'investissement, on verra que c'est seulement dans la distribution des profits (deuxième période) qu'on pourra s'apercevoir de la valeur des biens non salariaux (v. infra).

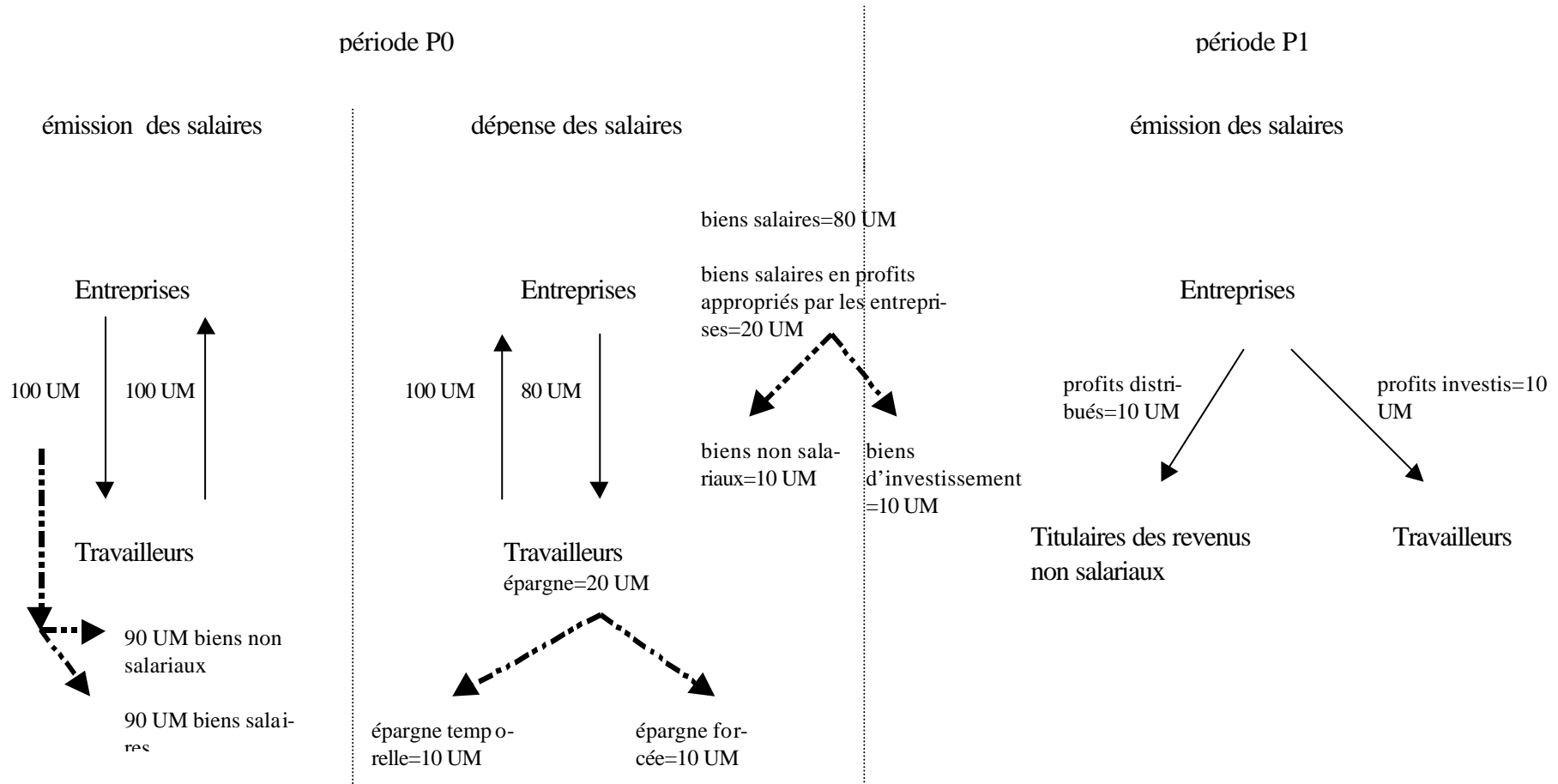
On a donc constaté comment la production et la dépense des revenus non salariaux sont posées sur une seule période de production (production-dépense). Or, un autre raisonnement doit être fait pour la production des biens d'investissement (capital fixe). En effet, dans ce cas là, on a la formation des profits dans une période et la dépense des profits dans une autre période. Il est clair que la réinterprétation de la production dans la période de la formation des profits doit encore être faite: une partie des biens salaires produits est définitivement captée par les entreprises. La partie captée par les entreprises est à la fois sous forme monétaire et réelle. Il s'agit donc de biens salaires qui, au lieu d'être à disposition des travailleurs, sont appropriés par les entreprises. Les entreprises s'approprient des biens en monnaie et donc logiquement aussi des biens réels. C'est donc dans ce sens qu'on peut affirmer que les investissements sont d'abord sous forme de biens salaires. Il est logique qu'une éventuelle production des biens d'investissement peut avoir lieu uniquement dans une période de production successive (dans un autre saut quantique: une autre production-dépense). On a dit production éventuelle parce que les entreprises (dans la période successive à la formation des profits) se trouvent face à un choix. En effet, elles peuvent:

- ou bien distribuer les profits captés dans une période antérieure;
- ou bien les dépenser dans la production des biens d'investissement (capital fixe, instrumental).

Si elles décident de distribuer les profits (par exemple aux actionnaires), alors ces profits sont dépensés dans l'achat des biens salaires capté par les entreprises lors de la formation des profits. A ce moment-là on s'aperçoit que les biens salaires sont des biens non salariaux produit dans l'émission des salaires dans la période de base. On est donc en présence de revenus non salariaux et des biens non salariaux qui trouvent leur valeur en UM seulement par effet rétroactif. Si, par exemple, les entreprises distribuent 10 UM aux titulaires des revenus non salariaux dans la deuxième période on

peut conclure qu'on avait produit 10 UM de biens non salariaux dans la période précédente (on considère seulement deux périodes). Les produits sont définis selon leur financement (financement de leur production) et non pas selon leurs caractéristiques physiques. Les travailleurs récupèrent donc les revenus (et donc les biens) qu'ils ont perdu dans la période de formation des profits: on a donc un « détournement temporel » des revenus des travailleurs aux entreprises. Si, par contre, les entreprises dépensent leur profit dans la production des biens d'investissement (émission de salaires pour la production de ces biens), alors elles s'approprient ces biens. Les entreprises s'enrichissent. Les biens d'investissement sont depuis leur naissance la propriété des entreprises. Les entreprises dans l'émission des salaires achètent ces biens. L'achat est possible puisque les entreprises dépensent un profit, c'est-à-dire leur « propre revenu ». Le « fixed capital » est donc un actif net pour l'entreprise. Il n'est pas compensé par une dette réelle envers la banque et donc envers les travailleurs comme l'analyse de « savings » nous l'a démontré (v. supra 1.2). Le capital financier se rapportant à cet actif net est l'épargne forcée des travailleurs, épargne qu'ils ont définitivement perdu.

Schéma 2: Le profit: distinction entre revenus non salariaux et capital fixe



On suppose que l'émission de la période P0 est de 100 UM. Les entreprises émettent 100 UM dans la production des biens salaires. Dans la même période les entreprises réalisent 20 UM de profits. Les profits sont réalisés dans la dépense des salaires sur le marché des produits. Les travailleurs dépensent leurs salaires dans l'achat des biens salaires. La captation est possible grâce à la différence entre prix et valeurs des biens salaires. A cause de cette différence les travailleurs ne peuvent pas obtenir tous les biens salaires qu'ils ont produits. Ils dépensent tout leur revenu dans l'achat des biens (100 UM), mais ils obtiennent seulement une partie de ces biens (80 UM=biens salaires), le reste est approprié par les entreprises (20 UM). On remarque que les profits captés par les entreprises sont à la fois réels (biens salaires) et monétaires. Or, de ces 20 UM de biens salaires appropriés par les entreprises, on ne connaît encore pas dans quelle mesure ils peuvent être considérés comme biens d'investissement et dans quelle mesure ils peuvent être considérés comme bien non salariaux. On doit atteindre la période P1, dans laquelle les entreprises décident dans quelle mesure les profits seront distribués et dans quelle mesure ils seront investis. On suppose que les entreprises distribuent le profit dans la mesure de 10 UM et dépensent le profit dans la mesure de 10 UM. Par conséquent, la valeur des biens non salariaux et celle des biens d'investissement sont établies. Par rétroaction, on voit que 10 UM dans l'émission totale de la période P0 (100 UM) est consacrée à la production des biens non salariaux. Les profits captés dans la période P0 sont donc subdivisés de la façon suivante:

- 10 UM de biens non salariaux et;
- 10 UM de biens d'investissement.

Les biens d'investissement sont d'abord des biens salaires, seulement dans la période P1 ils sont convertis en biens d'investissement.

L'explication du profit est essentielle. Elle est un point crucial de toute l'économie. Ni les classiques, ni les néoclassiques ont réussi dans l'explication du profit.

Le profit, pour les classiques, est défini comme la différence entre le produit du travail et le coût du travail (dans le langage de Marx: entre le travail et la force du travail). Il est donc une plus-value. Mais la théorie n'a pas réussi à sortir de l'impasse de la circularité de la détermination des profits. On peut citer le fameux effet Ricardo qui, seulement grâce à Keynes trouve une solution. La circularité qui a caractérisé la pensée économique jusqu'à Keynes consiste dans le fait que:

- la valeur d'échange est déterminée sur le marché des facteurs de production. Elle est considérée comme la somme entre les salaires et les profits distribués par les firmes aux salariés et respectivement aux capitalistes, on a donc la répartition du revenu national entre deux catégories;
- les profits sont déterminés seulement sur le marché des produits dans les ventes des entreprises;

Comment donc déterminer la répartition du revenu sur le marché des facteurs de production (et donc le revenu = $\sum(\text{salaires} + \text{profits})$) si les profits sont déterminés uniquement sur le marché des produits au moment de la vente du produit? Les auteurs ne répondent pas, on peut donc en conclure que les profits restent indéterminés.

Pour les néoclassiques, les profits n'existent pas. A l'équilibre général, les profits sont nuls.

Seule la théorie des émissions peut résoudre l'impasse. La solution passe par le dépassement de la logique « binaire », c'est-à-dire du principe du tiers exclu. Keynes l'avait déjà compris. En effet, c'est lui qui a posé la mesure du produit par les salaires. Keynes connaît bien B. Russel et sa théorie des types logiques. Pour comprendre un problème, il faut se poser à l'extérieur du problème. Il faut casser les idées préconçues. « I propose, therefore, to break away from the traditional method of setting out from the total quantity of money irrespective of the purposes on which it is employed, and to start instead -for the reasons which will become clear as we proceed- with the flow of the community's earnings or money income, and with its twofold division (i) into the parts which have been earned by the production of consumption goods and investment goods respectively, and (ii) into the parts which are expended on consumption goods and savings respectively »²². Si Keynes avait réussi à casser complètement les idées préconçues, il aurait pu trouver l'étiologie exacte et donc les remèdes de l'inflation et du chômage. Keynes fait une claire distinction entre la « normal remuneration of entrepreneurs »²³, c'est-à-dire la rémunération des entrepreneurs et les « windfalls profits »²⁴ qui sont les profits que l'entreprise dépense dans la production des biens d'investissement. Le pas est décisif. Mais Keynes ne parle pas spécifiquement des revenus non salariaux, il se limite à dire qu'ils sont compris dans le revenu national et que le revenu national est défini par les salaires. Il ne fait pas une claire distinction entre la formation des revenus non salariaux et la formation des profits en biens salaires appropriés (temporairement ou définitivement) par les entreprises. Keynes ne considère pas que, dans le mécanisme de la production des biens d'investissement, on a la dépense et la formation des profits sur deux périodes. La logique interne du *Traité* nous contraint à la bonne solution même si son auteur ne l'expose pas. La théorie des émissions nous permet de faire le pas définitif dans la compréhension des profits. Tous les profits sont captés dans la dépense des salaires et sont dépensés dans la formation des salaires. Mais, dans le cas de la production des biens d'investissement (capital fixe), le mouvement n'est pas possible sur une seule période: d'abord les profits sont captés puis ils sont dépensés, la logique l'impose. En outre, dans l'analyse de Keynes (sur les profits au sens large) manque le temps quantique, par conséquent on n'arrive pas à comprendre si on a d'abord la formation des profits dans la dépense des salaires pour l'achat des biens salaires ou la dépense des profits dans la formation des salaires? Keynes ne peut pas éviter de raisonner fautivement, et alors on peut affirmer que, dans le *Traité*, la dépense des profits est antérieure à la formation des profits, le premier écart donne le deuxième. Cela est illogique dans une optique qui comprend uniquement le temps continu. Le temps quantique donne une solution définitive à l'intuition de Keynes.

Il reste que Keynes a vu que le profit, le vrai profit, est défini comme le « windfall profit ». En effet, il pense que si on prend en considération un profit qui, au lieu d'être investi, est dépensé pour l'achat des biens de consommation, on s'aperçoit qu'il se reproduit. La dépense du profit cause un autre profit d'un montant égal. C'est le concept de « widow's cruse »²⁵. « If entrepreneur spends part of his profits in current consumption (and there is of course nothing to prevent them from doing this), the effect is to increase the profit on the sale of liquid consumption goods by an amount exactly equal to the amount of profits which have been thus expended »²⁶. Le raisonnement de Keynes est clair: si on dépense le profit pour l'achat des biens de consommation, on est contraint d'acheter ces biens au prix du marché, prix qui détermine un profit pour l'entreprise. Les vrais profits des entreprises sont

²² Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 121.

²³ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., pp. 111 et 112.

²⁴ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 113.

²⁵ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 125.

²⁶ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 125.

donc les « windfalls profit » qui sont dépensés sur le marché des services producteurs dans la production des biens d'investissement. On ne doit pas confondre la rémunération des entrepreneurs constituée par la partie du profit (capté dans la dépense des salaires) redistribué aux entrepreneurs (revenus non salariaux) avec le profit qui permet un enrichissement des firmes dans la production des biens d'investissements. Le profit investi (« windfall profit ») permet aux entreprises de s'approprier des biens d'investissements, donc de s'enrichir. Keynes se trompe au sujet des profits distribués. Les profits sont à la fois réels et monétaires. Réels puisqu'on a des biens salaires stockés dans les entreprises et monétaires puisqu'ils sont des revenus captés aux salariés. La logique interne du *Traité* nous impose de considérer le profit comme un capital. Keynes ne le dit pas clairement mais il affirme que la dépense du profit pour l'achat des biens salariaux est une épargne négative « if an entrepreneur spends part of his profits in current consumption, then this is equivalent to negative saving »²⁷. Les profits captés sont, dans la période successive, ou bien distribués aux producteurs des biens non salariaux qui les dépensent dans l'achat des biens, ou bien dépensés dans une nouvelle production, la production des biens d'investissement (capital fixe). Les titulaires des revenus non salariaux dépensent les profits redistribués dans l'achat des biens salaires. Ils achètent les biens salaires stockés dans les entreprises, qui grâce à l'échange généralisé signifie l'achat de leur propre produit. Une partie des profits, celle qui représente les revenus non salariaux est donc dépensée sur le marché des produits. Elle ne représente donc pas une épargne forcée, puisque les travailleurs retrouvent la propriété d'une partie des produits stockés. Dans la dépense de ces profits, ils reçoivent le produit de leur propriété qui est transformé en pure valeur d'usage. La dépense des profits distribués est une dépense comme toutes les dépenses sur le marché des produits. Elle convertit le revenu monétaire en produit réel (échange absolu) sous forme d'une pure valeur d'usage. Pour Keynes, les profits sont d'abord monétaires; s'ils sont dépensés sur le marché des produits, ils se forment de nouveau. Mais, contrairement à ce que Keynes affirme, cette dépense ne cause pas un profit d'un montant égal. Elle est à la fois réelle et monétaire. On a donc une destruction définitive du revenu et du produit.

Keynes avait compris que les problèmes de notre économie commencent au moment où les entreprises dépensent les profits captés dans une production nouvelle, c'est-à-dire dans la production des biens d'investissement. Les biens d'investissement sont appropriés par les entreprises, les revenus que reçoivent les travailleurs qui produisent ces biens sont donc logiquement vides du produit. Keynes appelle cette production surinvestissement et il affirme qu'elle est la cause unique de l'inflation. Les biens d'investissement sont des propriétés exclusive de l'ensemble des entreprises, les travailleurs les ont définitivement perdus. On trouve alors la vraie conception de l'épargne forcée. L'épargne forcée est l'épargne qui est définitivement perdue par les travailleurs. La production des biens d'investissement fixe définitivement le temps dans le capital fixe. Le capital fixe est à la fois réel et monétaire comme tout capital; monétaire dans la captation des revenus dépensés par les travailleurs dans l'achat des biens salaires sur le marché des produits et réel dans les biens d'investissement produits. Encore une fois, la nouvelle production doit être faite dans une période chronologiquement postérieure à la formation des profits. Keynes la voit dans la même période et par conséquent le raisonnement est faux.

Un autre apport de Keynes consiste dans le fait qu'il a compris qu'on peut avoir la production de biens d'investissement sans financement antérieur de l'épargne des ménages. On a d'abord la production du « non available output ». On décide de produire des biens d'investissement parce qu'il y

²⁷ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 112.

a des impulsions à cette production. « Something happens-of a non-monetary character-to increase the attractions of investment. It may be a new invention, or the development of a new country, or a war, or a return of 'business confidence' as the result of many small influences tending the same way. ... »²⁸. Les travailleurs qui produisent ces biens dépensent les revenus dans l'achat des biens salariaux, soit l'« available output ». Cela provoque une différence entre les prix et la valeur des biens salaires qui permet aux entreprises de réaliser un profit. Profit qui représente la contrepartie exacte du « non available output ». C'est donc le profit qui nourrit le « non available output » et non l'activité bancaire. Le profit, qui est un capital, permet la production des biens d'investissement (« non available output »). Une création monétaire ne peut pas le faire. On a donc un grand apport de Keynes, il a compris que l'activité des banques ne peut pas financer la production des biens capitaux.

Keynes a donc commis deux erreurs fondamentales:

- la non distinction entre formation des revenus non salariaux et la formation des profits disponibles pour la production des biens d'investissement. On a par conséquent, la non-prise en considération, dans le cas de la production des biens d'investissement, des deux périodes, l'une de la formation des profits, l'autre de la dépense des profits. En considérant une seule période, il est contraint d'affirmer, dès que le financement des profits ne peut pas ressortir de l'activité des banques, que les profits sont dépensés dans la production des biens d'investissement avant leur formation. Cela conduit à une impossibilité;
- l'idée selon laquelle les profits sont d'abord monétaires et non réels. S'ils sont dépensés sur le marché des produits alors ils se reproduisent (« widow's cruse »).

La théorie des émissions part de l'intuition de Keynes, mais grâce au temps quantique et à la prise en considération des deux périodes, explique logiquement les profits.

De l'analyse des profits il faut retenir un aspect essentiel pour l'explication du chômage (v. infra ch. 2.2 et ch. 4.4). Le profit ne peut jamais être supérieur à la moitié de la production nationale de chaque période. Cette découverte fondamentale découle de la logique même de la formation-dépense des profits. On peut l'expliquer par une illustration:

Schéma 3 : Le profit: au maximum la moitié de la production nationale

Hypothèses:

- Par commodité on suppose que tout le profit est investi. Si le profit est en partie ou totalement distribué, le raisonnement ne change pas.
- On se situe dans un cas extrême. Si le raisonnement fonctionne dans le cas extrême, il fonctionne aussi dans tous les autres cas.

²⁸ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. V, op. cit., p. 271.

période P0		période P1	
émission des revenus	dépense des revenus	émission des revenus	dépense des revenus
100 UM	100 UM = formation des profits de 100 UM (prix= ∞ (infini))	100 UM = dépense des profits sur le marché des facteurs pour la production des biens d'investissement. Les biens d'investissement sont appropriés par l'entreprise.	Les travailleurs échangeront les titres contre les biens salaires en attente d'être écoulés
		Les travailleurs obtiennent 100 UM de titres aux biens salaires produits dans la période p0 et en attente d'être écoulés.	

Dans la période P1 on constate qu'en 200 UM de biens on a 100 UM de biens salaires en attente d'être écoulés et 100 UM de biens d'investissement nouvellement produits. Par conséquent, les biens d'investissement ne représentent que la moitié de la production de la période. Ce n'est donc pas dans la période P0, c'est-à-dire au moment de la formation des profits, qu'on s'aperçoit qu'ils ne peuvent pas être plus grands de la moitié de la production. C'est en effet uniquement au moment de leur dépense on le constate. Ce résultat assume encore plus d'importance puisqu'il est constaté dans un cas limite, c'est-à-dire dans le cas où le prix, au moment de la formation des profits en p0 est infini. Si le prix est inférieur à l'infini, alors les profits sont logiquement inférieurs à la moitié de la production. Le même raisonnement doit être fait si la nouvelle émission en p1 est supérieure à 100 UM.

1.4 L'identité investissement-épargne et l'identité offre globale-demande globale

On l'a déjà bien spécifié: l'épargne et l'investissement sont une identité; deux faces de la même réalité. L'exemple de la pièce de monnaie²⁹ est bien clarifiant: les deux côtés de la pièce de monnaie pile et face sont bien deux aspects de la même réalité: la pièce de monnaie. On peut s'imaginer que la pile peut exister sans la face ? Oui, dans l'imagination on peut tout faire, mais dans la réalité pile et face ne peuvent pas exister l'un sans l'autre, sinon la pièce de monnaie n'existerait pas. Dans l'analyse de la macro-économie, on peut arriver à la même conclusion pour l'épargne et l'investissement. Dans l'imaginaire, l'épargne peut être différente de l'investissement, la *Théorie Générale* de Keynes nous l'enseigne, mais dans la réalité l'identité épargne-investissement est toujours respectée. On insiste sur l'identité épargne-investissement puisqu'elle est essentielle pour la compréhension de la macro-économie. Le même raisonnement est rapporté à la demande globale et à l'offre globale. La demande globale est identique à l'offre globale. On ne peut pas trouver une explication et une solution aux problèmes du chômage et de l'inflation dans la différence entre offre globale et demande globale, ou entre investissement et épargne. Les identités sont données dans tous les cas, que l'économie soit « saine » ou qu'elle soit « malade ».

Keynes a cherché l'identité investissement-épargne et demande globale-offre globale dans le *Traité*. Il a réussi à démontrer l'identité entre demande globale et offre globale, pour la simple raison que la dépense est toujours égale à la formation du revenu. Mais l'épargne et l'investissement peuvent être différents l'un de l'autre. La différence entre les deux est due à la formation des « winfalls profits » et des « losses ». La différence entre l'épargne et l'investissement nous explique les déséquilibres de l'économie.

Dans la *Théorie Générale*, Keynes pose les identités aux chapitres VI et chapitre VII, mais il se contredit plusieurs fois quand il parle de la cause du chômage et des mesures pour le résoudre. On analysera plus loin les contradictions de Keynes dans sa *Théorie*.

Il faut trouver la vraie étiologie de l'inflation et du chômage dans l'identité investissement-épargne et demande globale-offre globale. Les revenus émis dans la première demi-émission réelle (offre) sont le produit en monnaie. Donc, une fois que les travailleurs décident de les dépenser (demande) ils les convertissent en produit réel. Du moment que les revenus sont le produit en monnaie comment concevoir que les travailleurs ne peuvent pas obtenir le produit en valeur d'usage ? On ne peut pas avoir d'exceptions. L'identité est toujours respectée. L'introduction du capital dans le raisonnement ne change absolument rien. Les revenus, une fois créés, se convertissent en capital, et au moment où les titulaires de revenus décident de les dépenser, le capital est reconverti en revenu permettant l'écoulement final des biens. Dès que les revenus sont convertis en capital, les travailleurs achètent des titres et les entreprises vendent des titres pour le même montant, l'épargne est identique à l'investissement (v. supra ch. 1.3). Les titres au produit sont offerts et demandés à la fois. Si les travailleurs vendent les titres pour réobtenir un revenu pour acheter définitivement les biens, les entreprises achètent symétriquement les titres. L'identité est maintenue.

²⁹ Notes du cours de théorie économique de B. Schmitt à l'UNI de Fribourg, semestre d'hiver 1992-1993.

Tout revenu est donc dépensé. En effet, tout revenu est ou consommé ou épargné, mais dans les deux cas il est dépensé. Dire que le revenu est épargné est une redondance. En effet, dès sa naissance, tout revenu est épargné, il est transformé en épargne (v. infra ch. 1.5). L'opération même de l'émission convertit le revenu en épargne (partie financière de l'émission). Les revenus sont donc prêtés aux banques. La thésaurisation n'existe pas. On le voit d'emblée: le revenu est complètement détruit (une première fois) sur le marché financier. Mais une autre question vient à l'esprit: chaque titulaire de revenu reçoit-il des titres aux stocks des entreprises qu'il peut vendre à chaque moment pour se procurer « son propre » produit en valeur d'usage? La réponse est positive, mais si le titulaire vend les titres, il obtient le revenu qu'il consomme d'emblée. Le revenu est détruit. Mais si le revenu qu'il obtient est sous forme de billets et il le cache sous le matelas? On n'a pas la thésaurisation? Non, puisque les billets sont encore un titre aux stocks, ils ne sont pas le revenu. On change seulement de « forme » aux titres: ils passent de la « forme dépôt » à la « forme billets ». Le revenu a une existence instantanée, il est « visible » seulement au moment de l'achat final du produit. En effet, dans cet achat le revenu est recréé (destruction du capital) et détruit définitivement dans le même temps (échange absolu par le travailleur: du produit en monnaie au produit en valeur d'usage). On peut bien avoir l'argent (billets) sous le matelas. A ce moment-là, les banques se dégagent de leur dette envers les travailleurs et par conséquent, elles ne sont pas tenues à verser des intérêts au travailleur qui a retiré le dépôt sous forme de billets. La banque maintient une créance sur les entreprises et, dans le même temps, elle perd la dette envers les travailleurs. Les travailleurs qui changent les dépôts en billets vendent donc le dépôt à la banque. Par conséquent, la banque pourra mobiliser le dépôt et le prêter (comme elle fait avec tous les autres dépôts). Les billets sont donc un titre aux stocks comme les autres dépôts: si on « les vend », on obtient un revenu qui est d'emblée détruit dans l'achat final du produit. Mais quel est l'objet réel du « titre billet »? Il ne peut plus être l'objet d'avant, puisqu'en changeant « forme » du titre au stock on change aussi l'objet réel correspondant à ce titre. La banque achète le dépôt au titulaire de revenu, par conséquent la banque achète aussi l'objet réel du dépôt, elle achète un titre réel. Mais alors quel est l'objet réel des billets? Le billet correspond à une créance envers la banque centrale. La banque secondaire a donné au titulaire de revenu un titre réel (billet) qu'elle a acheté à la banque centrale. En effet, pour obtenir des billets, la banque secondaire a dû les acheter avec des créances réelles. Elle a escompté des effets commerciaux à la banque centrale. Le billet a donc comme objet réel ces effets. Par conséquent, la banque centrale se retrouve avec une dette envers les titulaires de revenu. La banque secondaire cède un titre réel (billet) contre un titre réel (dépôt). On voit que l'opération n'est possible que grâce au fait que la monnaie rend homogène le produit. On voit donc qu'à tout titre correspond toujours un objet réel. La différence entre les deux titres est déterminée par l'intérêt: les billets sous les matelas ne donnent pas droit à un intérêt. On voit donc que tous les revenus sont prêtés (ou vendus) aux banques et ils sont par conséquent empruntés par les autres titulaires de revenus ou par les entreprises. Dans les deux cas, les revenus seront dépensés. En effet, si un autre titulaire de revenu emprunte un revenu, il le fait dans le but de le consommer, s'il ne le consomme pas, il le prête automatiquement encore une fois (le revenu reste déposé dans la banque). Il sera donc consommé pour le nouvel emprunteur. Si c'est une entreprise qui emprunte le revenu, le raisonnement ne change pas (v. infra ch. 2.2.1). La logique est bien celle de l'épargne microéconomique qu'on a déjà analysé (v. supra ch. 1.2). L'emprunteur renonce à un revenu futur pour un revenu présent et le prêteur fait le contraire.

Même avec la formation des profits, l'identité est maintenue. Les entreprises captent un profit qui finance la production des biens non salariaux par rétroactivité. Le profit peut être aussi dépensé dans

une nouvelle production ou bien distribué: en effet, il est ou bien distribué (revenus non salariaux) et donc dépensé sur le marché des produits, ou bien investi dans la production des biens d'investissement. Dans les trois cas, l'identité est préservée.

1.5 Les banques

Le lecteur peut penser qu'on a négligé le rôle des banques. Bien qu'on a déjà compris le rôle des banques dans notre économie, on va l'expliciter encore une fois dans ce chapitre. On sait en effet que les banques ont un rôle décisif dans les économies capitalistes d'aujourd'hui.

Il faut bien comprendre que les banques sont présentes dans chaque paiement comme intermédiaires monétaires, elles émettent la monnaie nécessaire, toujours positive chez le payé et négative chez le payeur. Les banques sont donc neutres.

Les banques sont aussi présentes comme intermédiaires financières dans la transmission de l'épargne. Les banques permettent, comme on l'a bien vue, l'existence du capital. Elles facilitent la transmission de l'épargne et donc l'écoulement du produit. Maintenant on le sait, dès que les revenus sont nés, ils sont transformés en capital. Cette transformation du revenu en capital financier et réel est uniquement possible grâce à l'intermédiation des banques. Les banques assument le paiement des salaires par les entreprises; par conséquent, ces dernières se retrouvent avec une dette réelle envers les banques. Alors que les banques se retrouvent, dans la même opération, avec une dette réelle envers les travailleurs. Le capital monétaire est une grandeur homogène détenue par les travailleurs. Les travailleurs ont acheté des titres au produit transformé en capital réel, c'est-à-dire en stocks dans les entreprises. Les travailleurs ont donc une créance réelle envers les entreprises par l'intermédiaire des banques. Les dettes (envers les travailleurs) et les créances (envers les entreprises) présentes dans les banques sont homogènes, elles sont définies en unités de monnaie. Les banques mobilisent donc l'épargne dans le sens qu'il est à disposition pour tous les titulaires de revenus qui décident ou bien de la retirer « sous forme » de revenu (les titres sont changés dans le produit en monnaie) pour le dépenser définitivement dans l'achat final du produit (deuxième demi-émission réelle), ou bien de la prêter à un emprunteur qui la dépense, à son tour, « sous forme » de revenu. Dans la dépense de revenu, la dette réelle de la banque envers les travailleurs disparaît simultanément avec la créance réelle envers les entreprises. Le produit est définitivement dans les mains des travailleurs. La banque est neutre dans l'opération. La banque fait dans l'opération financière une émission de monnaie (nominale) comme elle le fait dans chaque paiement. Elle crée une monnaie positive chez les titulaires de revenus, c'est-à-dire le revenu (produit en monnaie), et une monnaie négative chez les entreprises (dans la quelle les stocks sont plongés). Le capital financier et le capital réel sont détruits. Le revenu est d'emblée dépensé dans l'achat final du produit. La monnaie positive (revenu) rencontre la monnaie négative et elle est détruite. Les travailleurs obtiennent le produit en valeur d'usage. L'important c'est de comprendre que tout est simultané, le revenu a donc une existence instantanée. L'unique valeur qui a une existence positive dans le temps continu c'est le capital (il est chronostationnaire).

Il existe deux émissions nominales de monnaie (**deux** fois création-destruction): dans la formation et dans la dépense des revenus. Ces émissions ont une importance fondamentale puisqu'elles permettent les paiements, la mesure en unités monétaire du produit et la formation du capital. On a aussi une

émission réelle (**une** fois création et destruction): production et dépense du produit réel. Toute émission est en même temps une création et une destruction.

Pour comprendre le rôle effectif des banques et la théorie des émissions, on propose un schéma en T. Il faut tout de suite préciser que dans le compte en T, on trouve le résultat des paiements et non pas les paiements eux-mêmes et que tous les opérations d'émission sont simultanées. Mais, en expliquant chaque passage (en « cassant la simultanéité »), la compréhension de la théorie des émissions est éclairée.

On suppose, à titre d'exemple, que la production quantise 10 Unités de Monnaie (UM). Les salaires versés par les entreprises sont donc de 10 UM. Le revenu de la période est donc de 10 UM. On prend une banque qui représente l'ensemble des banques nationales, une entreprise qui représente l'ensemble des entreprises nationales et les travailleurs de l'ensemble de la nation. Dans les schémas on va découper l'analyse de façon à mieux la comprendre. Il est fondamental de comprendre le mécanisme de fonctionnement de la comptabilité dans les émissions réelles et nominales. En effet, on verra qu'au moment de poser la solution du chômage et de l'inflation, la réforme de la comptabilité des banques est l'unique façon par laquelle l'homme peut s'imposer.

Schéma 4: paiement des salaires

	Banque				Entreprise				Travailleurs				
émission	1)	E	10	E	10	B	10	B	10	B	10	effort	
prêt quantique	2)	E	10	T	10	Stock	10	B	10	B	10	B	10
dépôt des salariés	3)	T	10	T	10								
solde	4)	E	10	T	10	Stock	10	B	10	B	10		

1) Dans la première opération on constate l'émission de monnaie de la banque pour l'entreprise E. La banque crée pour l'entreprise 10 UM qu'elle lui doit. L'entreprise obtient 10 UM qu'elle doit à la banque. On remarque le caractère neutre de l'émission. Aucun actif net n'est créé dans l'émission. On peut aussi constater que, si la monnaie est émise entre deux pôles (banque et entreprise), elle ne peut avoir aucune utilisation positive. Pour être efficace, l'émission doit être tripolaire (payeur, payé et banque). L'émission de monnaie (émission nominale, des nombres) de la banque pour l'entreprise permet le paiement des salaires aux travailleurs. Toute émission nominale est faite dans des paiements, chaque paiement étant une émission nouvelle par laquelle le payant paie le payé à travers une banque. On voit que si l'émission n'est pas tripolaire, elle n'a aucune utilisation positive; l'entreprise doit en effet ce que la banque lui donne et la banque doit à l'entreprise ce qu'elle a créé pour elle.

2) Dans la deuxième opération, la banque paye les travailleurs pour compte de l'entreprise. Les travailleurs obtiennent donc le produit en monnaie (revenu) au lieu de l'obtenir directement sous forme de valeur d'usage. Le revenu obtenu est de la monnaie positive, de l'argent (monnaie réelle). La banque crée donc une monnaie positive chez le payé et une monnaie négative chez le payeur. Dans notre cas, le payeur est l'entreprise qui se retrouve avec le produit et la monnaie négative dans laquelle le produit est écoulé. L'écoulement du produit dans la monnaie négative donne la mesure du produit. Les travailleurs obtiennent le revenu, c'est-à-dire le produit en monnaie pour la même mesure (10 UM). La banque est neutre dans l'opération: en effet, elle a créée à la fois une monnaie négative et une monnaie positive. L'émission est donc bien possible pour le fait que la banque ne crée que des nombres négatifs dans l'entreprise et des nombres positifs chez les travailleurs. Mais cette émission nominale est fondamentale; en effet, elle permet de mesurer le produit (= valeur du produit), soit le résultat de la demie-émission réelle. Le revenu a une existence instantanée.

3) D'emblée, les travailleurs déposent leurs revenus dans la banque, l'opération est mécanique. Le mécanisme est simple, en effet les travailleurs veulent acquérir un dépôt à vue, une créance, ou simplement du « cash »; ils doivent donc les acheter à la banque. Ils peuvent les acheter puisqu'ils les ont déjà, en effet ils sont payés dans la production. On l'a vu, ils reçoivent le revenu, mais ce revenu doit assumer une « forme » donc ils doivent acheter à la banque l'une des « formes » disponibles. (Keynes l'a bien expliqué: v. supra ch. 1.2). Ils achètent bien des titres au produit (« cash », dépôt à vue, dépôt d'épargne) contre le dépôt de leur revenu dans la banque. En achetant les titres au produit les travailleurs effectuent une épargne. Les travailleurs achètent des titres au produit et en même temps l'entreprise en vend. L'entreprise vend des titres au produit, puisqu'elle veut acheter le produit logé dans la monnaie négative. Elle veut donc faire un investissement. Les entreprises reçoivent donc une monnaie positive par la vente des titres au produit, cette monnaie positive rencontre la monnaie négative et les deux se détruisent l'une l'autre. Le produit « sort » donc de la monnaie négative pour être stocké dans l'actif de l'entreprise. Mais le stock de l'entreprise est l'exacte contrepartie de ce que l'entreprise doit aux travailleurs par l'intermédiaire de la banque. En effet, les travailleurs ont la propriété sur le produit stocké, ils détiennent les titres au produit. On verra que, quand l'entreprise n'aura plus en contrepartie une dette réelle aux stocks, alors les stocks signifieront un accroissement de la richesse des entreprises. On constatera qu'un tel cas sera réalisé lorsqu'on considérera la production des biens capitaux (v. infra ch. 2.1). Le revenu est détruit au moment où il est formé. En effet, les trois opérations (1,2 et 3) sont simultanées. Le revenu est donc détruit et transformé en capital. Le capital, on l'a vu, est une réalité unique à double face. En effet, il est à la fois réel et financier. Le côté réel du capital est le produit stocké dans l'entreprise (investissement), son côté financier étant l'épargne des travailleurs, c'est-à-dire les titres sur le produit stocké dans l'entreprise. On voit donc que le produit est complètement écoulé une première fois sur la marché des produits. On n'a pas encore l'écoulement définitif à valeur d'usage dans les ménages. Il faudra attendre la dépense définitive du revenu. La transformation du revenu en capital prend donc une importance capitale; en effet, le revenu a une existence instantanée, seul le capital peut suivre le temps continu. Le capital est le pont entre le présent et l'avenir. Le capital, c'est donc bien du temps.

4) Le résultat des trois opérations est donc évident: les entreprises se retrouvent avec une dette réelle envers la banque et la banque a une dette réelle envers les travailleurs. Les banques doivent le produit aux travailleurs et les entreprises le doivent aux banques. Les entreprises sont donc endettées envers les banques. Les banques demandent un intérêt aux entreprises. Or les banques sont endet-

tées envers les travailleurs, elles doivent bien un intérêt. La différence positive entre les deux taux donne aux banques leurs gains.

Après la première demi-émission réelle, on va analyser, suivant le même schéma, la deuxième demi-émission réelle, c'est-à-dire la dépense des revenus dans l'achat final des biens. La dépense des revenus suit chronologiquement la formation des revenus de la production. Si la production était en t_0 , la consommation est en t_1 . On sait très bien que, même si la dépense suit la production dans le temps continu, elle lui est simultanée dans le temps quantique. En effet, la dépense quantise le même temps et le même nombre que la production. La logique des émissions est toujours respecté. On a vu que seul le capital suit le temps continu, le capital est le pont entre présent et avenir. Le revenu est dès sa formation détruit en capital. Le capital doit donc pouvoir redevenir revenu pour permettre l'écoulement final des biens. On considère donc la situation comptable après la formation des revenus et on analyse ce qui arrive au moment où les titulaires des revenus décident de les dépenser. Pour faciliter l'analyse, on considère que la dépense des revenus est faite dans le montant de 10 UM d'un seul coup à n'importe quel moment (unique) du temps continu. L'hypothèse n'enlève pas la portée de l'analyse. Le retrait de l'épargne peut être fait à toute valeur monétaire et à tout temps par tout titulaire de revenu selon ses exigences, mais la théorie quantique nous enseigne que chaque retrait (pour la dépense) remonte à la formation d'un même montant dans la production. Donc, en fin de compte, l'analyse n'est pas touchée.

Schéma 5: dépense des salaires

		Banque		Entreprise		Travailleurs	
S.I.	1)	E	10	T	10	B	10
Emission	2)	T	10	T	10	B	10
achats des travailleurs	3)	T	10	E	10	val. usage	10
S.F.	4)		0		0	val. usage	0

1) La situation initiale (S.I.) du schéma 1b est le résultat du schéma 1a (v. supra). Les banques ont une dette réelle face aux travailleurs et une créance réelle envers les entreprises. Dans les entreprises on trouve un stock et une dette réelle envers les banques. Les travailleurs ont une créance réelle envers les banques.

2) Les travailleurs décident d'acheter définitivement le produit. Ils vendent les titres pour acheter le produit à l'entreprise. La banque fait une émission de 10 UM en faveur des travailleurs. L'opération, comme on l'a déjà vu dans le schéma 1a, est neutre. Pour le moment elle est bipolaire et donc, n'a aucun emploi positif.

3) Comme tout paiement, l'achat du produit par les travailleurs est une émission tripolaire. La banque crée, une monnaie positive chez le payé et une monnaie négative chez le payeur. Les travailleurs obtiennent donc une monnaie positive (vente des titres) et les entreprises une monnaie négative dans laquelle le produit est plongé. Mais dans la même opération (l'existence du revenu est instantané), l'entreprise reçoit, par la banque, la monnaie positive des travailleurs contre le produit stocké. Les travailleurs paient donc, à travers la banque, pour l'achat du produit. Dans cette opération, il y a donc une vente de titres par les travailleurs et un achat de titres par l'entreprises, cet achat-vente permet à l'entreprise d'obtenir la monnaie positive contre le produit vendu aux travailleurs. La monnaie positive reçue lui permet d'effacer la dette qu'elle avait par rapport à la banque. Par conséquent, la monnaie positive est détruite puisqu'elle se rencontre avec la monnaie négative de l'entreprise. On voit donc que le revenu réapparaît pour être d'emblée détruit. Les travailleurs reçoivent le produit qui est définitivement dégradé en valeur d'usage. La banque paye pour eux, ils perdent donc la créance sur la banque. La monnaie positive que la banque crée dans leur avoir est d'emblée détruite par la rencontre avec la monnaie négative dans la dépense du revenu. La banque reste neutre dans la situation. Toutes les créances et les dettes de la banque sont en effet effacés. Il faut préciser que dans la comptabilité on n'a pas montré, pour motif de clarté, la vente et l'achat des titres. On voit pas la transformation du capital en produit plongé dans la monnaie négative et en revenu. On a directement le paiement des travailleurs aux entreprises.

4) La situation finale (S.F.) est claire. Les comptes ont, pour tous les agents économiques, une solde nul. Les travailleurs obtiennent le produit matériel qui n'a plus aucune valeur économique. Le produit est une valeur d'usage, valeur qui dépend uniquement de la psychologie de chaque agent. Lorsque la subjectivité entre en considération, la science n'est plus science.

2 Les émissions vides

2.1 Emission vide bénine³⁰

On peut constater deux types d'émissions vides bénines. La première est due au fait que les banques prêtent plus qu'elles empruntent, la deuxième est due au fait de la production des biens d'investissements. On verra les deux émissions vides bénines d'une façon distincte.

2.1.1 Première émission vide bénine: les banques prêtent plus de monnaie qu'elles n'en empruntent

³⁰ Schmitt B., Inflation, Chômage et Malformation du Capital, op. cit.

Les banques, on l'a vu, ont deux rôles principaux, elles émettent de la monnaie et elles agissent comme intermédiaires financières. Etre intermédiaire financière signifie mobiliser l'épargne, c'est-à-dire transmettre la monnaie déjà émise. Les banques effectuent alors des achats et des ventes sur le marché financier. Elles vendent des titres pour emprunter de la monnaie et elles achètent des titres pour prêter de la monnaie. Une autre différence entre les «deux » banques est que l'intermédiaire financier est en concurrence avec d'autres secteurs (caisses d'épargne, compagnies d'assurances, sociétés d'investissement, ...). La distinction est clairement lisible. Les banques dans l'émission ne devraient pas transmettre l'épargne et vice versa. Or, la réalité des faits ne respecte pas cette distinction logique. On va expliquer le phénomène de l'émission vide par un schéma emprunté à B. Schmitt³¹:

³¹ Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit., p. 195.

Schéma 6: confusion des fonctions de la banque

Etablissement unique

banque I				banque II			
1	E	x	T	x			
2			T	- x			
2			ba II	+ x		ba I	+ x
3			E	+ x		E	y
3			ba II	- x		E	- x
3						Ba I	+ x
4		0		0		emprunt Y	T
							x
							E
							y - x

Le schéma est bien clarifiant:

1) La banque fait une émission par ordre des entreprises en faveur des travailleurs. Elle crée une monnaie négative au passif des entreprises et une monnaie positive auprès des travailleurs (v. supra ch. 1.5).

2) Dès que les salaires sont émis, ils sont tout de suite transformés en épargne. La transformation est automatique. Par conséquent, les travailleurs cèdent les revenus contre des titres; ils achètent des titres, tandis que les entreprises les vendent. La monnaie positive rencontre la monnaie négative et elle est bien d'emblée détruite. Reste l'épargne, soit une dette des entreprises envers les banques et une créance des travailleurs envers les banques. La créance-dette, à dépendance de quel point de vue on la regarde, est réelle. L'objet de la créance (ou dette) sont les biens salaires stockés dans les entreprises (capital réel) (v. supra ch. 1.5). Dans le schéma, entre donc en jeu la partie financière de la banque. Cette partie (banque II) reçoit les x unités d'épargne de la banque d'émission (banque I). La banque d'émission « perd » sa dette directe sur les travailleurs « en faveur » de la banque II. La banque I se retrouve donc endettée envers la banque II pour la valeur de l'épargne x . Symétriquement, la banque II a une créance envers la banque I (elle a reçu la dette réelle de la banque I) et donc aussi une dette (réelle) envers les titulaires des revenus.

3) La banque II prête une somme y qu'on suppose supérieure à la somme x , soit à l'épargne que la banque II reçoit de la banque I. On suppose donc que la banque II prête plus que ce dont elle dispose. Dans la somme y , on peut logiquement avoir aussi des retraits des titulaires des revenus qui veulent dépenser leurs avoirs dans l'achat définitif du produit. Pour simplifier le raisonnement, on suppose que ces retraits n'entrent pas en considération. Par conséquent, la banque II prête une

somme de y unités de monnaie. On suppose que cette somme soit un emprunt final, dans le sens qu'elle est dépensée dans l'écoulement définitif à valeur d'usage du produit. Les emprunteurs dépensent donc la somme y pour l'achat du produit d'une valeur de x unités de monnaie. On voit que les emprunteurs ont une dette envers la banque de y et que la banque II perd sa créance envers la banque I de x . Par conséquent la banque I est dégagée de sa dette envers la banque II de x . La raison de cette disparition de la créance (ou dette) est simple: le produit est acheté par les emprunteurs. Mais le produit qui vaut x est acheté pour la valeur y . Les emprunteurs lancent donc y dans le paiement des entreprises. La banque II achète des titres aux emprunteurs pour la valeur de y . En conclusion:

(4) Les emprunteurs doivent y à la banque. La banque doit x aux épargnants et $(y-x)$ aux entreprises. Le solde des deux banques est bien nul. Cela signifie que les banques respectent la logique de la comptabilité à partie double tout en émettant de la monnaie pendant un prêt.

La monnaie émise dans le prêt est bien de $(y-x)$. L'émission vide est éclatante: le produit qui vaut x est acheté par une monnaie de y . La partie vide est bien de $(y-x)$.

Il faut clarifier qu' « Aucun intermédiaire financier non bancaire ne peut prêter ce qu'il n'a pas; la banque le peut; il suffit qu'elle crée en prêtant »³². On peut donc en tirer la conclusion que la confusion de la banque I et de la banque II dans un même institut permet l'émission de monnaie dans le prêt. Si les deux départements (émission et épargne) étaient clairement distincts, on n'aurait pas ce problème. Il semble qu'on a trouvé la source des émissions vides et donc de l'inflation. L'inflation est due au désordre de la comptabilité des banques. Ce désordre permet à la banque de prêter plus que ce dont elle dispose et par conséquent elle permet aux titulaires de revenu d'acheter un produit qui vaut x par y unités de monnaies. L'inflation est donc le surnuméraire qui intervient dans l'achat du produit $(y-x)$.

Mais on a parlé d'émissions vides bénines. On a dit que l'émission vide par création de monnaie dans le prêt est bien une émission vide bénine. Cela signifie que la cause de l'inflation ne doit pas être recherchée dans ces émissions vides. Le motif principal au fait que ces émissions ne sont pas malignes est que ces émissions « ne sont pas cumulatives dans le temps »³³. Il est facile à comprendre que chaque prêt vient à l'échéance. « Ainsi, en chaque période, le montant des prêts excédentaires est diminué par le dénouement des prêts excédentaires venus à l'échéance »³⁴. Les emprunts antérieurs venus à l'échéance neutralisent les nouveaux prêts. Par conséquent, la non-accumulation dans le temps de ces émissions leur donne le caractère bénin.

Un autre motif peut être pris en considération; quand une banque prête plus que ce qu'elle a reçu en dépôt elle s'endette pour une partie ou pour la totalité du prêt supplémentaire. Elle s'endette envers les autres banques. En effet, les banques sont toutes liées entre elles par la banque centrale. A la fin de chaque journée elles doivent solder leurs comptes l'une par rapport à l'autre. Il est certain qu'au moins une partie du prêt supplémentaire se retrouve chez les autres banques. Par conséquent, notre banque reste automatiquement endetté envers les autres banques. Le prêt supplémentaire monétaire cherche un produit réel, ce produit réel est donné par la dette réelle de la banque qui a créé de la monnaie dans l'intermédiation financière.

³² Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit., p. 196.

³³ Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit., p. 197.

³⁴ Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit., p. 197.

Il reste quand même vrai que le désordre subsiste et qu'il est mieux de l'éliminer. Pour ce motif, dans la solution au chômage et à l'inflation proposé par la théorie des émissions, le problème sera éliminé (v. infra ch. 5).

2.1.2 Deuxième émission vide bénigne: la production des biens d'investissement

Nous avons constaté (v. supra ch. 1.2) qu'au moment de l'émission, le produit est complètement écoulé sur le marché financier. Les travailleurs achètent des titres au produit en déposant dans la banque leur revenu (épargne = capital financier). Les travailleurs prêtent leur revenu. Les entreprises, en vendant les titres, obtiennent le revenu (monnaie positive) nécessaire pour acheter le produit produit par les travailleurs. La monnaie positive rencontre la monnaie négative en se détruisant l'une l'autre, le produit est stocké dans l'actif des entreprises. La vente des titres pour l'achat du produit est considérée par Keynes comme un investissement, en effet, on a la formation d'un capital réel (stocks des entreprises). Le capital temps a pris naissance dans ses deux aspects: capital financier (épargne) et capital réel (stocks). Dans cette vision, l'épargne est identique à l'investissement.

Or, il faut faire un pas supplémentaire et s'interroger sur le vrai sens du mot investir. Investir signifie produire des biens d'investissement. Pour le moment, on a seulement vu la formation d'un capital temps. Ce capital temps peut être détruit à un moment quelconque du temps continu. Le capital financier est reconverti en revenu, ce revenu permet l'achat du capital réel par les ménages. Le capital réel est donc détruit en valeur d'usage. Le capital temps est donc convertible. Investir signifie dépenser un revenu dans la production des biens d'investissement. Avec cette production, il y a la constitution du capital fixe. Dans le capital fixe, le temps est définitivement fixé. Le capital fixe est à jamais convertible. Il maintient dans tous les cas sa caractéristique à la fois réelle et à la fois financière. Il est financier dans l'épargne forcée des ménages, et réel dans les biens d'investissements produits. Les ménages perdent définitivement l'épargne que les entreprises dépensent dans la production des biens d'investissement (v. infra). Cette épargne est identique à l'investissement. On a donc la vraie identité entre épargne et investissement: les biens d'investissement produits par les entreprises et l'épargne (forcée) préalable des ménages qui permet de financer cette production. Sans épargne préalable, il n'y aurait pas de biens d'investissement. La dépense de l'épargne permet la production des biens d'investissement (capital fixe). Or comment les entreprises peuvent obtenir l'épargne nécessaire pour financer la production des biens d'investissements? Il y a deux façons:

- par la captation du profit dans la dépense des salaires des ménages de la période antérieure par le biais des prix;
- par l'emprunt aux ménages du revenu nécessaire.

Financement par les profits

C'est encore dans le *Traité sur la monnaie* de Keynes qu'on trouve le principe de base qui nous permet de comprendre le phénomène de l'inflation. Keynes nous a expliqué l'inflation de profit, c'est-à-dire l'inflation de surinvestissement (l'inflation causée par l'investissement des profits, des « windfalls profits »). Keynes a vu la vraie étiologie de l'inflation mais il n'a pas complété son raisonnement. L'inflation est due aux émissions vides. L'émission vide est une émission de monnaie privée

de son propre produit. Dans l'investissement du profit capté par les entreprises dans la dépense des salaires du côté des salariés, les entreprises effectuent l'achat des biens d'investissement qui nécessitent. Les entreprises achètent les biens d'investissement et, dans le même versement, rémunèrent les facteurs de production de ces biens. Les biens d'investissement sont de propriété exclusive des entreprises. Les travailleurs perçoivent une monnaie vide du produit. Les entreprises s'approprient donc du produit des rémunérations versées.

On peut maintenant avancer avec le raisonnement. L'émission vide qui s'effectue dans l'investissement du profit est une émission vide bénigne. Notre but est de rechercher la vraie cause de l'inflation, soit l'émission vide maligne. Dans l'investissement du profit, on a le principe du mal pour la simple raison que les biens d'investissement produits dans la dépense des profits par les entreprises sont appropriés par celles-ci. Il y a donc, on peut le dire, « un vol » du côté des entreprises. L'ensemble des entreprises s'approprie le produit des travailleurs. Pour comprendre exactement l'émission vide bénigne, fondement de l'émission vide maligne, on doit reprendre tout le raisonnement à partir de la formation des profits.

Les profits sont formés dans la dépense, en t_1 , des salaires formés en t_0 . Les entreprises effectuent une captation aux dépenses des titulaires de revenus par le moyen des prix. L'agrégation des salaires et des profits détermine les prix. Les profits ainsi captés peuvent être ou bien distribués, ou bien investis. Si on distribue des profits (en revenus non salariaux: intérêt et dividendes), ils sont dépensés normalement sur le marché des produits comme des revenus salariaux. De cette façon, ils vont détruire l'épargne en bien salaires formée dans la formation des profits. Si les profits sont investis, les entreprises font une dépense sur le marché des facteurs de productions. Elles achètent les biens d'investissement nécessaires pour accroître leur capital fixe. Elles achètent soit les biens soit le travail des travailleurs qui ont produit ces biens. On a l'achat du travail pour la simple raison que les entreprises s'approprient du produit (les biens d'investissement) des travailleurs. On voit que ces derniers perçoivent des rémunérations vides de tout produit. On a donc découvert le début du mal.

De cette argumentation, on ne doit pas déduire que le capital fixe formé dans l'investissement des profits n'a pas une « utilité » pour la société. Le capital fixe formé a bien sûr un rôle déterminant pour le développement de notre société. Il permet d'accroître la productivité physique du travail de l'homme (source unique de toute valeur en économie). Le problème du capitalisme n'est pas le capital, mais la propriété de ce capital. L'« ensemble des entreprises désincarnés »³⁵ s'approprient du capital fixe. Il y a une mainmise contre les facteurs de production. Si la propriété du capital fixe revenaient logiquement aux titulaires des revenus, les problèmes de notre économie seraient résolus.

Keynes l'avait déjà bien compris. Dans son *Traité*, il a défini la cause de l'inflation comme l'investissement du profit. Les profits sont investis, ils sont donc un surinvestissement. Keynes n'arrive pas à expliquer clairement le phénomène puisqu'il raisonne sur une seule période. Les « périodes » de formation et de dépense des salaires et respectivement des profits sont deux périodes distinctes dans le temps chronologique, mais dans le temps quantique, on a une seule « période ». Keynes n'avait pas le temps quantique. Le temps quantique représente l'originalité fondamentale de la théorie des émissions. Keynes, malgré son intuition géniale, reste ouvert à la critique. Dans le *Traité*, il n'arrive pas à s'écarter complètement de la théorie quantitative de la monnaie néoclassique. Il ne démontre

³⁵ Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit.

pas que cette théorie arrive à l'indétermination du pouvoir d'achat de la monnaie et du niveau général des prix. Il se limite à la définir comme inutile. Il essaie une réinterprétation de cette théorie en « trahissant » sa vraie explication de l'inflation par le surinvestissement. « I have never said that the older methods, strictly applied, would lead us to wrong results. My point is that they are incapable, so applied, of leading us to certain useful results »³⁶. Il faut comprendre aussi le contexte dans lequel Keynes a écrit le *Traité*. Il a écrit le *Traité* entre 1925 et 1930, c'est-à-dire au moment où la théorie néoclassique était en plein développement. Il ne pouvait pas ne pas être influencé par cette théorie. Il ne faut pas non plus oublier que son grand maître était A. Marshall, néoclassique par excellence. On peut donc comprendre le mobile pour lequel Keynes n'a pu « break away »³⁷ complètement avec la théorie quantitative de la monnaie. En 1936, dans sa *Théorie Générale*, Keynes laisse tomber complètement l'explication du malaise de l'économie par l'investissement du profit (surinvestissement). Dans la *Théorie Générale*, Keynes cherche le succès. Il veut écrire un livre à large emprise sur le public. Il sait très bien qu'en maintenant les concepts fondamentaux du *Traité*, il n'arrivera pas à atteindre son but. Il doit être conciliant avec le milieu qui l'entoure, et en même temps proposer une nouvelle théorie capable de donner une explication au problème du chômage qui caractérise les années '30. Il doit chercher une solution de compromis. Là aussi, il ne fait pas une démonstration de l'illogisme de la théorie néoclassique, mais il affirme que la théorie quantitative de la monnaie est un cas particulier de sa théorie. « So long as there is unemployment, employment will change in the same proportion as the quantity of money; and when there is full employment, prices will change, in the same proportion of quantity of money »³⁸. En plus, avec le paradigme exposé dans le *Traité* Keynes ne pouvait pas expliquer le chômage. Il a réussi à voir les fondements de la compréhension du fonctionnement de l'économie, mais non à poser le mot fin aux maladies de l'économie capitaliste.

La théorie des émissions, en partant de l'intuition de Keynes, explique clairement le fonctionnement de l'économie en proposant les vraies solutions aux problèmes de l'inflation et du chômage. Les émissions vides sont la vraie explication du chômage et de l'inflation. Dans la production des biens d'investissements, on a rencontré une première émission vide. Dans la production de ces biens les travailleurs reçoivent une monnaie vide du produit. Mais cette émission vide est une émission vide bénigne. En effet, les travailleurs reçoivent en compensation des titres sur les biens salaires stockés dans l'entreprise au moment de la formation des profits. Le schéma suivant est éclairant:

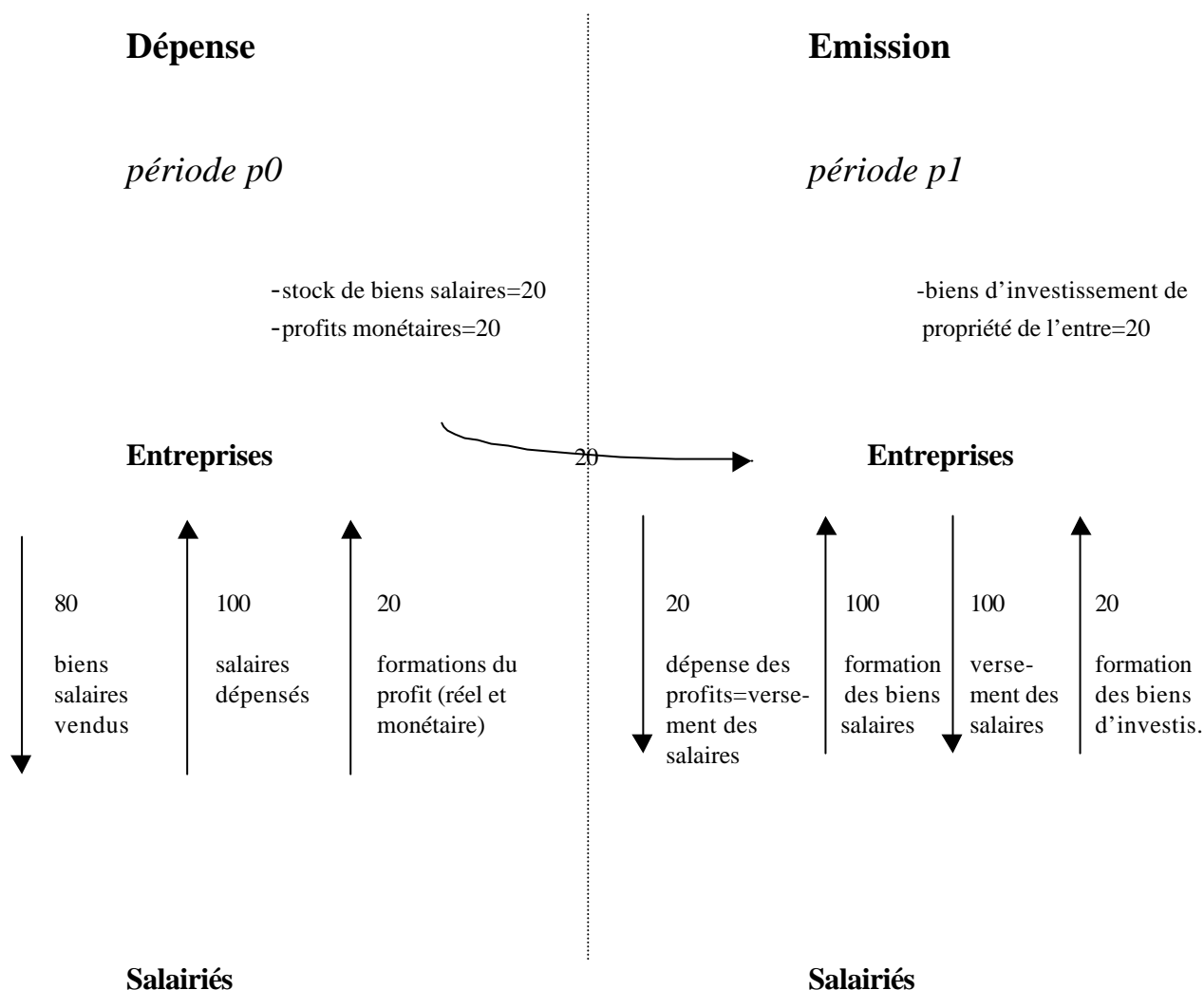
On suppose que dans la période p_0 , les entreprises réalisent un profit monétaire de 20 UM. Les salaires distribués sont de 100 UM. Dans la deuxième période, on suppose que les entreprises ne réalisent pas des profits et que les salaires distribués pour la production des biens salaires sont de 100 UM. Les salaires distribués pour la production des biens d'investissement sont de 20 UM. La rémunération des travailleurs qui produisent les biens d'investissements est une dépense de profit.

³⁶ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. XVII, p. 231.

³⁷ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. V, op. cit., p. 121.

³⁸ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 297.

Schéma 7: la production du capital fixe (biens d'investissement)



On voit bien que les 20 UM de biens salaires restent stockés dans l'entreprise. Ces 20 UM représentent l'épargne forcée des titulaires des revenus. En effet, ces biens salaires sont définitivement perdus par les titulaires de revenus. L'épargne forcée est un capital. On voit la dualité du capital. Il est financier dans les 20 UM représentant le profit capté par les entreprises aux salariés grâce aux prix et, réel dans les biens salaires stockés dans les entreprises. Les entreprises, en dépensant les 20 UM sur le marché des facteurs de production, font une dépense de capital. On sait très bien que le capital réel ne peut pas exister sans le capital financier. Une pièce de monnaie n'existe pas si on a seulement le pile sans la face et vice versa. Dans le paiement des travailleurs produisant les biens d'investissement, les travailleurs reçoivent des titres aux biens salaires stockés dans les entreprises. De cette façon, le capital est maintenu dans ses deux réalités. Le capital se transforme en revenu et puis se retransforme en capital. Comme dans tout paiement, une monnaie positive est créée dans l'avoir des travailleurs et une monnaie négative est créée au passif des entreprises. Les travailleurs

plongent le produit (biens d'investissement) dans la monnaie négative. Mais contrairement à la production des biens salaires, les entreprises s'approprient directement des biens d'investissement. Les travailleurs ne reçoivent pas leur propre produit sous forme de monnaie, mais reçoivent des titres aux biens salaires stockés dans les entreprises. Les travailleurs changent les titres avec les biens salaires stockés dans les entreprises. C'est l'écoulement final de ces biens. Ils sont définitivement transformés en valeur d'usage.

La mainmise des entreprises a permis la production des biens d'investissement sans les désordres de l'inflation et du chômage. Le mal est dans le fait que, comme on l'a déjà souligné plusieurs fois, que les entreprises s'approprient des biens d'investissement. Ces biens sont définitivement perdus par les titulaires de revenus. Ces biens respectent quand même l'appellation de capital fixe. Le temps est fixé définitivement dans le sens que les titulaires des revenus les ont définitivement perdus. Mais il peut-on encore les appeler capital? Respectent-ils encore la dualité du capital? Oui. En effet les biens d'investissement sont du capital. Ils possèdent l'aspect réel qui figure dans l'actif des entreprises (machines et équipement) et l'aspect financier qui figure dans l'épargne forcée (épargne définitivement perdue par les travailleurs lorsqu'on a eu la formation des profits). On a donc analysé une émission vide bénigne.

Financement par l'emprunt

Une fois que le revenu emprunté est dépensé dans la production des biens d'investissement par les entreprises (sur le marché des services), la logique est la même que dans le cas de la dépense du profit analysé ci-dessus. Il faut donc analyser comment les entreprises peuvent acquérir le revenu nécessaire. On a vu (v. supra ch. 1.2) que, dès qu'on a l'émission, les travailleurs achètent des titres contre un revenu et que les entreprises vendent des titres contre un revenu. Les ménages ont donc à disposition des titres qu'ils peuvent:

- soit vendre pour obtenir un revenu à dépenser dans la consommation;
- soit prêter.

Dans la dépense pour les biens de consommation, le revenu est définitivement détruit.

Si les ménages décident de prêter ils doivent encore choisir entre deux voies possibles. En effet ils peuvent prêter:

- à des autres ménages ou;
- aux entreprises.

Le ménage emprunte, désépargne (vend des titres anciens) ou renonce à un propre revenu futur pour dépenser maintenant (il s'endette). Il doit donc un revenu futur. Le ménage qui prête, renonce à son revenu courant et acquiert un revenu futur. On a bien une formation d'un capital financier positif chez le prêteur et d'un capital financier négatif chez l'emprunteur. Keynes, dans le *Traité*, tient compte uniquement de la désépargne (v. supra ch. 1.2). Un pas supplémentaire doit être fait; en effet, il n'est pas nécessaire que l'emprunteur possède une épargne préalable pour pouvoir emprunter. Le capital financier peut aussi être négatif dans le sens strict du terme, c'est-à-dire inférieur à zéro. La logique du « saving », soit l'épargne (capital) micro-économique est toujours respectée, la somme des deux

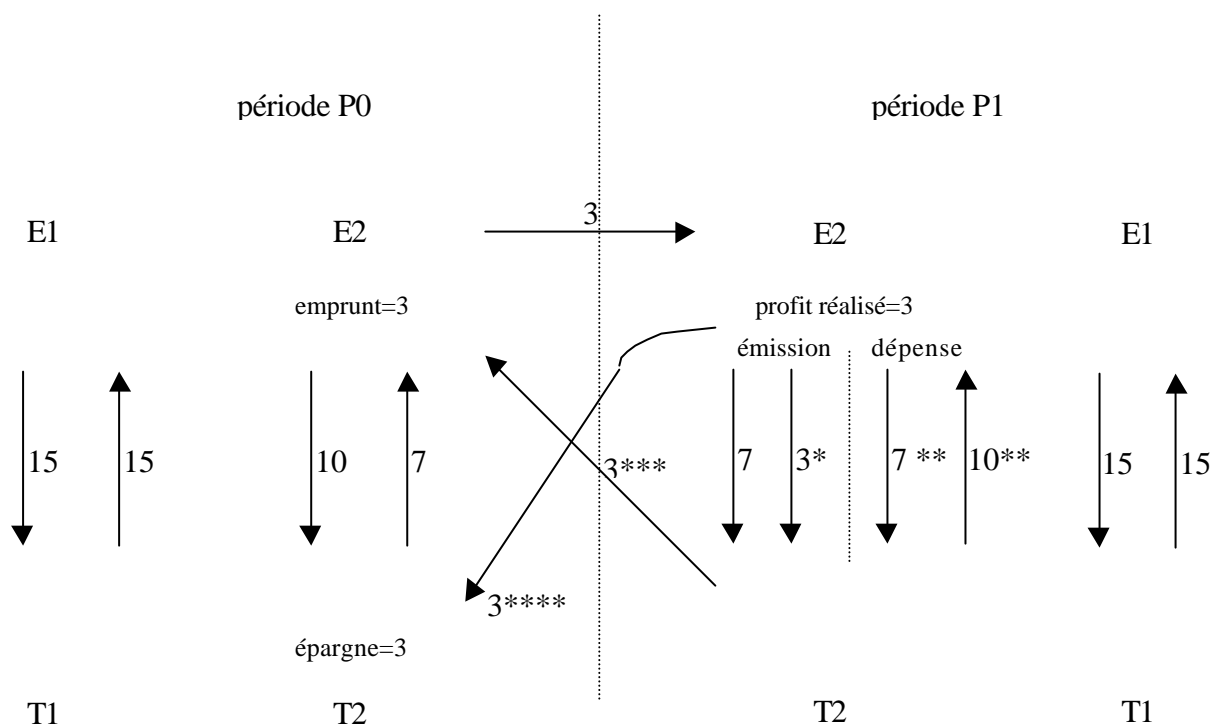
capitaux financiers (positif et négatif) est toujours nulle. On n'a donc pas la formation d'une épargne macro-économique par la formation d'un capital négatif dans le sens strict. La formation de l'épargne macro-économique (« savings ») n'est possible que dans la dépense du profit ou du revenu emprunté dans la production des biens d'investissement.

Le raisonnement qui a été fait pour l'emprunteur ménage doit être repris pour l'emprunteur entreprise. Il y a une seule différence fondamentale à considérer. Les ménages empruntent un revenu pour le dépenser dans la consommation, le revenu est donc définitivement détruit. Alors que les entreprises empruntent un revenu pour le dépenser dans la production des biens d'investissement. On a vu que la dépense d'un revenu dans la production des biens d'investissement cause la formation d'un revenu équivalent chez les ménages. Dans cette dépense, il y a en effet une dépense et une création de revenu. Le revenu est dépensé par les entreprises dans la production des biens d'investissements; par cette dépense les entreprises acquièrent les biens d'investissement. Cette dépense permet aussi la formation d'un revenu chez les travailleurs. En effet, les travailleurs qui produisent les biens d'investissement reçoivent une rémunération, cette rémunération est vidée de son produit pour la simple raison que les biens d'investissement sont appropriés par les entreprises. Les revenus prêtés et dépensés par les entreprises sont donc créés une deuxième fois. Or, il est clair, que ces revenus sont à nouveau ou bien consommés, ou bien prêtés. S'ils sont consommés, alors ils sont définitivement détruits. S'ils sont prêtés aux entreprises, alors le cycle se répète.

On a dit qu'il s'agissait d'une émission vide bénine. Pourquoi? La réponse doit être recherchée dans le prêt initial des ménages aux entreprises. Avant que les ménages ne prêtent, il y a des biens salaires en attente d'être écoulés qui sont stockés dans les entreprises (capital temps réel). En effet, les ménages détiennent les titres à ces stocks (capital temps financier). Cela est le résultat de l'émission des salaires initiale (v. supra ch. 1.2). Dès qu'ils décident de prêter, ils échangent les titres à ces produits par des titres à un revenu futur, titres qui sont émis par les entreprises qui veulent emprunter. Les entreprises, dans une période successive (nouvelle émission), dépensent les revenus empruntés dans la production des biens d'investissement, en s'appropriant de ces derniers. L'emprunt que font les entreprises n'est pas un emprunt uniquement monétaire. Les entreprises, en empruntant, obtiennent la propriété des stocks en biens salaires (capital réel), qui sont nés de la production initiale. Par conséquent les biens salaires restent stockés dans les entreprises. Les prêteurs renoncent à ces produits pour des produits futurs. Par conséquent, les travailleurs qui ont produit les biens d'investissement reçoivent des titres à ces stocks. On a donc des stocks en attente d'être écoulés. L'émission est donc vide mais elle est aussi bénine. Il reste encore une question en suspens pour que le raisonnement soit exact: Comment les entreprises peuvent-elles payer les intérêts et le remboursement de l'emprunt à l'échéance? Les entreprises peuvent payer les intérêts et le remboursement par le profit capté à chaque période de production (successive à l'emprunt) dans la dépense des salaires sur le marché des produits. Les intérêts et l'amortissement financier sont en effet des revenus non salariaux. Les entreprises captent des profits sur les salaires pour les distribuer aux prêteurs des revenus. Les ménages qui prêtent une partie de l'épargne avancent donc des profits que les entreprises devraient réaliser dans les périodes successives au prêt. Au lieu de dépenser des profits captés dans la (les) période (s) précédente (s) les entreprises dépensent les profits qu'elles réaliseront dans la (les) période (s) successive (s).

Schéma 8: investissement financé par l'emprunt (profits avancés)

On suppose que l'émission totale de la période P0 est de 25 unités de monnaie (UM). 15 UM sont émises par l'entreprise 1 et 15 UM sont émises par l'entreprise 2. Même situation dans la période P1: l'émission totale est de 25 UM, 15 UM émises par E1 et 15 UM émises par E2.



On suppose que dans la période P0 les travailleurs (T2) épargnent 3 UM. L'épargne de 3 UM est emprunté par l'entreprise (E1). Les titulaires de revenus (T2) prêtent 3 UM au système bancaire qui prête 3 UM à l'entreprises (E2). La conséquence est claire: l'entreprise (E2) se retrouve avec une dette envers les travailleurs (T2). Dans la deuxième période (P1) l'entreprise (E2) dépense l'emprunt sur le marché des facteurs de production dans la production des biens d'investissement (3*). L'entreprise (E2) dépense 3 UM dans la nouvelle émission de salaire de 10 UM. Dans la vente des biens salaires elle réalise un profit de 3 UM, en effet elle reçoit 10 UM (10**) pour la vente de 7 UM (7**). Il est clair que les travailleurs qui produisent les 3 UM de biens d'investissement reçoivent des titres aux biens salaires stockés dans l'entreprise (E2) (3****). Les revenus ne sont donc pas vides (on a une émission vide bénigne). On constate que l'entreprise (E2) a réalisé un profit de 3 UM, elle est donc maintenant capable de rembourser l'emprunt de 3 UM fait en P0 (3****). Les travailleurs (T2) ont donc « avancés » les 3 UM de profit que l'entreprise (E2) réalise dans la période de production P1. On voit que l'épargne prêté aux entreprises est dépensé. Par conséquent tout revenu (consommé ou épargné) est toujours dépensé (v. supra ch. 1.4).

Tout est expliqué:

En P0 on a :

- émission=25 UM
- production biens de consommation=25 UM
- consommation=22 UM
- épargne=3 UM

En P1 on a :

- émission=25 UM
- production biens de consommation=22 UM
- production des biens d'investissement=3 UM
- consommation=25 UM
- épargne=0 UM

Sur les deux périodes on a donc la situation suivante: tout revenu formé est dépensé, tout bien produit est acheté.

2.1.3 Le « danger » des différentes émissions vides bénines

On doit absolument comprendre le «danger » intrinsèque à chaque émission vide bénine. Cette compréhension sera d'une grande aide lorsque l'on devra proposer des solutions opérationnelles (v. infra ch. 5).

Première émission vide bénine: les banques prêtent plus de ce qu'elles ont reçu en dépôt.

On a constaté que cette émission cause l'inflation. Mais, on a aussi constaté que la gravité de cette émission est limitée du fait qu'elle n'est pas cumulative. En outre, on a vu que les banques qui prêtent plus que ce qu'elles ont reçu en dépôt s'endettent envers les autres banques pour au moins une partie du prêt supplémentaire. Il reste que cette émission est capable de provoquer le désordre, c'est-à-dire l'inflation. Or, on sait que cette première émission vide bénine est possible par le fait que les deux fonctions de la banque, intermédiaire financière et intermédiaire monétaire, sont confuses. Une solution doit être apportée à cette confusion. C'est seulement lorsque les deux fonctions de la banque seront bien distinctes que l'on réussira à empêcher qu'elle prête plus que ce qu'elle a (v. infra ch. 5).

Deuxième émission vide bénine: la dépense du profit (par les entreprises) sur le marché des facteurs de production.

Cette émission vide n'est capable de causer ni inflation ni chômage. La raison en est simple: Les travailleurs qui produisent les biens d'investissement reçoivent comme rémunération des titres aux biens salaires stockés dans les entreprises (v. supra). Le danger de cette émission vide consiste dans le fait que, dans la dépense des profits sur le marché des facteurs de production, les entreprises s'approprient des biens d'investissement. Cette appropriation permettra l'existence de l'émission vide maligne (v. infra ch. 2.2). Par conséquent, on devra poser une solution qui nous permettra d'éliminer cette émission vide (v. infra ch. 5). Si on réussit à éliminer cette émission vide automatiquement, on éliminera aussi l'émission vide maligne.

Troisième émission vide bénine: la dépense d'un emprunt (par les entreprises) sur le marché des facteurs de production.

Dans ce cas d'émission vide, on a aussi l'impossibilité d'avoir de l'inflation et du chômage. Les entreprises empruntent un revenu et le dépensent sur le marché des facteurs de production. On a vu

que les travailleurs qui produisent les biens d'investissement reçoivent des titres aux biens salaires stockés dans les entreprises. Il faut considérer que, même si les entreprises s'approprient des biens d'investissement, ces biens ne sont pas une « vraie » propriété des entreprises jusqu'au remboursement de l'emprunt. En effet, les entreprises se retrouvent avec une dette (réelle) envers les prêteurs. Cette dette reste, dans la comptabilité des entreprises, au passif par opposition aux biens d'investissement figurant à l'actif comme capital fixe. Au moment où les entreprises rembourseront la totalité de l'emprunt, les biens d'investissement seront de leur propriété. On voit que le circuit se ferme sans provoquer d'accidents. Cela est très important au niveau de la solution opérationnelle aux émissions vides. Il est clair qu'on ne peut pas empêcher aux entreprises d'emprunter des revenus pour les dépenser sur le marché des services producteurs. Mais vu que cet emprunt est inoffensif, on ne voit pas pourquoi on devrait l'empêcher.

On va maintenant analyser l'émission vide maligne, cause de tout mal dans notre économie.

2.2 Emission vide maligne³⁹

Si la production des biens d'investissement ne provoque pas de désordres, l'amortissement du capital fixe provoque tous les désordres. Une fois que le capital est produit, on doit l'amortir. L'amortissement doit être fait car l'utilisation du capital conduit à son usure. Les économistes de l'entreprise nous l'enseigne bien: l'usure physique et l'obsolescence diminuent l'« utilité » du capital. Par utilité, on entend ici la productivité physique. On sait que le rôle fondamental du capital est d'accroître la productivité physique du travail. Avec le capital, les travailleurs, en travaillant pendant le même temps, peuvent produire plus de valeur d'usage. Cela représente l'aspect positif de l'utilisation du capital comme instrument de production. Le travailleur améliore sa productivité physique grâce au capital. Mais le capital n'est pas un facteur de production, c'est uniquement le travail qui crée la valeur. Le capital sans travail n'a aucun sens. Le capital, comme toute valeur, trouve sa source dans le travail de l'homme. Dans la théorie des émissions, la valeur du capital n'est pas déterminée par l'incrément de la productivité physique du travail qu'il cause, mais (comme pour toute autre bien) par la distribution des salaires relative à la production des biens d'investissement. Si on distribue 100 unités de monnaie (UM) dans la production des biens d'investissement, la valeur des ces derniers est de 100 UM. Si on distribue 10 UM, la valeur sera de 10 UM. Mais comment savoir si la valeur à distribuer est de 10 UM ou de 100 UM? Cette question peut aussi être posée pour la production des biens salaires. La réponse est donnée par la théorie de la demande effective de Keynes qui sera analysé plus loin (v. infra ch. 4.1). Or le capital a un coût historique. La valeur des nouveaux biens d'investissement s'ajoute à la valeur de l'ancien capital. La valeur de l'ancien capital est déterminée par la mémoire comptable, c'est-à-dire par les écritures qui restent dans la comptabilité des entreprises relatives aux investissements passés. Par conséquent, la valeur courante du capital est déterminée par la somme des montants des investissements passés et des investissements de la période. Mais le capital est-il productif en valeur? Oui, même si la valeur produite du capital ne peut pas être déterminé directement par la productivité physique totale ou marginale du travail par la simple raison que la productivité physique implique la valeur d'usage. Quand on parle de valeur d'usage, on parle de l'utilité. On parle donc d'une variable psychologique qui dépend de l'état d'esprit des individus. A ce moment là

³⁹ Schmitt B., Inflation, Chômage et Malformation du Capital, op. cit.

on abandonne donc la science et on entre dans la vision subjective de l'économie, chacun à sa propre opinion et l'opinion de chacun est exacte et fallacieuse dans le même temps par rapport à celle des autres. On doit donc trouver la solution dans le fait que le capital permet la diminution des prix unitaires des biens produits dans chaque période. En effet, le capital permet l'augmentation de la productivité physique du travail et par conséquent l'augmentation des quantités produites pour un même montant de revenus distribués (v. infra ch. 3.4). Mais le capital a un autre effet sur les prix unitaires: son amortissement et les intérêts qu'il dégage (v. infra ch. 4.3.2) augmentent les prix unitaires. En effet, les amortissements et les intérêts sont des revenus de transfert captés par les entreprises grâce au prix dans la dépense des salaires. C'est dans ce sens que le capital peut être considéré comme productif en valeur. C'est aussi dans ce sens qu'on peut le considérer comme facteur de production. Le capital permet donc l'accroissement de la richesse matérielle de la société (valeur d'usage), en accroissant les quantités d'unités de bien produites (ou en les améliorant techniquement) pour un même montant de revenus distribués. Mais le capital dégage aussi une production en valeur d'échange (en unités de monnaie), d'un côté il baisse les prix unitaires des biens salaires produits et de l'autre côté ils les augmente pour la simple raison qu'il dégage un intérêt et qu'il doit s'amortir. Il reste quand même clair que le capital ne peut dégager de la valeur en unités de monnaie que si, en chaque période, il y a une nouvelle émission. C'est dans ce sens que le travail « prime » sur le capital.

Dans son utilisation, le capital diminue son utilité (valeur d'usage). Cette diminution d'utilité est due:

- à l'usure physique et;
- à l'usure technologique (obsolescence).

Pour ces raisons, il est facile de comprendre que le capital doit être amorti. On doit donc produire les biens d'amortissements qui permettent de substituer le capital fixe. L'amortissement du capital est donc une action à la fois positive et négative; en effet, on a la perte de valeur du capital fixe et « la réparation dans le capital fixe de la valeur perdue »⁴⁰. On peut se demander quelle est la valeur des biens d'amortissement en chaque période. La réponse est désormais connue: les biens d'amortissement assument la valeur des salaires émis pour la production de ces biens. Mais dans quel mesure doit-on amortir le capital fixe? Pour répondre à cette question, l'analyse doit se déplacer en économie de l'entreprise. En effet, chaque entreprise décide, en fonction de sa production et de sa politique de gestion, quel taux d'amortissement choisir.

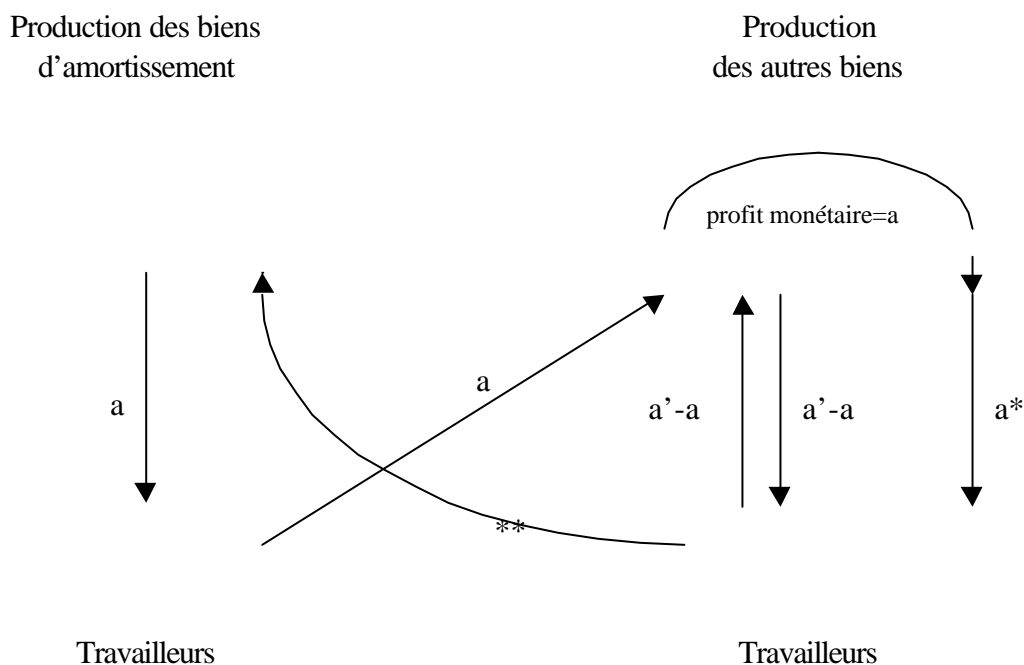
L'amortissement du capital provoque une émission vide maligne. Dans l'amortissement du capital fixe on a la « production duale »⁴¹, c'est-à-dire qu'on a, dans le même instant et pour le même montant, une production de biens d'amortissements et une production de biens profits. Il est important de souligner que les biens profits peuvent être des biens d'investissement (suraccumulation) ou des biens de consommation en fonction de la décision que prennent les entreprises (v. infra ch. 4). La production des biens profits est ainsi définitivement vide, c'est-à-dire que les travailleurs qui produisent ces biens reçoivent un salaire vide de tout produit. Les entreprises, en effet, s'approprient du produit. Désormais on le sait: dans toute dépense pour l'achat de biens sur le marché des services producteurs, les entreprises versent une monnaie vide du produit. Dans la production des biens d'investissement,

⁴⁰ Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit., p. 539.

⁴¹ Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit.

cette rémunération vide est compensée par les biens salaires stockés dans l'entreprise; dans le cas de la production duale, les biens salaires en attente d'être écoulés n'existent pas. L'émission est définitivement vide. L'analyse de la production des biens d'amortissement se fait sur une seule période. Les biens d'amortissement sont en effet des revenus non salariaux produit en chaque période. Le mal est dû au fait que la production des biens d'amortissement comprend dans le même temps une production de biens profits. Les profits (permettant l'existence des biens profits) sont formés et dépensés dans la même période de la production des biens d'amortissement. On n'a pas la dépense d'un profit formé dans une période antérieure (\neq production biens d'investissement v. supra ch 2.1). Le raisonnement, étant posé sur une période, requiert logiquement une seule émission de salaires. La production des biens d'amortissement demande la production des biens profits pour un montant égal (production duale) pour la simple raison que le capital fixe est de propriété des entreprises. Par conséquent, les biens d'amortissement doivent être aussi appropriés par les entreprises. En effet, uniquement de cette façon, l'amortissement peut être effectif (les biens d'amortissement s'ajoutent au capital fixe). Si les biens d'amortissement sont directement la propriété des travailleurs qui les ont produits, les entreprises ne peuvent pas amortir leur « propre » capital fixe. Les biens d'amortissement pourront être achetés sur le marché des biens par les travailleurs uniquement « au prix » de la production duale. Le mécanisme est facilement explicable par un schéma emprunté au livre de B. Schmitt⁴².

Schéma 9: la production duale (production des biens d'amortissements)



⁴² Schmitt B., Inflation, Chômage et Malformation du Capital, op. cit., p. 220.

On suppose que dans la période on a une émission totale de salaires de $a' - a + a = a$ unités de monnaie (UM). On suppose aussi que, dans la même période, on a une émission de a UM pour la production des biens d'amortissement. Cette émission est logiquement comprise dans l'émission de a' UM. On voit que la rémunération des producteurs des biens d'amortissement (a UM) cause la formation d'un profit monétaire (a UM). Le profit monétaire doit être transformé en profit réel. L'entreprise dépense donc ce profit dans la production des biens profits (biens d'investissement ou biens salaires) en s'appropriant logiquement des biens produits (a^*). Les travailleurs qui produisent les biens d'amortissement reçoivent une monnaie vide de tout produit, pour la simple raison que les biens d'investissement sont de propriété des entreprises. En s'appropriant des biens d'investissement, les entreprises s'approprient aussi des biens d'amortissement.

Les travailleurs qui produisent les biens profits reçoivent des titres (capital monétaire) aux biens d'amortissement (capital réel). De cette façon, en échangeant les titres avec les biens d'amortissements, ils les financent (**). Le paiement, pour la production des biens d'amortissement, est l'image du paiement pour la production des biens profits d'une valeur égale. Les deux paiements sont simultanés. Les profits se forment dans la production des biens d'amortissement et sont dépensés par les entreprises dans la production des biens profits. Les revenus versés dans la production des biens d'amortissements sont des revenus non salariaux. Ces revenus sont comparables à tous les autres revenus non salariaux (intérêts et dividendes). On les dépense dans la formation des salaires et on les forme dans la dépense des salaires. Il y a quand même une différence fondamentale: en étant la propriété des entreprises, leur production cause un profit monétaire d'une valeur identique. Leur financement est garanti par le fait que les travailleurs qui produisent les biens profits reçoivent des titres. Ces titres peuvent être échangés avec les biens d'amortissement. Le circuit des biens d'amortissement est donc fermé. Les travailleurs qui produisent les biens d'amortissement perçoivent des revenus qui ne peuvent pas être dépensés dans l'achat des biens d'amortissement puisqu'ils sont directement appropriés par les entreprises, ils sont donc vides. Ils dépensent leurs revenus dans l'achat des biens salaires sur le marché des produits en causant un profit monétaire d'un montant égal pour les entreprises. Les entreprises ont bien sûr comme souci de transformer ces profits monétaires en profits réels. Par conséquent, elles les dépensent dans la production des biens profits. Les travailleurs perçoivent des titres qui sont échangés contre les biens d'amortissement. Le cercle est fermé. Les biens d'amortissement assument donc le même statut que les biens non salariaux. Ils sont achetés par les travailleurs sur le marché des produits par la dépense du capital monétaire (titres) des travailleurs qui ont produit les biens profits. Mais, ce changement de statut est possible uniquement au prix de la production duale qui permet à l'entreprises de valoriser les biens d'amortissement et donc de confirmer l'amortissement. En effet, les entreprises obtiennent les biens profits qui sont définitivement de leur propriété.

Résumons encore une fois le mécanisme essentiel:

le paiement des facteurs qui produisent les biens d'amortissement cause le profit monétaire dans la dépense de leur revenu vide sur le marché des produits. Ce profit est dépensé dans la production des biens profits. Les travailleurs reçoivent des titres qui sont dépensés (échangés) dans l'achat des biens d'amortissement. Tout bien est donc produit et financé. S'il y a encore des difficultés à concevoir le mécanisme, c'est que les deux paiements des facteurs de production (paiements des facteurs qui produisent les biens d'amortissement et de ceux qui produisent les biens profits) sont simultanés. Il n'y a pas un ordre chronologique. Tout se fait dans une émission unique des salaires de a' UM. Il

est intéressant de remarquer que dans la production duale il y a des travailleurs qui ne travaillent pas pour eux mêmes. Il y a des travailleurs qui travaillent pour le capital. Ils sont asservis au capital. En effet, les travailleurs qui produisent les biens d'amortissement perçoivent une rémunération vide de tout produit (dans le mécanisme de la production duale v supra). Les revenus ainsi distribués concourent avec les autres revenus dans l'achat des biens salaires. Ces travailleurs achètent donc une partie du produit des autres travailleurs, puisque leur produit est « englouti » par le capital. La perte de produit des travailleurs produisant les biens d'amortissement est donc répartie entre tous les travailleurs.

Constaté que les émissions vides existent dans notre économie, on constate donc que l'économie nationale est divisée en deux secteurs:

- le secteur des émissions pleines et;
- le secteur des émissions vides.

Le secteur des émissions pleines est celui des biens salaires. Dans les biens salaires on comprend tous les biens produits dans une émission pleine (biens de consommation (biens salariaux stricto sensu et biens non salariaux (biens d'amortissement, biens dividendes, biens intérêt et biens rente)) et biens d'investissement (accumulation). Le secteur des émissions vides est le secteur des biens profits (biens d'investissement (suraccumulation), biens de consommation de luxe, biens salaires résultant de la dépense du profit inflationniste).

Le mécanisme de l'amortissement du capital fixe nous permet de découvrir une information vitale: la production des biens d'amortissement en chaque période ne peut pas dépasser le tiers de la production totale de la période. En effet, on constate la production de trois biens: les biens salaires (accumulation et revenus non salariaux compris), les biens d'amortissement et les biens profits. Les revenus pour la production des biens d'amortissement sont captés dans les salaires. Il s'agit de revenus non salariaux (v. supra ch. 1.3). Ces revenus sont dépensés dans la production des biens d'amortissement. Cette dépense cause la production des biens profits pour un montant égal. On a donc « deux substitutions: les biens profits sont substitués aux biens d'amortissement, qui sont substitués à une somme équivalente de biens salaires épargnés »⁴³. Il est donc clair que les salaires financent la production des biens d'amortissement et celle des biens profits. Par conséquent, elle ne peut pas être inférieure au tiers de la production totale. Le raisonnement logique continue: si la production des biens salaires ne peut pas être inférieure au tiers de la production totale, la production des biens d'amortissement et des biens profits ne peut pas être supérieure au deux tiers de la production totale. Or, on sait que la production des biens d'amortissement cause une production de biens profits pour un montant égal: cela signifie que dans les deux tiers, on aura un tiers de biens d'amortissement et un tiers de biens profits. Dans une économie capitaliste (≡ économie de la production duale), on peut donc avoir jusqu'à un tiers des travailleurs qui travaillent gratis, c'est-à-dire qui travaillent pour le capital et pas pour eux mêmes. Ce résultat est confirmé par le fait que les profits ne peuvent pas être plus grand de la moitié de la production nationale pleine (v. supra ch. 1.3). Par conséquent on a:

- production vide=au maximum 1/3 de la production totale (vide+pleine);

⁴³ Schmitt B., Inflation, Chômage et Malformation du Capital, op. cit., p. 540.

- profit dual=production vide=au maximum 1/3 de la production=production de biens d'amortissements;
- production pleine=au minimum 2/3 de la production totale (vide+pleine);
- production pleine=(au maximum 1/2 de profits + au minimum 1/2 de biens salaires);
- production des biens d'amortissement=profits de la production pleine=au maximum 1/2 de la production pleine=au maximum 1/3 de la production totale.

On peut conclure que les émissions vides malignes causent un écart entre demande nominale et offre réelle des biens de salaires (v.infra) (les travailleurs reçoivent a' UM dans lesquels on a a UM qui sont vides: les travailleurs dépensent a' UM pour l'achat de $(a'-a)$ UM des biens salaires). Cet écart est la cause de l'inflation. L'écart inflationniste est donné par la différence entre prix et valeur, c'est-à-dire (dans le schéma) entre $(a'+a)$ UM et a' UM (v. infra ch. 3). Mais malgré l'écart inflationniste, il ne faut pas oublier que chaque bien offert est logiquement demandé. Toute demande est une offre et toute offre est une demande nécessairement. La similitude de la pièce de monnaie est toujours valide: la pile n'existe pas sans la face et vice versa. Dès que les biens sont offerts, ils sont immédiatement demandés. Même si on considère le cas d'une économie malade comme la nôtre, la demande globale est toujours égale à l'offre globale. La démonstration est simple: dans la période, on a la production de $(a'-a)$ UM de biens salaires dans lequel on a a UM de biens d'amortissement et une production de a UM de biens profits appropriés par les entreprises. Les titulaires de revenus dépensent la totalité $(a'$ UM) de leurs salaires dans l'achat des biens salaires. Ils reçoivent en échange $(a'-a)$ UM biens salaires (dans lesquels on a a UM de biens d'amortissement), la différence est captée par les entreprises pour la production des biens profits.

On verra aussi que les émissions vides nous donneront l'écart inverse. Le fait que l'offre réelle des biens salaires est supérieure à la demande nominale nous permettra de définir le chômage. Mais comment est-il possible que deux écarts opposés coexistent en même temps? N'est-on pas devant une contradiction? On verra que les deux écarts sont logiquement possibles. La contradiction est uniquement une contradiction apparente. Encore une fois, le principe du tiers exclu doit être abandonné.

3 L'inflation

L'inflation est une maladie pour notre économie. Elle peut être considérée comme telle du fait qu'elle est la cause de l'instabilité économique, politique et sociale. L'expérience le prouve. Le lien causal entre inflation et protestation contre les autorités est prouvé. Dans de récentes études⁴⁴ on a réussi à établir, pour les pays en voie de développement, le lien entre les manifestations (violentes manifestations contre le gouvernement) et l'inflation. Bien sûr, dans nos riches économies, le problème n'est pas si ressenti, mais il n'empêche que notre fabuleuse paix sociale est mise en péril chaque fois que les syndicats et les associations patronales rediscutent les contrats de travail pour indexer les salaires. En outre, «... . Chacun de ces processus, l'inflation comme la déflation, a causé de grands dommages. Chacun a pour effet de modifier la distribution de la richesse entre les différentes classes sociales, l'inflation étant la pire des deux, sous ce rapport. Chacun a également pour effet d'emballer ou de freiner la production des richesses, bien que, ici, la déflation soit le plus nocif ». ⁴⁵ On ne veut pas analyser les conséquences économiques et sociales de l'inflation (ce n'est pas le but de notre travail). L'important c'est de comprendre l'importance du phénomène.

L'inflation est due aux émissions vides. Il faut bien que la politique lutte pour résoudre ce problème. Il est clair que c'est uniquement à travers des mesures de politique économique qu'on obtiendra la solution au problème. Mais il faut donner les instruments adéquats à la politique. Ces instruments passent pour une nouvelle vision des mécanismes économiques, nouvelle vision que seule la théorie des émissions permet. En effet, la théorie des émissions découvre le fonctionnement logique de l'économie dans sa réalité. C'est donc grâce à cette théorie que l'on comprendra le phénomène de l'inflation.

L'inflation est le symbole de l'instabilité d'un pays. Instabilité aussi bien économique que sociale. L'inflation reste un problème pour les pays occidentaux, mais aujourd'hui, elle donne beaucoup de problèmes aux pays en développement et aux pays de l'ex-bloc soviétique. Une solution définitive doit être trouvée. La théorie des émissions permet cette solution.

Les émissions vides sont la cause unique de l'inflation. L'idée du grand économiste classique David Ricardo⁴⁶ est profondément juste. La monnaie sans produit est source d'inflation. La théorie des émissions nous explique que c'est uniquement dans les émissions vides que l'on peut avoir de la monnaie sans produit. Par conséquent, la demande nominale des biens salaires est supérieure à l'offre réelle de ces biens. On demande avec 120 unités de monnaie (UM) un produit offert à 100 UM (v. infra ch. 2.2 et ch. 3). L'écart inflationniste est bien de 20 UM. Le grand problème est dû à la mesure de l'inflation. Comment mesurer le pouvoir d'achat de la monnaie? Comment déterminer le niveau général des prix? Par quel moyen constater l'évolution du niveau général des prix et donc de l'écart inflationniste? Ces questions sont au centre de toute théorie sur l'inflation.

⁴⁴ Notes du cours d'Economie internationale de G. Gaudard à l'UNI de Fribourg, semestre d'hiver 1993-1994.

⁴⁵ Keynes J.-M., *Essais sur la monnaie et l'économie*, Payot, Paris, 1990, p. 16. Essai choisi dans « A tract on Monetary Reform », de J.-M. Keynes, octobre 1923.

⁴⁶ D. Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), Flammarion, Paris, 1992.

3.1 L'inflation selon Keynes

3.1.1 L'inflation dans le *Traité*

Keynes nous offre son apport principal dans le *Traité* quand il parle de l'inflation par le surinvestissement. Il n'arrive pas au but du raisonnement, il s'arrête à l'explication des émissions vides bénignes. Keynes s'aperçoit que dans l'investissement du profit les entreprises rémunèrent les travailleurs produisant les biens d'investissement par une monnaie vide. La monnaie est vide puisque les entreprises s'approprient des biens d'investissement, dès qu'elles les achètent par la dépense du profit capté grâce au prix dans la dépense des salaires. L'inflation est donc expliquée: le revenu total est bien supérieur au produit: il y a une partie de revenu qui a dégénéré, il ne contient plus du produit.

L'exposé de Keynes est clair. Les entreprises réalisent un investissement, elles distribuent donc un revenu pour acheter les biens d'investissement et en plus elles distribuent le revenu nécessaire à la production des biens de consommation. Les ménages peuvent librement choisir entre épargne et consommation. « ...; but having earned their wages, it is they who please themselves whether they spend or refrain from spending them on consumption. Meanwhile, the entrepreneurs have been deciding quite independently in what proportions they shall produce the two categories »⁴⁷. Rien n'oblige l'épargne à assumer la même valeur que l'investissement. Les deux valeurs peuvent différer. « It might be supposed-and has frequently been supposed-that the amount of investment is necessarily equal to the amount of saving. But reflection will show that this is not the case, if we exclude from income and from saving- as we must for reason already given-the windfall profits and losses of entrepreneurs »⁴⁸. Si les deux valeurs sont différentes les entreprises réalisent ou bien un profit, ou bien une perte. La perte est réalisée dans le cas où l'investissement est inférieur à l'épargne. Alors que les profits (les « windfalls profits ») sont réalisés si l'investissement est supérieur à l'épargne. Keynes part de l'idée que le revenu peut être défini selon deux points de vue différents: le flux et le reflux. Le flux est (toujours) identique au reflux, la logique l'impose. Tout revenu distribué est dépensé. Mais l'égalité flux-reflux n'implique pas que l'épargne doit être identique à l'investissement. En effet la différence entre les deux grandeurs est représentée par les profits ou les pertes. On pourrait conclure que, si on ajoute les profits ou on enlève les pertes à l'épargne ou, inversement, on ajoute les pertes ou on enlève les profits à l'investissement, l'égalité épargne-investissement est garantie. Mais cette conclusion est infirmée par la nécessité de l'analyse, en effet les profits et les pertes ne peuvent pas être enlevés ou ajoutés à l'épargne ou à l'investissement pour la simple raison qu'autrement la différence entre épargne et investissement ne pourrait pas exister, et donc l'inflation et la déflation seraient impossible à expliquer. L'inflation existe au moment que l'investissement est supérieur à l'épargne. En effet si l'investissement est supérieur à l'épargne, il signifie que les revenus distribués pour l'achat des biens de consommation (« available output ») sont inférieurs à ceux que les ménages décident de consacrer pour l'achat de ces biens. Par conséquent, il est clair que les prix de ces biens augmentent. Les entreprises captent donc les profits par l'accroissement des prix. Cet accroissement cause une différence entre coûts et prix d'un montant égal à la différence entre épargne et investissement.

⁴⁷ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 123.

⁴⁸ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 155.

Le raisonnement pour ce qui concerne les pertes, est le même. Quand l'investissement est inférieur à l'épargne on aura des revenus distribués pour l'achat du « available output » supérieurs à ce que les ménages décident d'utiliser pour cette fin. Les prix vont baisser, on aura donc déflation et des pertes pour les entreprises. « Thus the price level of goods which are consumed (i.e. the inverse of purchasing power of money) exceeds or falls or falls short of their cost of production, according as the volume of saving falls short of or exceeds the cost of production of new investment (i.e. of goods which are added to the stock of capital). Hence, if the volume of savings exceeds the cost of investment, the producers of goods which are being consumed make a loss; and if the cost of investment exceeds the volume of savings, they make a profit »⁴⁹.

Keynes pose l'exemple des bananes pour se faire comprendre. Il vaut la peine de modéliser l'exemple de Keynes:

Valeur de la production de la période (1 semaine, 1 mois, ...)=100 unités de monnaie (UM).

Revenu distribué dans la période par les entreprises:

Revenus distribués pour la production des biens d'investissements (« non-available output »)=50 UM.

Revenus distribués pour la production des biens de consommation (« available output »)=50 UM.

Comportement des consommateurs:

Revenus dépensés dans la consommation =60 UM.

Revenus épargnés = 40 UM.

On constate donc un investissement de 60 UM et une épargne de 40 UM Il y a donc un écart entre épargne et investissement. Or les ménages veulent acheter des bananes pour 60 UM, mais les bananes disponibles sont seulement de 50 UM, par conséquent les prix des bananes vont se déplacer de leur coût de production de 50 UM. Le prix des bananes va donc augmenter à 60 UM. Les entreprises vendent 50 UM des bananes pour le prix de 60 UM. Par conséquent le profit qu'elles réalisent est de 10 UM. Keynes nous dit que si les entrepreneurs dépensent leur profit dans l'achat des bananes, ils vont reconstituer un profit du même montant. Il s'agit du « widow's cruse ». Par conséquent le profit est investi, en effet, il est le montant exact de la différence entre investissement et épargne.

On constate que le raisonnement est posé sur une seule période et donc il est impossible de savoir si d'abord, on réalise le profit et puis on le dépense dans la production des biens d'investissements (comme la logique l'impose), ou si d'abord on dépense le profit et puis on le réalise. La critique à la « widow's cruse » et à l'unicité de la période à déjà été faite dans les chapitres antérieurs (v. supra ch. 1.3).

Le but du raisonnement est de comprendre l'inflation et la déflation. On a donc vu que l'écart entre l'épargne et l'investissement représente le profit réalisé par les entreprises. La captation du profit se fait à travers les prix par les firmes. Or il est clair que l'économie déséquilibrée est instable. En effet les profits réalisés poussent l'entreprise à augmenter la production, l'emploi peut donc accroître. Le cas contraire est aussi clair, en effet si l'épargne est supérieure à l'investissement, il y a un abaissement

⁴⁹ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. V, op. cit., p. 162.

des prix au-dessous des coûts des bananes, par conséquent, l'entreprise productrice des bananes réalise une perte. Perte qui doit être compensée d'une façon ou d'une autre. L'entreprise diminuera la production et donc l'emploi jusqu'au moment où les prix auront la même valeur que les coûts. Il est très important de noter que soit dans le cas de profit que dans le cas de perte on n'a aucune formation des stocks dans les entreprises, le profit ou la perte est monétaire. Le profit est capté par l'entreprise par une augmentation du prix des bananes, mais les bananes sont toutes écoulées. On voit donc très bien que les travailleurs qui produisent les biens d'investissements qui représentent le surinvestissement, c'est-à-dire la différence entre investissement et épargne reçoivent une rémunération vide de tout produit. Ces travailleurs dépensent leur revenu dans l'achat des biens de consommation (dans l'achat des bananes). La dépense de ces revenus permet la réalisation du profit de l'entreprise productrice des bananes. L'inflation est donc due à une émission vide de tout produit. Keynes a bien vu la vraie cause de l'inflation, en effet pour lui l'investissement du profit est une émission vide maligne, comme la production duale pour la théorie des émissions (v. supra).

Mais Keynes a fait une erreur fondamentale, en effet, il ne s'est pas aperçu du fait que dans la formation du profit, on a aussi une formation de stocks de biens salaires et que les travailleurs qui produisent les biens d'investissement reçoivent des titres à ces biens stockés dans les entreprises. Les profits sont à la fois monétaires et réels, ils sont donc un capital (v. supra ch. 2). Keynes ne peut donc pas voir que la vraie explication de l'inflation est à rechercher dans la production des biens d'amortissement.

Jusqu'à maintenant, on a raisonné avec l'inflation de profit et plus précisément avec l'inflation des produits de consommation (bananes). Keynes nous dit qu'il y a une autre inflation de profit: l'inflation des biens d'investissements. En effet, dans la production des biens d'investissements (nouvelles terres pour les plantations des bananes, irrigation, ...) il peut également y avoir une différence entre prix et coûts de production. Cette différence cause un profit à l'entreprise qui produit les biens d'investissement. « Thus the commodity inflation measures the change in price of liquid consumption goods, and capital inflation the change in the price of capital goods, relatively to their cost of production »⁵⁰. Keynes nous dit qu'on peut considérer les deux inflation comme un tout unique pour la simple raison que, si les prix des biens de consommation augmentent, ceux des biens d'investissements augmentent aussi et vice versa. En effet, si les producteurs des biens d'investissement font un profit, ils augmenteront leur production. Par conséquent, les investissements vont croître et les prix des biens de consommation aussi (du fait que les investissements seront supérieurs à l'épargne). Tandis que, si les producteurs des biens d'investissement font une perte, l'investissement diminuera et donc les prix des biens de consommation diminueront également. Si, par contre, les producteurs des biens de consommation réalisent un profit et les producteurs des biens d'investissements réalisent une perte, alors il y aura un détournement de production des biens d'investissements aux biens de consommation et, par conséquent, les prix de ces dernières vont diminuer (diminution de l'investissement par rapport à l'épargne). « Nevertheless, movements in our two types of price levels are connected at one remove and are, generally speaking, in the same direction. For if producers of investment goods are making a profit, there will be a tendency for them to endeavour to increase their output, i.e. to increase investment, which will, therefore, tend-unless savings happen to be increasing in the same proportion-to rise the prices of consumable goods; and vice versa. If, on the other hand, producers of consumable goods are making a profit, but those of investment goods are making a loss, then

⁵⁰ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. V, op. cit., p. 140.

there will be a tendency for output to be changed over from the latter to the former, which will-unless saving happen to be decreasing in the same proportion-lower the price level of such goods »⁵¹.

Keynes introduit aussi un autre type d'inflation qu'il appelle inflation de revenu. En effet, quand les coûts de production augmentent, les prix augmentent aussi. « We have a rise or a fall in W_1 , the rate of efficiency earnings (i.e. the cost of production). We shall call this income inflation (or deflation), corresponding to changes in the first term of the fundamental equation »⁵².

Keynes a découvert que les émissions vides expliquent l'inflation, mais il comprend aussi que son nouveau paradigme l'oblige à se détacher complètement de la théorie néoclassique dominante à son temps. En plus, il n'arrive pas à expliquer le chômage (d'une façon convaincante) par l'investissement du « windfall profit ». Par conséquent, déjà dans la première partie du *Traité*, Keynes suit une approche néoclassique; en effet, il essaie d'individualiser le meilleur indice qui permet le calcul du niveau général des prix. Au bout du compte, Keynes reprendra les équations quantitatives pour expliquer l'inflation en abandonnant son approche par l'inflation de surinvestissement. Il dit clairement que son raisonnement est réductible à une version de la théorie quantitative de la monnaie. « These conclusion are, of course, obvious and may serve to remind us that all these equations are purely formal; they are mere identities; truisms which tell us nothing in themselves. In this respect they resemble all other versions of the quantity theory of money »⁵³. Il n'arrive pas à « break away » de la théorie quantitative de la monnaie. Il ne fait qu'introduire des « améliorations » aux équations quantitatives. Keynes affirme en effet que, quand l'économie est équilibrée, c'est-à-dire quand l'investissement est égal à l'épargne (et donc les entreprises ne réalisent ni un profit ni une perte) et quand on est dans une situation du plein emploi, les prix varient dans la même proportion que la quantité de monnaie. « This means, indeed, that in equilibrium-i.e. when the factors of production are fully employed, when the public is neither bullish nor bearish of securities and is maintaining in the form of savings deposits neither more or less than the normal proportion of its total wealth, and when the volume of saving is equal both to the cost and to the value of new investments-there is a unique relationship between the quantity of money and the price levels of consumption goods and of output as a whole, of such a character that if the quantity of money were double the price levels would be double also »⁵⁴.

Le même raisonnement est repris dans la *Théorie Générale*. En effet, Keynes affirme que la théorie quantitative de la monnaie est un cas particulier de sa théorie. La théorie quantitative peut être prise en considération uniquement au moment où le plein emploi est établi.

3.1.2 L'inflation dans la *Théorie Générale*

Dans la *Théorie Générale* Keynes se contredit continuellement et abandonne définitivement l'explication de l'inflation par le surinvestissement. Keynes nous explique que les prix dépendent en partie de l'unité des salaires et en partie du volume de l'emploi. « ..., it follows that general price-level (taking equipment and technique as given) depends partly on the wage-unit and partly on the volume of

⁵¹ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 163.

⁵² Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 140.

⁵³ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 125.

⁵⁴ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 132.

employment »⁵⁵. Une variation de la demande effective se traduit en règle générale, partie par l'augmentation de l'emploi et partie par la hausse des prix. Les prix montent donc avec l'augmentation de l'emploi. « ...; and the increase in effective demand will, generally speaking, spend itself partly in increasing the quantity of employment and partly in raising the level of price »⁵⁶.

En effet, une variation de la quantité de monnaie en présence du chômage a comme effet d'augmenter la demande effective par la diminution du taux d'intérêt (accroissement des investissements). « The primary effect of a change in the quantity of money on the quantity of effective demand is through its influence on the rate of interests »⁵⁷. Mais dans certains secteurs, on parvient au plein emploi, il y a donc les « goulots d'étranglements », où l'offre de certaines richesses cesse d'être élastique et où leurs prix sont obligés de monter autant qu'il faut pour détourner la demande vers d'autres objets. « Thus as output increases, a series of 'bottle-necks' will be successively reached, where the supply of particular commodities ceases to be elastic and their prices have to rise to whatever level is necessary to divert demand into other directions »⁵⁸. La hausse des prix est bien due à l'influence sur l'unité des salaires de ces secteurs.

Mais pour Keynes, on ne peut parler d'inflation qu'au moment où le plein emploi est réalisé. Avant, on ne peut pas parler d'inflation. « When a further increase in the quantity of effective demand produces no further increase in output and entirely spends itself on an increase in the cost-unit fully proportionate to the increase in effective demand, we have reached a condition which might be appropriately designated as one of true inflation. Up to this point the effect of monetary expansion is entirely a question of degree, and there is no previous point at which we can draw a definite line and declare that the conditions of inflation have set in »⁵⁹. Keynes pousse le raisonnement à la limite, en effet, il énonce, en reprenant la théorie quantitative de la monnaie (avec bien sûr certaines conditions supplémentaires), qu'au moment où le plein emploi est réalisé, les prix varient avec la quantité de monnaie. Avant la réalisation du plein emploi, c'est bien l'emploi qui varie avec la quantité de monnaie, donc on ne peut pas avoir une véritable inflation. « Thus is there is perfectly elastic supply so long as there is unemployment, and perfectly inelastic supply so soon as full employment is reached, and if effective demand changes in the same proportion as the quantity of money, the quantity theory of money can enunciated as fellow: 'So long as there is unemployment, employment will change in the same proportion as the quantity of money; and when there is full employment, prices will change in the same proportion as the quantity of money' »⁶⁰.

⁵⁵ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 295.

⁵⁶ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 296.

⁵⁷ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 298.

⁵⁸ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 300.

⁵⁹ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 303.

⁶⁰ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 296.

3.2 La critique à la théorie de l'inflation de Keynes

3.2.1 Critique à la conception de l'inflation du *Traité*: l'inflation de profit

La vraie explication de l'inflation de Keynes est donnée dans le *Traité*. On a désormais découvert que Keynes a parfaitement compris que les émissions vides sont la vraie explication de l'inflation. En effet, pour lui, l'investissement du profit est une vraie émission vide maligne du fait que le profit est purement monétaire. Il ne faut donc pas critiquer la cause de l'inflation proposée par Keynes, mais il faut critiquer sa conception du profit et la construction de son raisonnement sur une seule période. On a déjà vu que la théorie des émissions nous permet de comprendre que le profit est à la fois réel et monétaire; par conséquent, l'investissement du profit n'est pas une émission vide maligne. Il y a en effet encore des biens stockés dans les entreprises en attente d'être écoulés. En outre, le raisonnement de Keynes est posé sur une seule période, ce qui nous fait croire que les profits sont d'abord dépensés et puis sont réalisés. Ce fait est logiquement impossible.

3.2.2 Critique à la conception de l'inflation de la *Théorie Générale*: l'inflation de revenu

Tout un autre raisonnement doit être posé en ce qui concerne l'« income inflation » du *Traité* et l'inflation de la *Théorie Générale*. En effet, Keynes, en voulant expliquer l'inflation par l'augmentation des unités de salaire, se contredit. Il nous dit qu'en période de plein emploi une variation de la quantité de monnaie apporte une augmentation proportionnelle des unités de salaires et donc des prix. La contradiction est claire, Keynes nous a expliqué que les salaires sont la mesure du produit. Si on double les salaires, on change simplement d'échelle. Le produit est mesuré par le double des salaires mais il est encore acheté par la dépense de tous les salaires. Donc, si on double les salaires, on ne cause pas l'inflation. Le produit est simplement mesuré par le double des salaires et le circuit s'achève pour la dépense du double des salaires. Il est bien clair qu'à ce moment-là, les prix sont le double, mais l'inflation ne subsiste pas. Toutes les valeurs nominales sont doublées pour un même produit réel. Rien ne change.

Keynes n'arrive pas à être original dans l'explication de l'inflation; d'un côté, il va contre les faits et de l'autre, il reprend les idées néoclassiques. Keynes, en affirmant que la vraie inflation n'existe pas en présence du sous-emploi, s'oppose clairement à la réalité; en effet, dans la réalité, on constate que, même avec un chômage persistant, l'inflation continue à persister. Inflation et chômage coexistent dans la réalité. Seule la logique de la théorie des émissions permet d'expliquer cette coexistence. En outre, Keynes reprend les idées de la théorie quantitative de la monnaie. Mais cette théorie ne permet pas la détermination du niveau général des prix. Elle ne peut pas non plus déterminer le pouvoir d'achat de la monnaie. Par conséquent, l'inflation, qui dans la vision néoclassique est calculée sur la variation du niveau général des prix, est aussi indéterminée. L'équation de Fisher est une pure tautologie⁶¹. La démonstration des défauts de la théorie quantitative n'est pas le but de ce travail. Pour

⁶¹ Friboulet J.-J., Polycopié d'histoire des doctrines, UNI Fribourg, 1991-1992.

avoir une démonstration convaincante des indéterminations de la théorie quantitative il suffit de consulter les ouvrages de B. Schmitt⁶² et de J.-J. Friboulet⁶³.

Keynes a écrit la *Théorie Générale* dans le but bien précis de faire succès. Il a compris que pour faire succès il devait écrire d'une telle façon qui d'un côté, apportait une certaine originalité et de l'autre, n'allait pas trop contre des économistes de son temps. Pour ces motifs, il écrit un livre avec beaucoup des jeux de mots qui forme un tissu de contradiction. Keynes a obtenu le succès désiré. Mais la *Théorie Générale* ne donne pas les explications espérées.

3.3 L'inflation dans le temps quantique et les indices des prix

Seule la théorie des émissions peut nous éclairer la voie pour une compréhension de l'inflation. Les prix sont déterminés sur le marché des produits. Ils sont déterminés dans la dépense des revenus préexistants. Par contre, les coûts sont les salaires nouveaux émis à chaque période. Les salaires sont la mesure unique du produit national. Les salaires ne sont pas déterminés dans la dépense d'un revenu préexistante (fond salaire dans la théorie de Ricardo). A chaque période, on a une émission nouvelle des salaires et, par conséquent, une nouvelle détermination des prix. L'inflation n'est pas déterminée sur deux périodes mais sur une seule. Les émissions vides se répètent de période en période. A chaque période de production, on constate des émissions vides. Ces émissions vides déterminent l'inflation.

Les indices (utilisés aujourd'hui pour le calcul de l'inflation) calculent l'inflation par rapport à deux périodes différentes. On considère un panier de biens et on calcule le prix de ce panier (moyenne des prix des biens qui composent le panier) dans un moment précis. On regarde l'évolution dans le temps des prix de ce panier. La variation du prix de ce panier par rapport à date de base nous donne l'inflation. On a différents indices pour le calcul de la variation des prix (Laspeyres, Paasche, ...).

La critique des indices des prix comme moyens pour calculer l'inflation peut être faite à deux niveaux:

- au niveau du système de calcul utilisé pour ces indices;
- au niveau du concept sur lequel ils sont fondés et.

Au niveau du calcul, on peut affirmer que les indices sont imprécis, en effet, ils tiennent uniquement compte d'un panier de biens (et services) et non des biens (et services) pris dans l'ensemble. En outre, ils ne tiennent pas compte des changements des goûts et de la technologie qui peuvent apporter à des nouveaux biens et à des variations dans les comportements et donc à rendre moins représentatif le panier de biens considéré. Keynes s'efforce de trouver le meilleur indice des prix dans son *Traité*, mais la conclusion est claire: il n'y a pas d'indices précis. Ces critiques sont sûrement moins intéressantes par rapport aux critiques sur les principes qui fondent les indices. On a constaté que les indices déterminent l'inflation comme un écart entre deux périodes. Or, on sait que les biens sont nou-

⁶² Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit.

Monnaie, salaires et profits, PUF, Paris, 1956

⁶³ Friboulet J.-J., *Profit, investissement et inflation*, Peter Lang, Berne, 1988, de p. 30 à p. 48.

veaux à chaque production et que le prix des mêmes biens (caractéristiques physiques égales) de chaque production ne peuvent pas être confrontés. Les prix de la période t_0 ne sont pas comparables aux prix de la période t_1 . Ils sont une réalité complètement différente. Les biens produits en t_0 ont un prix, prix déterminé en t_0 et qui se réfère aux biens produits en t_0 . Les biens produits, en t_1 ont un prix déterminé en t_1 et qui se réfère aux biens produits en t_1 . Les deux prix, en t_0 et en t_1 , se réfèrent à deux périodes différents et à deux biens différents, ils sont deux réalités différentes. Ils sont en effet le résultat de deux émissions de salaire différentes. On peut déjà s'apercevoir que l'inflation est un phénomène qui concerne une seule période. En outre, on ne doit pas confondre les prix avec le pouvoir d'achat. L'indice de prix peut varier d'une période à l'autre sans qu'il y ait inflation ou inversement on peut avoir inflation sans variation de l'indice des prix. En effet, les prix ne représentent pas le pouvoir d'achat. Dans l'écart entre prix et valeur on doit aussi tenir compte des achats intermédiaires (v. infra ch. 5.2), des transferts par prélèvement fiscal et des variations de la productivité. Les impôts sur la consommation sont un transfert de revenu de ménage à ménage par l'intermédiaire de l'Etat. Il suffit donc une augmentation des impôts à la consommation pour avoir, selon les indices, une inflation. Mais le pouvoir d'achat reste le même. La société est uniquement plus solidaire, les revenus sont transférés dans un ménage à l'autre.

La production des biens d'amortissement cause la production duale, c'est-à-dire la production de biens profits (biens d'investissement, biens salaires) pour un montant exactement égal à la valeur des biens d'amortissement. Aussi bien les biens d'amortissements que les biens profits sont appropriés par les entreprises. Les travailleurs qui produisent les biens d'amortissement perçoivent des revenus vides, tandis que ceux qui produisent les biens profit reçoivent des titres aux biens d'amortissement. Les revenus vides sont définitivement vides. Les titres sont échangés avec les biens d'amortissements, de façon à financer leur production. Les salaires vides sont dépensés sur le marché des produits, cette dépense permet aux entreprises d'avoir un profit monétaire (v. supra ch. 2.2).

L'inflation est d'abord déterminée dans le temps quantique. Les biens salaires (secteurs des émissions pleines v. supra ch. 2.2) sont offerts, par exemple, à une valeur de 100 unités de monnaie (UM) et ces mêmes biens sont demandés, par exemple, pour 150 UM. L'inflation est bien de 50 UM. Le profit réalisé dans la production des biens d'amortissement est bien l'inflation. On peut donc définir le profit comme l'inflation. Mais il ne s'agit pas du profit au sens de Keynes dans son *Traité*. Le surinvestissement de Keynes est l'investissement du profit capté aux travailleurs qui permet la production des biens d'investissements (constitution du capital fixe des entreprises=accumulation du capital). Les travailleurs reçoivent des salaires qui ne sont pas définitivement vides, il y a encore l'épargne constituée au moment de la formation des profits en attente d'être écoulee. Les travailleurs, qui produisent les biens d'investissement, sont rémunérés par des titres aux stocks de biens salaires en attente d'être écoulés. Dans le cas de la production duale, il n'y a plus de biens salaires stockés en attente d'être écoulés. Les rémunérations des travailleurs qui produisent les biens d'amortissement sont définitivement vides. Les travailleurs doivent dépenser leur revenu sur le marché des produits pour s'assurer des biens salaires. Il y a bien une inflation. L'offre réelle disponible sur le marché des produits pour les travailleurs est de 50 UM (biens salaires) tandis que la demande nominale (pour les biens de salaires) est de 100 UM, 50 UM étant les émissions vides nécessaires pour la production des biens profits (appropriés par les entreprises) dans la production duale. Bien sûr l'offre globale réelle est toujours identique à la demande globale nominale. Cela est aisément lisible si on considère les biens profits appropriés par les entreprises. La demande nominale globale est de 100 UM et l'offre réelle globale est aussi de 100 UM (50 UM de biens salaires+50 UM de biens profits). On

voit qu'il y a une différence entre prix et valeurs pour les biens salaires. La valeur de ces biens est de 100 UM (=coûts de production, émission des salaires); tandis que le prix est de 150 UM. On voit que l'inflation se déclare uniquement comme un écart entre prix et valeur des biens de consommation, l'inflation sur les biens profits n'existe pas. Les biens profits sont achetés exactement à leur coût de production (=valeur) par les entreprises dans la production duale. En effet, le prix est de 50 UM et le coût de production aussi de 50 UM. Mais si on regarde au fond aussi pour les biens salaires on n'a aucune différence entre prix et valeur réels. En effet, la valeur est de 50 UM et le prix réel est de 50 UM. C'est le prix nominal qui est de 150 UM. Les travailleurs dépensent 100 UM (salaires émis) sur le marché des produits. Mais du fait des prix ils obtiennent uniquement 50 UM des biens salaires. L'écart, 50 UM, est le profit d'inflation. Ces 50 UM financent la totalité de la production des biens profits. La valeur réelle des biens salaires est donc de 50 UM et le prix réel est aussi de 50 UM. La seule différence qu'on peut constater est celle entre valeur réelle et prix nominal des biens salaires.

On voit bien que les indices des prix sous-estiment l'inflation; en effet, à la période de référence, il y a déjà des émissions vides, émissions qui ne sont pas pris en considération par les indices. Même si la valeur des indices en t_1 (ou $t_2, t_3, \dots t_n$) diminue par rapport à la valeur de t_0 , ça ne signifie pas qu'on n'a plus d'inflation comme les économistes d'aujourd'hui veulent nous faire croire. Les émissions vides (et donc l'inflation) sont encore présentes. Elles se répètent de période en période. Les indices peuvent uniquement relever l'accroissement de l'inflation ou la diminution de l'inflation de période en période, mais il ne peuvent pas mesurer l'ampleur du phénomène. Il est clair que l'inflation d'une période nous prédit déjà l'inflation dans la période postérieure. Cela est dû au fait que le capital suit le temps continu, et que dans chaque période il doit être amorti du fait de la perte de sa valeur d'usage. Par conséquent on est certain que l'amortissement doit être fait en chaque période. On a bien vu l'inflation dans le temps quantique, mais maintenant comment la relever dans le temps continu?

3.4 L'inflation dans le temps continu

Dans le temps quantique, l'inflation est clairement définie. L'inflation peut exister dans le temps quantique, mais elle peut aussi ne pas se révéler dans le temps continu. En effet, l'accumulation et la suraccumulation du capital permettent l'accroissement de la productivité physique du travail (nouvelles technologies). L'accroissement des prix des biens salaires peut être compensé par l'augmentation de la productivité physique du travail due au capital. On voit donc que l'accumulation et la suraccumulation permettent, par l'accroissement de la productivité physique du travail, d'augmenter la quantité d'unités des biens produits pour un même montant total de revenus distribués. Cela signifie que le prix de chaque unité produite diminue, même si la valeur totale de la production reste la même. Mais si les prix des biens salaires augmentent dans le temps continu, cela signifie que l'accroissement de la productivité est compensé par les émissions vides. En effet, l'accumulation et la suraccumulation de capital impliquent un accroissement de la production des biens non salariaux (biens dividendes) et des biens d'amortissement. La ponction des profits sur les salaires doit être de plus en plus grande pour garantir la production des biens dividendes, qui permettent la rémunération du capital, et des biens d'amortissement, qui permettent l'amortissement du capital. On peut logiquement déclarer que, si les

prix des biens salaires s'accroissent dans le temps, l'effet de la suraccumulation est devenu négatif⁶⁴. Voilà donc comment se déclare l'inflation dans le temps continu.

⁶⁴ Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit., p. 231.

3.5 Autres phénomènes qui expliquent l'inflation

3.5.1 La planche à billets

On peut expliquer une partie de l'inflation aussi par la planche à billets. Le phénomène n'existe pas dans les pays occidentaux. En effet, les réglementations interdisent formellement depuis longtemps le financement de l'Etat et des projets d'investissement par la planche à billets. Le discours peut encore être valable pour certains pays en voie de développement. Dans ces pays, la banque centrale (ou le trésor public) sont souvent soumis aux décisions du pouvoir public. Il est difficile de penser qu'une nation avec 4923% de taux d'inflation (Argentine 1989)⁶⁵ n'a pas utilisé la planche à billets. La planche à billet consiste dans la création de pièces et billets pour financer les dépenses de l'Etat. On n'entend pas, bien sûr, le financement d'une production nouvelle de l'Etat par l'émission de monnaie, puisque dans ce cas là, on est devant a une vraie émission. Il s'agit de la distribution des billets dans un non-production (par exemple le financement du déficit de l'Etat). Par conséquent, les billets et les pièces concourent à l'achat du produit courant en causant l'inflation. Il s'agit bien d'une émission vide qui cause l'inflation.

3.5.2 La falsification des billets

L'exemple de la falsification des billets est un cas qui sert à mieux expliquer le phénomène de l'inflation. Sa portée pratique est limitée par l'insuffisance des faux billets. Il est facile de comprendre que les faux billets concourent à l'achat des biens salaires et, par conséquent, ils causent l'inflation. Il s'agit bien d'émissions vides. Les billets ne sont pas des titres aux biens produits dans la production; mais, en étant confondus, en raison de leur forme physique, avec les vrais titres (vrais billets) ils concourent à l'achat du produit.

⁶⁵ I motivi del successo argentino, dans Il Corriere del Ticino, lunedì 31 janvier 1994.

4 Le Chômage

Le chômage est bien sûr le problème le plus manifeste de notre économie. Le chômage n'est pas seulement une maladie qui concerne l'économie. En effet il est la cause de problèmes sociaux importants. La stabilité sociale, politique et économique est mise en danger par le chômage. La présence du chômage porte l'homme à la frustration et à l'isolement. La criminalité et la drogue trouvent un terrain fertile dans une société touchée par un chômage élevé.

L'économiste trouve son rôle fondamental dans la recherche des causes du chômage et dans la recherche des mesures pour le résoudre. C'est uniquement lorsque quand les économistes auront compris les causes et les mesures à adopter, que les politiciens pourront les mettre en pratique. Dans notre société, tout passe par la politique. On ne peut pas culpabiliser les politiciens de ne pas appliquer des mesures pour résoudre le chômage. Les politiciens ne se bougeront pas avant que les économistes aient compris le phénomène du chômage, et les économistes ne comprendront pas le phénomène du chômage sans comprendre la théorie des émissions. La théorie des émissions donne une réponse définitive au problème du chômage. Le chômage est dû aux émissions vides. Les émissions vides sont la cause profonde aussi bien de l'inflation (v. supra ch. 3) que du chômage.

Dans le *Traité*, Keynes ne donne pas de solutions au problème du chômage, sa principale préoccupation est bien de définir l'inflation. Mais l'inflation est un phénomène qui intéresse peu les années '30. Les années '30 sont une période de dépression (la grande dépression) dans laquelle le chômage est l'unique préoccupation des gens. Keynes pense publier sa *Théorie Générale* sur l'emploi pour donner une solution au problème du chômage. Les théories néoclassiques et classiques étaient dans l'incapacité d'expliquer le chômage. Il fallait donc une théorie originelle qui explique le phénomène et permette de le résoudre. L'approche de Keynes fut un succès, mais Keynes ne donne pas la solution au problème. En essayant d'expliquer la cause du chômage, il se contredit plusieurs fois. La vraie solution doit être cherchée dans la théorie des émissions.

La *Théorie Générale* a quand même un grand mérite, elle nous apporte la théorie de la demande effective. La théorie de la demande effective peut être considérée comme un apport fondamental dans l'analyse macro-économique.

4.1 La théorie de la demande effective (efficace)

Cette théorie assume une importance fondamentale pour la macro-économie. Elle permet d'expliquer le volume des salaires que les entreprises vont distribuer. En effet, on peut se demander combien d'unités de monnaie (UM) une entreprise « doit » distribuer comme rémunération de ses facteurs de production. Elle distribue 100, 150, 2000, ... UM aux propres salariés? Sur quelle base décide-elle de distribuer, par exemple, 150 UM? Keynes répond à cette question qui a troublé toute l'histoire économique.

La réponse de Keynes est fondée sur la théorie de la demande effective. Le mot « effective » résulte d'une traduction erronée du mot anglais « effective demand ». En effet, si on cherche dans le dictionnaire, la traduction du mot « effective », on s'aperçoit que le mot anglais « effective » est traduit avec le mot français « efficace ». On doit donc parler de demande efficace et non de demande effective.

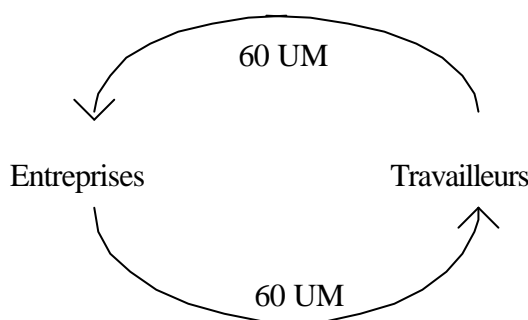
La théorie de la demande effective (efficace) part d'une convention. Par convention, on fixe le premier flux de la première entreprise à un nombre quelconque. En effet, si on considère qu'il y a seulement une entreprise qui produit un seul bien, on peut rémunérer les facteurs par n'importe quel nombre d'unités de monnaie (UM). Le flux sera de 100 UM (200 UM, 300 UM, ...) et le reflux sera obligatoirement respectivement de 100 UM (200 UM, 300 UM, ...). Les travailleurs rémunérés n'ont pas d'autre choix que d'acheter l'unique bien produit. On a bien l'égalité flux-reflux pour n'importe quelle valeur du flux (rémunération des travailleurs). Donc, les UM de la « première entreprise » sont fixées par convention.

Schéma 10: théorie de la demande effective: une seule entreprise

Salaires distribués=60 UM.

Dépense des salaires=60 UM.

Production du produit A=60 UM.



Mais maintenant, on sait très bien que, dans la réalité, on a plusieurs biens et plusieurs entreprises. Keynes dit que chaque entreprise, dans un état donné de la technique, des ressources et du coût de facteur par unité d'emploi, « It follows that in a given situation of technique, resources and factor cost per unit of employment, ... »⁶⁶, doit distribuer un flux qui respecte les deux conditions suivantes:

- Le flux doit être égal au reflux; « The value of D at the point of the aggregate demand function, where it is intersected by the aggregate supply function, will be called the effective demand »⁶⁷.

⁶⁶ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 24.

⁶⁷ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 25.

- Le flux-reflux doit permettre à l'entreprise de maximiser le profit (revenus des entrepreneurs). « For entrepreneurs will endeavour to fix the amount of employment at the level which they expect to maximise the excess of the proceeds over the factor cost »⁶⁸.

Le profit est défini comme le revenu des entrepreneurs. « The excess of the value of the resulting output over the sum of its factor cost and its user cost is the profit or, as we shall call it, the income of entrepreneur »⁶⁹. Keynes ne prend pas en considération, dans son raisonnement, les « windfalls profits ». Il ne considère pas la maladie de l'économie. Les entreprises anticipent le prix de la demande globale (prix de la demande globale=somme entre consommation et épargne, c'est à dire le reflux) et établissent un prix de l'offre globale (flux) sur la base de ces anticipations. Le volume d'emploi est déterminé par le point d'intersection de la courbe de la demande globale et de la courbe de l'offre globale. A ce point d'intersection l'offre est identique à la demande. « Thus the volume of employment is given by the point of intersection between the aggregate demand function and the aggregate supply; for it is at this point that the entrepreneurs' expectation of profits will be maximised. The value of D at the point of the aggregate demand function, where it is intersected by the aggregate supply function, will be called the effective demand »⁷⁰. Keynes nous dit qu'on est dans les anticipations. On est donc dans l'imaginaire. La réalité peut être différente. Les anticipations peuvent différer de la réalité. Un ajustement est donc nécessaire pour accomplir les conditions de maximisation du profit. Tout marche comme si on était dans une « chambre de l'imaginaire ». Une fois qu'on a pris une décision dans cette chambre, on va regarder la « vérité » dans la « chambre de la réalité ». On peut s'apercevoir que la décision prise dans la chambre de l'imaginaire est différente, elle ne respecte pas la réalité, par conséquent, dans la période successive, on modifiera la décision dans la chambre de l'imaginaire.⁷¹ « ... It is upon these various expectations that the amount of employment which the firm offer will depend. The actually realised results of the production and sale of output will only be relevant to employment in so far as they cause a modification of subsequent expectations »⁷². Mais il faut bien se rendre compte qu'une fois qu'on prend la décision dans l'imaginaire (une certaine demande effective) et on la pose, elle passe de l'imaginaire au réel (v. infra ch. 4.3). Au moment où on pose l'offre réelle globale, on est sûr qu'elle correspondra à la demande globale réalisée. La demande effective détermine donc un volume d'emploi où l'offre réelle est identique à la demande réelle anticipée et aussi réalisé.

L'anticipation peut être erronée au niveau de chaque entreprise, mais, dans l'ensemble, les écarts se compensent. La logique l'impose. Cela est dû au fait que dans les économies capitalistes les titulaires des revenus sont libres de dépenser comme ils veulent leur propre revenu. Si une entreprise anticipe un reflux trop élevé, elle distribue aux travailleurs un flux trop élevé, par conséquent, l'entreprise retrouve un reflux trop petit pour le flux distribué. Elle réalise donc une perte, elle est contrainte d'acheter une partie du produit avec ses propres moyens. Si une entreprise anticipe un reflux trop bas, on aura le phénomène inverse: l'entreprise aura un profit, elle sera enrichie par les entreprise qui font une perte. Tout profit négatif porte donc à un profit positif d'une valeur égal, bien que le contraire ne sont pas vrai. Chaque entreprise peut en effet faire un profit positif sans influencer les autres. Elle fait un profit positif par la captation des salaires des travailleurs qu'elle rémunère. Le profit est ainsi

⁶⁸ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 24 et p. 25.

⁶⁹ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 23.

⁷⁰ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 25.

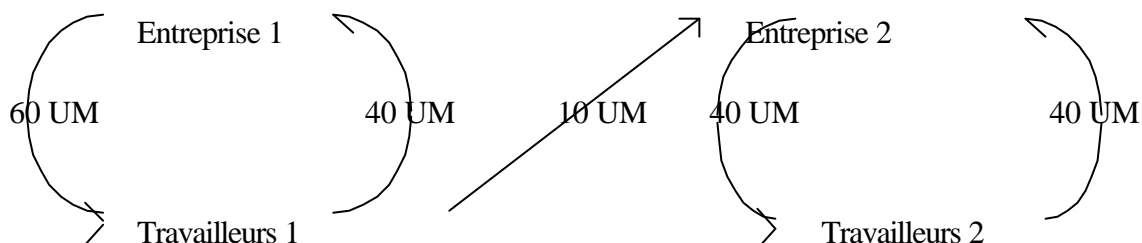
⁷¹ Notes du cours de théorie économique de B. Schmitt à l'UNI de Fribourg, semestre d'hiver 1992-1993.

⁷² Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 47.

défini par une captation sur les salaires par les entreprises au moyen des prix. Ce profit se distingue du profit causé par l'enrichissement d'une entreprise par rapport à une autre; en effet, pour les entreprises prises dans leur ensemble, la somme de ces profits est nulle. L'entreprise qui fait un profit négatif va chercher, par tâtonnement, à équilibrer sa situation, c'est-à-dire absorber son profit négatif et distribuer un flux qui maximise son profit. Par conséquent, elle va modifier son propre flux. Le ré-équilibrage serait parfait et chaque entreprise connaîtra parfaitement le flux qu'elle doit verser. Il est important de ne pas oublier que dans la globalité, quelque soit les écarts du flux-reflux pour chaque entreprise, le flux-reflux est toujours identique. L'offre globale est toujours identique à la demande globale. Aucun écart n'est possible. Au niveau du tout, les profits sont ou bien nuls, ou bien positifs. On voit très bien que l'entreprise qui distribue un flux trop grand et, par conséquent, subit une perte, a intérêt à modifier son flux. En modifiant son flux, elle diminuera sa perte (profit négatif) et diminuera aussi les profits des autres entreprises. L'apport de la théorie de la demande-offre effective (efficace) est essentiel. Elle permet de résoudre le problème de savoir combien d'unités monétaires une entreprise doit distribuer. Pour mieux comprendre on propose le schéma suivant:

On suppose qu'on est en présence de deux entreprises (E1 et E2). Le raisonnement qui est valable pour deux entreprises l'est aussi pour toutes les entreprises.

Schéma 11: théorie de la demande effective: deux entreprises



On voit que le total du flux est de 100 UM (rémunération des facteurs de production T1 par l'entreprise E1 (60 UM)+rémunération des facteurs de production T2 par l'entreprise E2 (40 UM)). On constate aussi que le flux total est égal au reflux total, il est en effet de 100 UM (dépense des salaires T1 (50 UM en E1 et 10 en T2)+dépense des salaires T2 (40 UM en E2)).

Le flux total est donc identique au reflux total. Cela même si, pour chaque entreprise, le flux ne correspond pas au reflux. En effet, E1 réalise une perte puisqu'elle distribue 60 UM (flux) et elle a un reflux, dans la vente des biens produits, de seulement 50 UM. Par conséquent, E1 fait une perte de 10 UM. Cette perte incitera E1 à réagir: elle ajustera son flux jusqu'à obtenir au moins l'égalité flux-reflux. Il est clair que l'entreprise E2 n'a pas intérêt à réagir, du fait qu'elle réalise un gain de 10 UM. On voit qu'il y a un transfert de richesse de E1 à E2.

4.2 Le chômage selon Keynes

4.2.1 Le chômage dans le *Traité*

Keynes expose sa propre théorie du chômage dans sa *Théorie Générale*. Dans le *Traité*, Keynes a analysé la théorie sur l'inflation. Dans son paradigme original, Keynes détermine comme cause de l'inflation le surinvestissement. En effet, dans le *Traité*, on peut avoir du chômage quand l'épargne est supérieure à l'investissement; à ce moment-là, les entreprises doivent baisser les prix pour écouler toute la production. Les prix sont donc inférieurs aux coûts des biens produits. Par conséquent, on est en présence d'une déflation, le pouvoir d'achat des travailleurs augmente. Le problème est que les firmes font des pertes. Les pertes stimulent les firmes à réduire leur production et donc à diminuer l'emploi. Elles diminueront l'emploi jusqu'à ce que les coûts aient baissé suffisamment pour atteindre le même niveau que les prix. C'est uniquement à ce moment-là que les firmes ne réaliseront plus de perte. C'est donc dans le cas de déflation que le chômage naît. "...; and if the total profits Q are not zero, the entrepreneurs will tend, so far as they can, to alter the total volume of employment which they offer to the factors of production at a given rate of remuneration, up-wards or downwards, according as such profits are positive or negative"⁷³. A l'équilibre, il ne peut pas y avoir de chômage. En effet, si on suppose qu'à l'équilibre ($I=S$) il y a encore de la main d'oeuvre à disposition, cette abondance de travailleurs permet aux entreprises d'embaucher les travailleurs à des prix inférieurs. Cela permet de creuser un écart entre coûts et prix, de façon à permettre la réalisation d'un profit par les entreprises. Par conséquent, le vrai équilibre est atteint seulement lorsque:

- l'investissement est égal à l'épargne;
- il n'existe plus de chômage involontaire.

On peut bien sûr s'écarter de l'équilibre avec un choc extérieur. Ce choc extérieur peut causer du chômage. Si on a un impulsion à la baisse de l'investissement, par exemple avec une augmentation du taux d'intérêt (pour une explication de l'effet de la variation des taux d'intérêt v. infra ch. 5), on aura un écart positif entre épargne et investissement, les prix des biens de consommation baisseront en causant des pertes pour les entreprises, par conséquent ces pertes inciteront les entreprises à diminuer la production et l'emploi (on aura un « profit déflation »). Le contraire est aussi possible, mais les entreprises ne pourront pas augmenter la production en employant plus des travailleurs, pour la simple raison qu'il n'y aura plus de travailleurs à disposition, par conséquent, il y aura une augmentation de la rémunération de la main d'oeuvre existante (« income inflation »). Dans les deux cas, il y a des pressions de façon à rétablir le juste taux d'intérêt. « If the terms of credit are easier than this equilibrium level, prices will rise, profits will be made, wealth will increase faster than savings as the result of the incomes of the public being worth less-the difference being transferred into the pockets of entrepreneurs in the shape of the ownership of increased capital; entrepreneurs will bid against one another for the services of the factors of production, and the rate of remuneration of the latter will be increased -until something happens to bring the actual terms of credits and their equilibrium level nearer together. And if the terms of credit are stiffer than the equilibrium level, prices will fall,

⁷³ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VI, op. cit., p. 136.

losses will be made, wealth will increase slower than savings by the extent of the losses, unemployment will ensue, and there will be a pressure towards a reduction of the earnings of the factors of production-until something happens to bring the actual terms of credit and their equilibrium level nearer together »⁷⁴.

On constate que comme Keynes n'analyse pas ces problématiques d'une façon approfondie dans le *Traité*. La raison est simple: Keynes cherche une explication à l'inflation et non au chômage. Keynes n'arrive donc pas à voir les vraies causes du chômage. Il n'a pas poussé son raisonnement assez loin. Il n'a pas vu que le principe qu'il expose porte à la vraie explication de l'inflation et aussi du chômage.

⁷⁴ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. V, op. cit., p. 165.

4.2.2 Le chômage dans la *Théorie Générale*

Dans la *Théorie Générale*, il change de paradigme, il ne développe plus le concept du surinvestissement. Pour essayer d'expliquer le chômage et les solutions qu'il faut apporter pour le résoudre, il pose un réseau de contradictions incroyables. Dans le chapitre 6 de la *Théorie Générale* il pose les définitions du revenu, du profit, de l'investissement et de l'épargne. Il démontre d'une façon comptable et analytique⁷⁵ l'identité entre épargne et investissement. Identité qui est ponctuellement détruite pour expliquer le chômage involontaire.

D'une façon comptable, on a la démonstration suivante:

L'épargne (S) est définie par Keynes comme l'excès du revenu sur la consommation, soit le revenu non consommé. « So far as I know, everyone is agreed that saving means the excess of income over expenditure of consumption »⁷⁶.

Le revenu (R) est défini du côté monétaire comme la somme des facteurs de production (F) et du profit (revenu des entrepreneurs) (P) et du côté réel comme le total des ventes des entreprises (produit vendu par les entreprises) (A) diminué par le coût d'usage (amortissement) (U). «The amount paid out by the entrepreneur to the other factors of production in return for their services, which from their point of view is their income, we will call the factor cost of A. The sum of the factor cost F and the user cost U we shall call the prime cost of the output A »⁷⁷. « Hence, since the income of the rest of the community is equal to the entrepreneur's factor cost, aggregate income is equal to A-U. ... Moreover, since it is the entrepreneur's expectation of the excess of this quantity over his outgoings to the other factors of production which he endeavours to maximise when he decides how much employment to give to the others factors of production, it is the quantity which is causally significant for employment »⁷⁸.

Le total de ventes des entreprises (A) est formé par la somme du total des ventes aux consommateurs (C) et du total des achats entre les entreprises (A1).

« During any period of time entrepreneur will have sold finished output to consumers or to other entrepreneurs for a certain sum which we will designate as A. He will also spent a certain sum, designated by A1, on purchasing finished output from other entrepreneurs »⁷⁹. La somme du total des ventes aux consommateurs (C) est définie de façon fonctionnelle comme la différence entre le total des ventes des entreprises (A) diminué par le total des achats entre entreprise (A1). « It follows that expenditure on consumption can be unambiguously defined as $\Sigma(A-A1)$, where ΣA is the total sales made during the period and $\Sigma A1$ is the total sales made by one entrepreneur to another »⁸⁰.

On a par conséquent:

$S=R-C=(A-U)-(A-A1)=(A1-U)=(\text{somme des achats entre entreprises}-\text{l'amortissement ou coût d'usage})=I$ (Investissement net).

⁷⁵ Notes du cours de politique économique de J.-J. Friboulet à l'UNI de Fribourg, semestre d'hiver 1993-1994.

⁷⁶ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 61.

⁷⁷ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 53 et p. 54.

⁷⁸ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 54.

⁷⁹ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 52.

⁸⁰ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 62.

(A1-U) étant bien l'investissement net, on s'aperçoit que, du point de vue macro-économique, seulement les entreprises réalisent un investissement. On s'aperçoit aussi que l'investissement macro-économique est toujours identique à l'épargne macro-économique. « Since income is equal to A-U and consumption is equal to A-A1, it follows that saving is equal to A1-U. ... Our definition of income also leads at once to the definition of current investment. For we must mean by this the current addition to the value of the capital equipment which have resulted from the productive activity of the period. This is, clearly, equal to what we have just defined as saving. ... »⁸¹.

« In short-

Income = value of output = consumption+investment.

Saving = income-consumption.

Therefore saving = investment »⁸².

D'une façon analytique Keynes démontre l'identité de la façon suivante:

On ne peut pas imaginer que dans la réalité l'épargne (S) s'écarte de l'investissement (I). Dans l'imaginaire l'épargne, peut évidemment différer de l'investissement (pour une pièce de monnaie la pile peut être vue séparée de la face) mais dans la réalité l'épargne est bilatérale (la pièce de monnaie est une dualité d'une réalité unique pile-face). « The equivalence between the quantity of investment emerges from the bilateral character of the transactions between the producer on the one hand and, on the other hand, the consumer or the purchaser of capital equipment. Income is created by the value in excess or user cost which the producer obtains for the output he has sold; but the whole of this output must obviously have been sold either to a consumer or to another entrepreneur; and each entrepreneur's current investment is equal to the excess of the equipment which he has purchased from other entrepreneurs over his own user cost. Hence, in the aggregate the excess of income over consumption, which we call saving, cannot differ from the addition to capital equipment which we call investment »⁸³. L'épargne n'est pas seulement une créance mais aussi une dette. Toute épargne est toujours dépensée soit par la consommation soit par l'investissement. Toute épargne est bien empruntée et prêtée. Si l'épargne est consommée, on est devant une épargne avortée, soit une épargne micro-économique, s'il est investi on retrouve bien l'investissement net, on a donc une épargne macro-économique (v. supra ch. 2). L'épargne macro-économique est toujours égale à l'investissement et il est réalisé par les ménages. L'investissement est réalisé par les entreprises et il est caractérisé lui aussi par deux dimensions. Il est à la fois une dépense de revenu et une formation de revenu. On le dépense dans la production des biens d'investissement. Les entreprises dépensent une épargne préalable. L'épargne est antérieure à l'investissement et il permet l'investissement pour un montant égal. L'entreprise en effet investi son profit, profit qui est une épargne captée aux travailleurs par le moyen des prix dans les ventes des entreprises. Keynes nous dit qu'on peut aussi considérer le fait que l'entreprise ne dispose pas d'un profit préalable. Elle emprunte une somme pour réaliser un investissement. L'investissement existe seulement si l'entreprise peut restituer l'emprunt. L'entreprise réalise un profit à un moment postérieur à l'investissement, mais ce profit permet à l'entreprise de restituer l'emprunt. On a donc le profit (épargne) qui permet l'investissement même s'il est postérieur à ce dernier (v. supra ch. 2). On voit donc qu'aussi dans ce cas, l'épargne macro-économique est identique à l'investissement macro-économique. On ne peut jamais avoir un écart entre épargne macro-économique et investissement macro-économique.

⁸¹ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 62.

⁸² Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 63.

⁸³ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 64.

Après avoir démontré d'une façon inéluctable l'identité entre épargne et investissement, Keynes tente une explication du chômage. Keynes part de l'idée que le marché du travail n'est pas un marché comme un autre. Pour les néoclassiques, le marché du travail est bien un marché où il y a une offre de travail et une demande de travail. Le prix d'équilibre entre les deux est le salaire. Les travailleurs offrent du travail aux entreprises et les entreprises demandent du travail aux travailleurs. Sur le marché du travail, on a un échange entre deux marchandises, le travail et la monnaie. Les travailleurs offrent du travail contre de la monnaie. Keynes n'a pas cette vision. Pour lui, ni le travail ni la monnaie ne sont des marchandises. Les salaires sont un revenu, c'est-à-dire le produit en monnaie. La monnaie est donc le produit. Un nombre lié dans une même réalité à un produit. Le travail n'est pas une marchandise non plus. Le travail c'est l'effort de l'homme, unique force qui permet la création d'une valeur. Pour Keynes il y a qu'un seul facteur de production: le travail. « I sympathise, therefore, with the pre-classical doctrine that everything is produced by labour, aided by what used to be called art and is now called technique, by natural resources which are free or cost a rent according to their scarcity or abundance, and by the results of past labour, embodied in assets, ... »⁸⁴. Le travail ne peut pas être réduit à une simple marchandise. Les travailleurs offrent une capacité de travail. Le travail crée un revenu. Le revenu ne peut pas préexister à la dépense du travail. Le revenu est donc mesuré par les salaires, puisqu'il résulte d'une dépense de travail. Keynes a profondément raison.

En plus l'offre de travail ne peut pas être déterminé sur le marché de travail. La demande est bien sûr décidée par les entreprises, qui savent, grâce à la demande-offre effective (efficace), quel volume d'emploi nécessite et doivent donc demander. Seulement les entreprises décident le niveau de l'emploi. L'offre de travail sur le marché du travail ne peut pas être effectué. Les travailleurs ne connaissent pas les salaires réels (part du produit qu'ils peuvent acheter en dépensant leurs salaires), ils ne peuvent le connaître. Le motif est simple. Les salaires réels sont déterminés par la division des salaires nominaux par les prix. Les prix dépendent du profit. Le profit peut être déterminé uniquement au moment de la dépense des salaires. Les travailleurs ne connaissent donc pas leurs salaires réels jusqu'au moment où ils dépensent leur revenus. On a la complémentarité entre salaires et profits et non l'addition. La courbe d'offre ne peut donc pas exister. Le chômage ne peut pas dépendre directement du comportement des travailleurs. C'est pour ça que Keynes veut expliquer le chômage involontaire (=non comportemental), c'est-à-dire le chômage qui ne dépend pas du comportement des agents. « Clearly we do not mean by 'involuntary' unemployment the mere existence of an unexhausted capacity to work. An eight-hour day does not constitute unemployment because it is not beyond human capacity to work ten hours. Not should we regard as 'involuntary' unemployment the withdrawal of their labour by a body of workers because they do not choose to work for less than a certain real reward. Furthermore, it will be convenient to exclude 'frictional' unemployment from our definition of 'involuntary' unemployment »⁸⁵.

Le niveau d'emploi dépend donc des anticipations que font les entreprises, c'est à dire des anticipations relatives au reflux. Le reflux anticipé par les entreprises est défini comme la demande attendue en consommation et investissement. La consommation et l'investissement peuvent aussi être considérés comme les débouchés des entreprises. « The 'proceeds' are made up of the sum of two quantities-the sum which will be spent on consumption when employment is at that given level, and the

⁸⁴ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 213.

⁸⁵ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 15.

sum which will be devoted to investment »⁸⁶. Les entreprises distribuent un flux (salaires) de façon à égaliser, selon leurs anticipations, le reflux et permettre d'avoir le maximum de profit possible (revenu des entrepreneurs). C'est bien la théorie de la demande (-offre) effective (efficace). Si les entreprises ont décidé de diminuer le flux (salaires nominaux) les travailleurs doivent accepter le fait, même s'ils sont contraires à cette réduction. Pour les entreprises les salaires sont la mesure du produit. « ... , it is indubitable that the sum of the nets increments of the wealth of individuals must be exactly equal to the aggregate net increment of the wealth of the community »⁸⁷. Selon Keynes les entreprises peuvent établir un flux qui fixe le niveau d'emploi à un niveau inférieur au plein emploi. Elles posent une demande effective (efficace) insuffisante pour garantir le plein emploi. On a une identité offre-demande globale insuffisante pour garantir le plein emploi. Le niveau d'emploi est donc fixé à un niveau trop bas.

Mais pourquoi ce niveau d'emploi est trop bas? Keynes ne nous l'explique pas. Il essaie de l'expliquer et il se contredit puisqu'il casse l'identité épargne-investissement qu'il avait très brillamment démontré. Selon lui, les entreprises anticipent des débouchés insuffisantes par l'état de deux variables: la propension marginale à consommer et l'efficacité marginale du capital. La première variable est donc relative à la consommation et la deuxième à l'investissement. Keynes nous dit que les anticipations réalisées ne respectent pas la réalité des faits et qu'on ne peut pas garantir l'emploi anticipé, sinon les entreprises font une perte. Les grandeurs anticipées ne sont pas réalisées, faute de la propension marginale à consommer et de l'efficacité marginale du capital, qui ne permettent pas d'anticiper correctement le reflux (soit les débouchés). On analyse donc le problème des deux côtés.

La propension marginale à consommer.

La propension marginale à consommer est définie par la mesure du revenu consommé par une unité supplémentaire de revenu distribué. « We will therefore define what we shall call the propensity to consume as the functional relationship between a given level of income in terms of wages-units, and the expenditure on consumption out of that level of income »⁸⁸. On sait que la propension marginale à consommer est complémentaire à la propension marginale à investir. Keynes nous explique que la propension marginale à consommer diminue avec l'accroissement du revenu. « ..., the aggregate income measured in terms of wage-units is, as a rule, the principal variable upon which the consumption-constituent of the aggregate demand function will depend »⁸⁹. Keynes définit ce phénomène comme une loi psychologique fondamentale, à laquelle nous pouvons faire toute confiance en raison de la nature humaine et l'expérience. « ... propensity to consume is a fairly stable function The fundamental psychological law, upon which we are entitled to depend with great confidence both a priori from the knowledge of human nature and from the detailed facts of experience, ... »⁹⁰. Par conséquent, si l'emploi et donc le revenu croissent (dans les anticipations), le revenu additionnel ne sera pas tout entier requis pour satisfaire les besoins de la consommation. L'emploi ne peut donc progresser qu'au rythme d'accroissement de l'investissement.

Pour une meilleure compréhension, nous pouvons illustrer cela par un exemple.

⁸⁶ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 89 et p. 90.

⁸⁷ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 21.

⁸⁸ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 90.

⁸⁹ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 96.

⁹⁰ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 96.

On suppose que les entreprises anticipent une consommation de 100 unités de monnaie (UM). Elles établissent donc un volume d'emploi pour la production des biens de consommation de 100 UM (flux pour la consommation). Mais le volume d'emploi que la consommation réalisée requiert est seulement de 80 UM. Cela est dû au fait qu'en accroissant le revenu, la propension marginale diminue. On voit bien que les entreprises sont contraintes à ajuster dans les périodes successives (à établir un volume d'emploi, donc aussi un flux, moindre). L'unique possibilité pour ne pas ajuster le volume d'emploi est de trouver une situation exactement opposée du côté de l'investissement. Situation qui permette de compenser les 20 UM et donc de garantir l'emploi anticipé (et réalisé) par les entreprises. Seulement dans cette condition le nouveau niveau d'emploi fondé sur l'anticipation du reflux pourra être maintenu. Si ces conditions ne sont pas respectées, les entreprises font une perte nette et donc elles sont contraintes à ajuster. « When employment increases, aggregate real income is increased. The psychology of the community is such that when the aggregate real income is increased aggregate consumption is increased, but not by so much as income. Hence employers would make a loss if the whole of increased employment were to be devoted to satisfying the increased demand for immediate consumption. Thus, to justify any given amount of employment there must be an amount of current investment sufficient to absorb the excess of total output over what the community chooses to consume when employment is at the given level. For unless there is this amount of investment, the receipts of entrepreneurs will be less than is required to induce them to offer the given amount of employment. It follows, therefore, that, given what we shall call community's propensity to consume, the equilibrium level of employment, i.e. the level at which there is no inducement to employers as a whole either to expand or contract employment, will depend on the amount of current investment »⁹¹.

L'efficacité marginale du capital.

Keynes nous explique que lorsqu'on achète un capital, on achète le droit à une série de revenus escomptés pendant la durée de ce capital de la vente de sa production, déduction faite des dépenses courantes nécessaires à obtenir ladite production. Ce droit peut être défini comme le rendement escompté de l'investissement. Le capital a un coût de production. En effet chaque unité supplémentaire de capital a bien un coût de production. La relation entre le rendement escompté du capital et le coût de production d'une unité supplémentaire de ce capital, nous donne l'efficacité marginale de ce capital. « When a man buys an investment or capital-asset, he purchases the right to the series of prospective returns, which he expects to obtain from selling its output, after deducting the running expenses of obtaining that output, during the life of the asset. This series of annuities Q_1, Q_2, \dots, Q_n it is convenient to call the prospective yield of the investment. Over against the prospective yield of the investment we have the supply price of the capital-asset, meaning by this, not ..., but the price which would just induce a manufacturer newly to produce an additional unit of such asset, i.e. what is sometimes called its replacement cost. The relation between the prospective yield of one more unit of that type of capital and the cost of producing that unit, furnishes us with the marginal efficiency of capital of that type »⁹².

Keynes définit l'efficacité marginale d'un capital le taux d'escompte qui, appliqué à la série d'annuités constituée par les rendements escomptés de ce capital pendant son existence entière, rend la valeur

⁹¹ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 27.

⁹² Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 135.

actuelle des annuités égale au prix d'offre de ce capital. « More precisely, I define the marginal efficiency of capital as being equal to the rate of discount which would make the present value of the series of annuities given by returns expected from the capital-asset during its life just equal to its supply price »⁹³.

L'efficacité marginale du capital diminue avec l'accroissement de l'investissement. On distingue deux raisons essentielles:

- Le rendement escompté d'un capital diminue lorsque sa quantité augmente;
- la compétition autour des ressources servant à le produire fait monter son prix d'offre.

Une fois que l'efficacité marginale est calculée, les entreprises la confrontent au taux d'intérêt du marché. Si elle est inférieure à celui-ci, les entreprises ne réalisent pas d'investissement. Les moyens pour effectuer l'investissement sont alors placés sur le marché financier. « We can then aggregate these schedules for all the different types of capital, so as to provide a schedule relating the rate of aggregate investment to the corresponding marginal efficiency of capital in general which that rate of investment will establish »⁹⁴. L'incitation à investir dépend de l'efficacité marginale du capital et du taux d'intérêt du marché. L'investissement résulte donc du taux d'intérêt du marché et de l'efficacité marginale du capital.

On constate qu'à cause de la propension marginale à consommer et de l'efficacité marginale du capital, le montant de la nouvelle consommation et le montant du nouvel investissement, sont donnés en même temps. Il n'y a donc qu'un seul volume de l'emploi compatible avec l'équilibre. La somme du montant de l'investissement donné et de la consommation donnée doit être la même que le reflux anticipé par les entreprises. Reflux anticipé par les entreprises qui se traduit en reflux réalisé seulement si certaines conditions particulières sont réalisées. Le reflux réalisé (consommation nouvelle+investissement nouveau) doit assumer le même montant que le reflux anticipé (consommation et investissement anticipés) (ou flux réalisé) pour faire que le volume d'emploi réalisé soit maintenu. Seulement dans le cas où l'investissement réussirait à compenser l'insuffisance de la consommation réalisée par rapport à celle anticipée (à cause de la propension marginale à consommer) le volume d'emploi réalisé serait maintenu. Autrement les entreprises ajustent leurs anticipations (en diminuant le volume d'emploi et donc le flux) en causant le chômage (ou encore plus de chômage). On voit bien que le plein emploi peut être réalisé seulement dans des conditions assez particulières. Le flux des entreprises qui garanti le plein emploi doit être identique au reflux réalisé. Autrement l'emploi ne peut pas être maintenu au niveau qu'on a anticipé (et réalisé). Le chômage involontaire est donc présent. L'identité du flux-reflux se réalise si l'investissement permet de compenser la moindre réalisation de la consommation à cause de la propension marginale à dépenser. « The effective demand associated with full employment is a special case, only realise when the propensity to consume and the inducement to invest stand in a particular relationship to one another. This particular relationship, which corresponds to the assumptions of the classical theory, is in a sense an optimum relationship. But it can only exist when, by accident or design, current investment provides an amount of demand just equal to the excess of the aggregate supply price of the output resulting from the full employment over what the community will choose to spend on consumption when is fuelled employed »⁹⁵.

⁹³ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 135.

⁹⁴ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 136.

⁹⁵ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 28.

Le volume d'emploi dépend donc de la propension à consommer, loi psychologique par excellence et de l'incitation à investir (c'est-à-dire du volume de l'investissement). L'incitation à investir dépend du taux d'intérêt et du rendement marginal du capital. Une variation dans ces variables a une influence sur l'emploi, à moins qu'une variation d'une variable ne compense pas la variation d'une autre. Une baisse du taux d'intérêt, par exemple, accroît l'incitation à investir, toutes choses égales par ailleurs, et donc l'emploi.

On voit que pour Keynes les salaires n'ont aucune influence sur l'emploi. Les salaires ne déterminent pas l'emploi. C'est le niveau d'emploi décidé par les firmes qui déterminent les salaires distribués dans la production.

4.3 Critique de la théorie du chômage de Keynes

La théorie du chômage de Keynes a influencé toute notre société. Encore aujourd'hui elle est très considérée. Keynes a clairement démontré que l'insuffisance de l'investissement cause le chômage. Il avait donc permis l'intervention de l'Etat pour apporter le volume d'investissement nécessaire pour permettre de réabsorber le chômage. Aujourd'hui, les économistes aiment bien que l'Etat fasse encore un effort pour accroître les investissements publics. Mais dans la plus part des nations, l'Etat n'arrive plus à jouer ce rôle. Cela pour la simple raison qu'il s'est trop endetté. L'endettement diminue la marge de manoeuvre des Gouvernements. Une autre proposition que l'on entend souvent, c'est de diminuer le taux d'intérêt pour relancer les investissements privés. Dans les conditions de l'économie moderne, il semble que même une forte réduction des taux n'arrive pas à résoudre le problème du chômage. On tourne autour des problèmes sans les résoudre. Seulement la théorie des émissions nous donnera la vraie solution au chômage.

Keynes nous explique que l'emploi est déterminé par la valeur de la propension marginale à consommer et l'incitation à investir. On va critiquer d'abord les deux variables. Mais la critique majeure sera apportée au sujet du mécanisme même de la détermination du volume d'emploi. La théorie de la demande effective est profondément juste, mais « l'utilisation » qu'en fait Keynes est erronée.

4.3.1 La critique de la propension marginale à consommer

Keynes considère la propension marginale à consommer comme une fonction stable fondée sur une loi psychologique fondamentale qui dépend quasi exclusivement du Revenu. D'autres facteurs entrent en jeu. Keynes nous en donne quelques-uns (changement dans les facteurs subjectifs: variation de l'unité de salaire, variation entre revenu et revenu net, variations imprévisibles des valeurs en capital n'entrant pas dans le calcul du revenu net, les variations du taux auquel on escompte le temps, variations de la politique fiscale, changements dans les prévisions concernant le rapport entre les revenus futurs et les revenus présents et changement dans les facteurs subjectifs: motif de réserve, motif de sécurité, motif d'entreprise, motif de liquidité, motif d'amélioration, motif de prudence financière, ...), mais il affirme que ces facteurs n'ont qu'une influence secondaire. Keynes ne considère pas le fait que la propension à consommer dépend aussi des facteurs autres que le revenu et à ceux qu'il énumère.

On peut penser par exemple⁹⁶ à l'âge de la population (les jeunes consomment plus que les âgées) et à la répartition des revenus. En outre, si la loi est psychologique elle ne peut pas être scientifique. Elle est assez stable mais pas totalement stable. Une variation de revenu peut entraîner une variation dans la répartition des revenus et donc rendre la propension à consommer instable.

4.3.2 La critique de l'incitation à investir

Keynes propose une théorie générale de l'intérêt. Il pense trouver l'essence de l'intérêt. Il est bien convaincu que l'intérêt est distinct de l'efficacité marginale du capital. Cette distinction permet de déterminer si une entreprise doit effectuer un investissement ou pas. Keynes n'a pas une claire théorie du taux d'intérêt et surtout il n'arrive pas à distinguer le taux d'intérêt de l'efficacité marginale du capital. Les raisonnements que Keynes fait, dans sa *Théorie Générale*, nous permettent de définir le taux d'intérêt comme l'efficacité marginale du capital (v. infra). Par conséquent, on n'arrive plus à déterminer l'investissement des entreprises. Cela bien que Keynes nous dit que le taux d'intérêt ne doit pas être mêlé avec l'efficacité marginale du capital puisque le taux d'intérêt est déterminé par des autres sources. « I would, however, ask the reader to note at once that neither the knowledge of an asset's prospective yield nor the knowledge of the marginal efficiency of the asset enables us to deduce either the rate of interest or the present value of the asset. We must ascertain the rate of interest from some other source, and only then can we value the asset by 'capitalising' its prospective yield »⁹⁷. « ..., yet the marginal efficiency of capital is, in itself, a different thing from the ruling rate of interest »⁹⁸.

Pour Keynes, le taux d'intérêt est la récompense pour le renoncement à la liquidité durant une période déterminée. L'individu choisit entre épargne et consommation. Une fois qu'il renonce à consommer une partie de son revenu, il doit aussi décider sous quelle forme il veut conserver son droit à une consommation future (épargne). Il doit choisir entre un droit immédiat (liquide (épargne liquide)) et renonce à ce droit immédiat pour un droit futur relatif à une période spécifiée ou indéfinie (épargne). Keynes part de l'idée que l'épargne liquide (épargne sous forme de monnaie liquide) n'est pas rémunérée du tout. Seul la vraie épargne est rémunérée. Mais il est bien clair que l'épargne liquide apporte plusieurs avantages, il permet d'avoir un montant aisément disponible à utiliser en cas de besoin (mobiles de transaction). Comment arbitrer entre les deux? La réponse est bien trouvée dans la fameuse préférence pour la liquidité:

- si la récompense pour renoncer à l'utilité, c'est-à-dire l'intérêt, est assez grande par rapport aux avantages de la liquidité, alors il va préférer l'épargne;
- si, au contraire, la récompense pour renoncer à l'utilité n'est pas assez grande par rapport aux avantages de la liquidité alors, il va préférer l'épargne liquide.

Dès que l'on parle de préférence pour la liquidité, on peut facilement déduire que le taux d'intérêt dépend aussi de la quantité de monnaie à disposition. « The rate of interest is not the 'price' which brings into equilibrium the demand for resources to invest with the readiness to abstain from present consumption. It is the 'price' which equilibrates the desire to hold wealth in the form of cash with the

⁹⁶ Notes du cours de politique économique de J.-J. Friboulet à l'UNI de Fribourg, semestre d'hiver 1993-1994.

⁹⁷ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 137.

⁹⁸ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 165.

available quantity of cash;-which implies that if the rate of interest were lower, i.e. if the reward for parting with cash were diminished, the aggregate amount of cash which the public would wish to hold would exceed the available supply, and that if the rate of interest were raised, there would be a surplus of cash which no one would be willing to hold. If this explanation is correct, the quantity of money is the other factor, which, in conjunction with liquidity-preference, determines the actual rate of interest in given circumstances »⁹⁹. La quantité de monnaie offerte, selon Keynes, est une variable « exogène »; en effet, elle n'est pas déterminée par le public. « ...; and the quantity of money is not determined by the public »¹⁰⁰. Keynes nous explique les relations causales entre la quantité de monnaie offerte par les banques, la préférence pour la liquidité et le taux d'intérêt. L'intérêt équilibre le désir de détenir la richesse sous forme de monnaie et la quantité de monnaie disponible. Il résulte donc clairement que si la quantité de monnaie augmente le taux d'intérêt fléchit et vice versa. Par conséquent, on peut augmenter la quantité de monnaie pour faire baisser le taux d'intérêt et donc augmenter les investissements. Mais cette opération de « politique monétaire » nous donnera des résultats positifs seulement si l'efficacité marginale du capital est inférieure au taux d'intérêt (v. supra).

Peut-on conclure que Keynes arrive à introduire logiquement la monnaie dans les relations économiques? C'est évidemment ce qu'il croit. « We have now introduced money into our causal nexus for the first time, and we are able to catch a first glimpse of the way in which changes in the quantity of money work their way into the economic system »¹⁰¹. Mais le grand Keynes trahit, avec la théorie générale de l'intérêt, la logique que lui-même a fondée. Keynes nous a expliqué l'intégration du produit dans la monnaie. Il nous a expliqué que les entreprises, outre à produire les biens, elles produisent aussi les revenus. Le revenu étant le produit en monnaie. Or grâce à la théorie des émissions, on sait bien que le revenu à une vie instantanée, il n'existe pas dans le temps continu. Dès qu'il est formé, il est épargné. La conversion est automatique. La monnaie nominale qui permet de dénombrer le produit dans la production est aussi détruite. Seulement l'épargne, c'est-à-dire le capital-temps dans ses deux aspects (financier et réel), peut suivre le temps chronologique. Par conséquent, le taux d'intérêt ne peut qu'être la rémunération de l'épargne. Toute épargne est rémunérée, soit qu'elle existe comme dépôt à vue, soit qu'elle existe comme dépôt d'épargne. L'épargne est donc un revenu sauvé à la consommation, c'est un capital. La forme de l'épargne n'a pas d'importance; en effet, toute épargne est financière (titres aux stocks des entreprises détenus par les épargnants) et réelle dans les stocks des entreprises.

Il est important de comprendre que la présence du capital justifie l'apport de l'intérêt par la production. Dans la production du capital fixe, les travailleurs perdent définitivement la propriété sur l'épargne que les entreprises leur ont captée dans la formation du profit (v. infra ch. 1.3). Cette perte de propriété justifie l'apport, en chaque période, d'un intérêt positif. L'intérêt doit compenser la perte de l'épargne subie par les travailleurs. Le capital fixe « se révèle » dans tous les périodes sous forme de l'intérêt. L'intérêt ne s'ajoute pas au capital fixe. L'intérêt est le capital fixe, qui dans toute période, « se restitue » aux titulaires de revenus. Au lieu de le restituer d'un seul coup à l'échéance (qui est fixé à jamais) on le restitue dans des tranches en chaque période. On sait que le capital fixe est un revenu qui est définitivement « transposé » du temps quantique au temps continu. Or ce revenu se « transpose » dans le temps quantique à toute période de production. L'intérêt est donc la « transposition » du revenu du temps continu au temps quantique en chaque période. Cette transpo-

⁹⁹ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 168.

¹⁰⁰ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 174.

¹⁰¹ Keynes J.-M., *The Collected Writings of J.-M. Keynes*, Vol. VII, op. cit., p. 173.

sition est nécessaire pour compenser la perte définitive des titulaires de revenus dans la formation du capital fixe. La nécessité du taux d'intérêt est donc établie. Il faut encore dissiper un doute important. En effet, on semble parvenu à une contradiction: d'un côté on sait que tous les titulaires de revenus sont récompensés par un intérêt (du fait que de sa naissance le revenu est converti en épargne, les titulaires de revenus se retrouvent donc avec une créance envers les banques) et de l'autre, on sait que l'intérêt est une compensation à la perte définitive du revenu dans la production du capital fixe. Doit-on en conclure que toute épargne est une perte définitive de revenu? La réponse est sûrement négative. L'intérêt trouve sa justification dans la perte de revenu des titulaires de revenu dans la production du capital fixe, mais il est « distribué » à tous les épargnants. Dans le paiement des facteurs de production, le revenu est d'emblée transformé en épargne, les travailleurs ont une créance envers les banques et les banques ont une créance envers les entreprises. Par conséquent, les entreprises doivent un intérêt aux banques et les banques, à leur tour, doivent un intérêt aux travailleurs. La différence entre les deux taux étant la rémunération des banques. L'intérêt est donc un revenu non salarial qu'on obtient dans la production. Mais comment se détermine le montant du taux d'intérêt? La détermination du taux d'intérêt est subjective. Emprunteur et prêteur doivent se mettre d'accord sur le taux d'intérêt et sur le modalité des paiements. L'intérêt est donc objectivement expliqué, mais il doit être subjectivement mesuré.

A la lumière de la théorie des émissions, la théorie du taux d'intérêt de Keynes perd toute sa validité. Le processus de production devrait, selon Keynes, apporter d'une part le rendement courant du capital et de l'autre un intérêt qui permette de compenser la préférence pour la liquidité. Mais on a vu que l'intérêt est le capital fixe qui « se révèle » en chaque période de production. Quelle est donc la différence entre intérêt courant et le rendement courant du capital? Elle ne peut pas subsister. Par conséquent l'intérêt est le rendement du capital: peut-on déterminer le rendement du capital par la préférence pour la liquidité? Sûrement pas.

On constate donc que tout le fondement sur laquelle est basé l'incitation à investir est miné. Par conséquent on n'arrive pas à déterminer le volume d'investissement qui serait nécessaire pour soutenir une augmentation du volume d'emploi.

4.3.3 La critique du mécanisme de détermination de l'emploi

La grande découverte de la théorie de la demande effective (efficace) n'a pas obtenu le respect de son inventeur. La théorie de la demande (-offre) effective (efficace) permet de résoudre le problème relatif à la quantité des salaires que chaque entreprise à l'intérêt à distribuer. Mais l'utilisation que Keynes en fait pour expliquer le chômage est inadaptée.

Keynes nous explique que les entreprises anticipent le reflux (débouchés) et établissent le flux. Flux qui pourrait être garanti seulement si la réalité (le réalisé) correspond avec l'anticipé. Si la réalité ne correspond pas avec l'anticipation, l'ensemble des entreprises auront une perte nette. L'erreur est évidente. On peut infirmer la théorie de Keynes par deux voies différentes:

- Keynes nous dit qu'une fois que le reflux est anticipé un même flux est réalisé. Ex-post on peut constater si le flux correspond au reflux réalisé ou pas. S'ils ne sont pas égaux (le reflux est différent du flux), les entreprises interviennent et modifient le volume d'emploi. Mais alors on a bien une diffé-

rence entre flux réalisé (et anticipé) et reflux. Cette différence cause une perte nette pour l'ensemble des entreprises. « For if entrepreneurs offer employment on a scale which, if they could sell their output at the expected price, would provides the public with incomes out of which they would save more than the amount of current investment, entrepreneur are bond to make a loss equal to the difference; and this will be the case absolutely irrespective of the level of money-wages »¹⁰². Mais on a très bien vu (v. supra ch. 1.3 et ch. 4.1), qu'il est impossible que l'ensemble des entreprises réalisent une perte nette; si une entreprise est en perte, cela signifie qu'il y en a une autre (ou des autres) qui fait un profit. L'ensemble des entreprises ne peut pas faire de profits négatifs. Les profits peuvent seulement être nuls ou positifs pour l'ensemble de entreprises. On ne peut pas appliquer le raisonnement qu'on fait pour une seule entreprise au niveau de toutes les entreprises. Keynes le fait en contredisant ce que lui même avait posé comme base de tout paradigme économique. On doit distinguer clairement la macro-économie de la micro-économie. Le raisonnement de la macro-économie ne s'applique pas à la micro-économie. La théorie des types logiques introduite par B. Russell¹⁰³ et adopté par Keynes l'impose clairement. L'ensemble a une dimension propre et il ne peut pas être réduit à la somme des éléments qui le compose. Keynes a aussi admis que l'épargne est différente de l'investissement. En effet, l'épargne ne peut pas être égale à l'investissement quand le flux réalisé ne correspond pas au reflux. La différence entre l'épargne et l'investissement correspond à la perte nette des entreprises. Même si on considère la perte nette des entreprises comme une épargne, le raisonnement n'est pas sauvé et cela pour la simple raison que la perte nette ne peut pas exister. On voit bien que l'identité entre épargne et investissement n'est pas réalisée pour la globalité des entreprises. Aussi l'identité entre offre réalisée et demande réalisée (flux-reflux) n'est pas réalisé dans le raisonnement de Keynes. Cela malgré la claire démonstration de l'identité épargne-investissement et demande-offre qu'il a posé aux chapitres 5 et 6. On arrive donc à une claire indétermination de l'explication du sous-emploi.

- Pour Keynes le reflux anticipé peut diverger du reflux réalisé, mais désormais on sait qu'une fois que le flux est réalisé, le reflux devra être identique pour l'ensemble des entreprises. On est dans la pure logique. Une fois que l'offre est réalisée, elle doit nécessairement être égale à la demande. La théorie des émissions nous l'explique. Du moment de sa création, le revenu est instantanément tout épargné, il est transformé en capital. Ensuite, il est décapitalisé et il est dépensé (consommé ou investi). Il n'y a pas d'autres solutions. On a bien la complémentarité entre investissement et consommation. Si les travailleurs consomment plus, il est bien clair que les entreprises investissent moins. Le contraire est aussi vraie. Le revenu, une fois distribué, est « fixe ». La somme de l'investissement et de la consommation doit correspondre au revenu. Les prévisions des entreprises, qu'elles soient correctes ou non, n'influencent en aucun cas le niveau de l'emploi. Si la consommation réalisée ne correspond pas à celle anticipée par les entreprises, rien ne change. Si la consommation réalisée est moindre que la consommation anticipée, l'épargne qui résulte est supérieure à celle prévue, les entreprises empruntent la différence entre les deux consommations en augmentant, pour le même montant, l'investissement. Par contre si l'écart est renversé, les entreprises empruntent moins et donc investissent moins. Une fois que le revenu est formé, il est aussi bien dépense. Au moment où il est dépensé, l'opération de dépense revient rétroactivement à la source, c'est-à-dire à l'opération de production (voir supra). L'investissement sera toujours identique à l'épargne et la demande réalisée à l'offre réalisée (flux=reflux). Par conséquent, la réalité ne peut pas être différente que le reflux anticipé,

¹⁰² Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 263.

¹⁰³ Friboulet J.-J., Polycopié d'histoire des doctrines, UNI Fribourg, 1991-1992.

c'est-à-dire le flux réalisé. Une fois que le flux est réalisé il est réalité et il sera identique au reflux réalisé (aussi réalité).

Il y a encore un autre doute à dissiper. On sait que la distinction entre les différents biens économiques (biens salaires, biens d'amortissement, biens d'investissement, ...) est due au mode de financement de ces biens et pas à leur caractéristique physique. Mais on peut évidemment objecter que les biens qui sont utilisés comme capital (biens d'investissement) sont physiquement différents des biens de consommations. Les machines et les équipements se distinguent clairement par rapport aux alimentaires ou aux chaussures. On peut donc bien s'imaginer que les entreprises anticipent et réalisent une production des biens d'investissement trop élevée ou trop faible par rapport aux choix des consommateurs. Les consommateurs consomment moins que ce qu'ils aimeraient. Les biens d'investissements ne peuvent donc être écoulés dans la période, ils sont donc logiquement stockés pour être vendus dans une autre période au détriment des biens de consommation. L'écart inverse est aussi imaginable, le raisonnement inverse est donc applicable. On voit donc que les erreurs d'anticipation des entreprises sont automatiquement réparées dans une période successive.¹⁰⁴ La théorie de Keynes qui veut nous expliquer le chômage par un écart entre anticipations et réalité perd tout son sens. Elle entre en contradiction avec la logique.

Pour passer à l'analyse du chômage dans la théorie des émissions il est très important de se rappeler le point de départ de l'analyse du chômage dans Keynes (v. supra ch. 4.4.2). On a constaté que Keynes n'a pas une explication objective dans la *Théorie Générale*. Il essaie une explication « psychologique » du chômage. Les entreprises anticipent un reflux insuffisant pour garantir le plein emploi. Par conséquent, le flux distribué est insuffisant pour garantir le plein emploi. L'impasse est évidente: Keynes dit que les entreprises anticipent un flux selon l'état de la propension à consommer et de l'incitation à investir. Or, selon Keynes, le reflux réalisé ne correspond pas au reflux anticipé et donc au flux réalisé. Par conséquent, les entreprises ne peuvent plus maintenir le même flux d'avant. Des facteurs de production seront mis au chômage. Mais on a vu que la logique nous pousse à constater que l'identité flux-reflux. Par conséquent, l'argument de Keynes tombe. Une autre question se pose: est-ce-que les entreprises peuvent anticiper un reflux inférieur au plein emploi et donc réaliser un flux qui soit inférieur au plein emploi en maintenant ainsi l'identité entre reflux anticipé (=flux réalisé) et reflux réalisé? Dans cette façon on dépasserait l'impasse de Keynes tout en maintenant l'explication « psychologique » du chômage. Or, il faut admettre que les entreprises peuvent influencer le niveau de production par les anticipations. Mais dans quelle mesure? Et pourquoi les entreprises anticipent la crise en diminuant le flux? Ce n'est pas une cause objective qui pousse les entreprises à couper la production? On a la conviction que si les entreprises décident de diminuer la demande (-offre) effective (efficace), c'est parce qu'elles doivent le faire. Cela signifie qu'il y a une cause objective préalable qui pousse les entreprises à diminuer le flux. Si on suit la thèse du chômage « psychologique » on peut en déduire qu'il suffit que les entreprises réalisent un flux qui correspond au plein emploi pour résoudre le problème. Il n'y aurait jamais de chômage. Il suffirait « de faire comprendre » aux entreprises qu'elles doivent distribuer un flux suffisant pour garantir le plein emploi. Ce pour ce mobile que l'explication « psychologique » du chômage ne tient pas. Un autre doute vient à l'esprit: est-ce-que les entreprises ne peuvent pas aggraver la crise une fois que celle-ci est déclenchée par une cause objective? L'argument est de plus en plus subtile. La réponse n'est pas facile. On peut imaginer qu'à partir d'une cause objective les entreprises coupent plus que cette

¹⁰⁴ Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit., p. 298.

cause les obligerait à faire. Cela est dû aux anticipations « noires ». Il est sûr que les entreprises peuvent le faire. Mais dans quelle mesure on influence le niveau d'emploi? On a la certitude que l'influence est minimale. L'importance fondamentale doit être donnée à la cause objective qui pousse les entreprises à distribuer un flux inférieur au flux nécessaire pour obtenir le plein emploi. La théorie des émissions nous permettra de déterminer cette cause.

4.4 Le chômage selon la théorie des émissions

La solution unique au chômage est apportée par la théorie des émissions. Le raisonnement part de l'accumulation du capital et la suraccumulation du capital. Comme accumulation du capital on entend l'investissement des profits des entreprises dans la production du capital fixe. Comme suraccumulation on entend la production duale dans la production des biens d'amortissement. On sait que la production des biens d'amortissement cause une formation des profits monétaires à l'entreprise pour un même montant. Ces profits monétaires sont généralement transformés en profits réels dans la production de nouveaux biens d'investissements, c'est-à-dire du capital fixe. Le capital exige qu'il soit rémunéré. Quelle est la production qui permette la rémunération du capital? Le capital est rémunéré par les profits-dividendes (revenus non salariaux). Or on sait qu'on produit les biens salaires et les biens non salariaux. On peut en déduire que si le capital s'accumule et se suraccumule on arrivera à un certain seuil pour lequel sa rémunération ne pourra plus être garantie.

C'est clair que les émissions vides, en favorisant la croissance du capital instrumental, ont beaucoup favorisé le développement de notre société. En effet, comme on l'a bien vu, le capital permet l'accroissement de la productivité physique du travail, et par conséquent l'accroissement de la valeur d'usage dans notre société. Mais aujourd'hui, les émissions vides sont devenues malignes, la suraccumulation permet la formation d'un chômage de plus en plus grand. Notre société est donc de plus en plus soumise à l'emprise du capital.

L'accroissement continu par l'accumulation et la suraccumulation demande une rémunération de plus en plus élevée. Aussi les biens d'amortissement devraient être produits dans une quantité plus élevée. Le problème consiste dans le fait qu'on a un butoir qu'on ne peut pas passer. On sait que les revenus non salariaux sont formés grâce à la captation des profits dans la dépense des salaires. Par conséquent, on sait aussi que la production des biens non salariaux ne peut pas dépasser la production des biens salaires (v. supra ch. 1.4 et ch. 2.2). La suraccumulation peut exiger une rémunération du capital qui fait dépasser le butoir maximal. « Le noyau produit les revenus salariaux et les revenus non salariaux, les profits-dividendes. Or, la part des dividendes atteint sa limite quand elle s'étend en toute période à la moitié du produit du noyau. Effectivement, si les travailleurs produisent uniquement des biens salaires les jours pairs, ils se donnent le 'fonds de salaires' leur permettant juste de produire les biens dividendes les jours impairs. Dès que les dividendes s'étendent tous les jours à la moitié des produits du noyau, il est donc impossible de les augmenter, quels que soient les besoins de rémunération afférents à la suraccumulation continuée du capital »¹⁰⁵. La conséquence est claire: le capital ne trouve pas la rémunération nécessaire pour faire que sa production puisse continuer dans sa totalité, les entreprises sont donc contraintes à couper partie de la production des biens d'investissement

¹⁰⁵ Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit., p. 236.

dans la suraccumulation. En d'autres termes le profit formé dans la production des biens d'amortissement (profits inflationnistes) n'est plus totalement dépensé dans la production des biens d'investissements. Une partie de la production des biens d'investissement dans la production duale (suraccumulation) est donc coupée. Il est clairement démontré que pour que le circuit soit fermé, comme la logique l'impose (v. supra ch. 2.2), le profit qui n'est plus investi dans la production des biens d'investissement doit être dépensé. Les entreprises se trouvent face à quatre alternatives:

- Elles prêtent leur profit à l'ensemble des titulaires de revenus. Il est clair que le but des entreprises est de réaliser le maximum de gain dans leur activité, par conséquent, dès que l'intérêt est plus haut que le taux de profit, elles ont l'intérêt de prêter une partie des profits aux titulaires de revenus. Les entreprises offrent donc une partie de leur profit sur le marché financier. La production de biens d'investissement (suraccumulation) est diminuée sans aucune augmentation de la production de biens salaires; la contraction de l'emploi est donc nette. Les profits, dans les mains des emprunteurs changent de statu. Il est nécessaire qu'ils soient des titres aux biens d'amortissement. Echangés avec les biens d'amortissement (capital réel) le circuit se ferme (v. supra ch. 2.2). La diminution de l'emploi est donc nette. Le chômage est assuré. Une des pires conséquences c'est l'endettement croissant des titulaires des revenus dans chaque période combiné avec la perte des emplois.
- Elles dépensent le profit dans la production des biens salaires. Il semble que si les entreprises agissent de cette façon, l'emploi ne soit pas restreint. On a en effet des travailleurs qui sont employés dans la production des biens salaires au lieu d'être employés dans la production des biens d'investissement (suraccumulation). Il est évident que si les entreprises dépensent les profits dans la production des biens salaires elles le font pour réaliser un profit. Pour réaliser ce profit, elles doivent vendre ces biens. Les biens salaires sont donc vendus sur le marché des produits, tandis que les biens d'investissement sont directement ajoutés au capital fixe. Cette différence est essentielle du fait que les travailleurs n'ont plus la capacité d'acheter les biens salaires nouvellement produits et offerts sur le marché des produits. Les biens salaires ne peuvent en effet être achetés deux fois. Ils sont achetés une première fois sur le marché des services producteurs, par la dépense du profit des entreprises, dans cette opération les entreprises s'approprient des biens salaires produits. Les travailleurs qui produisent ces biens reçoivent des titres aux biens d'amortissement qui sont dépensés de façon à permettre la fermeture du circuit (v. supra ch. 2.2). Pour être écoulés sur le marché des produits, les biens salaires devraient être achetés une deuxième fois. Mais « L'économie nationale fournit une fois le pouvoir d'achat y" et non deux fois »¹⁰⁶. Par conséquent si la production des biens salaires produits par le profit dû à la production des biens d'amortissement ne trouve pas preneur sur le marché des produits, les entreprises n'arrivent pas à les vendre et par conséquent elles sont contraintes à couper la production de ces biens. La recherche du profit pousse donc les entreprises à produire les biens salaires. En les produisant elles s'aperçoivent que le but n'est pas atteint. Le même motif qui pousse les entreprises à produire ces biens, maintenant les oblige à arrêter la production.
- Elles dépensent leur profit dans la production des biens nécessaires à la « consommation de luxe »¹⁰⁷. Les entreprises peuvent produire des biens qui ne sont pas offerts sur le marché des produits. En effet, les biens produits dans la dépense des profits inflationnistes peuvent être « affectés à

¹⁰⁶ Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit., p. 238.

¹⁰⁷ Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit., p. 556.

la consommation définitive de personnes physiques désignées comme les bénéficiaires de ces libéralités »¹⁰⁸.

- Elles dépensent leur profit dans la production de biens échangeables entre elles.

Il est évident que les entreprises peuvent choisir plusieurs combinaisons des quatre possibilités, mais on constate que le chômage peut être évité seulement si les entreprises n'offrent pas sur le marché des produits les biens salaires. Pour cela, il suffit que les entreprises fassent des échanges entre elles ou dépensent les profits inflationnistes dans la consommation de luxe. Mais en procédant de cette façon, les entreprises n'arrivent pas à réaliser un profit, et on sait très bien que les entreprises agissent de manière à maximiser le profit. Par conséquent il y a de fortes chances que les biens soient offerts sur le marché des produits. Le chômage est donc inévitable.

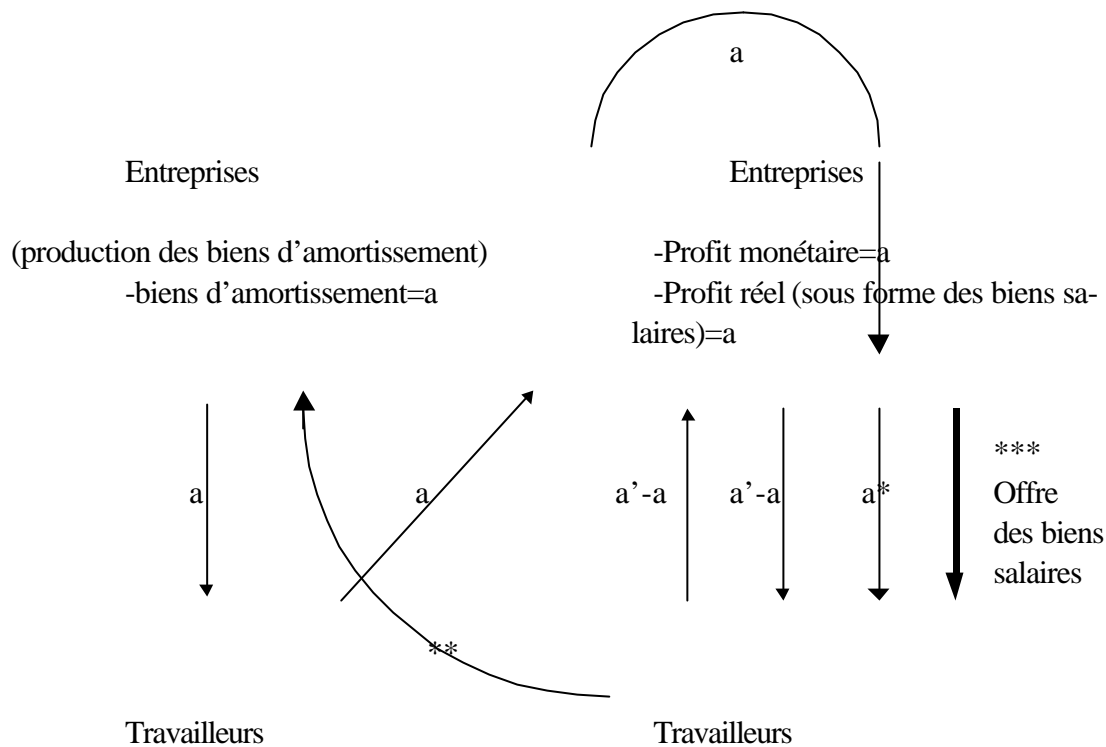
On constate donc que les émissions vides permettent d'avoir, pour les biens salaires, deux écarts contraires en même temps. En effet, on peut avoir:

- une demande nominale supérieure à l'offre réelle (cas d'inflation);
- une offre réelle supérieure à la demande nominale (chômage).

Les travailleurs qui produisent des biens salaires dans la production duale perçoivent des titres aux biens d'amortissement, ces titres permettent le financement de leur production. Si les entreprises offrent les biens salaires sur le marché des produits il n'y a donc aucun pouvoir d'achat disponible pour les écouler. Pour une meilleure compréhension, on propose le schéma suivant:

¹⁰⁸ Schmitt B., Inflation, Chômage et Malformation du Capital, op. cit., p. 556.

Schéma 12: production et vente des biens salires dans la production duale



Le schéma est repris du schéma 3 (v. supra ch. 2). On constate que les travailleurs qui produisent les biens d'amortissement reçoivent un revenu vide de tout produit (a) du fait que les biens d'amortissement sont appropriés par les entreprises. La dépense de ce revenu permet aux entreprises de réaliser un profit monétaire (a). Le profit monétaire est dépensé pour la production des biens salaires (a^*). Les entreprises s'approprient logiquement ces biens du fait qu'ils résultent d'une dépense des profits. Les entreprises veulent, en produisant les biens salaires, réaliser un profit. Par conséquent, elles offrent les biens salaires sur le marché des produits ($***$). Mais on voit bien qu'il n'y a plus de revenu disponible pour acheter ce biens. Les entreprises n'ont donc autre choix que de couper la production de ces biens.

5 Les solutions à l'inflation et au chômage

La solution soit à l'inflation, soit au chômage semble, en apparence, évidente. Il suffit d'éliminer les émissions vides malignes pour résoudre le problème. Mais comment éliminer ces émissions? La théorie des émissions nous donne une explication. Il faut éliminer la monnaie sans produit. Toute émission monétaire doit être pleine. Toute monnaie doit être émise avec un produit qu'elle conserve jusqu'à sa dépense définitive. La solution doit donc être recherchée au moment des émissions. Elle doit être cherchée dans la comptabilité des banques. Une nouvelle réglementation de la comptabilité des banques nous permettra de résoudre les maladies de notre société.

5.1 La solution à l'inflation et au chômage selon Keynes

Les solutions de Keynes aux problèmes de notre économie varient selon que l'on considère le *Traité* ou la *Théorie Générale*. On analysera les deux ouvrages d'une façon indépendante:

5.1.1 Les solutions proposées par le *Traité*

Dans le *Traité* Keynes nous explique qu'au moment où on a l'équilibre de l'économie le problème de l'inflation est éliminé. Il suffit donc que les profits des entreprises soient nuls. « Now equilibrium requires that Q_1 , Q_2 and Q should all be zero. For if either Q_1 or Q_2 is not zero one class of entrepreneurs have an incentive to expand their output; and if the total profits Q are not zero, the entrepreneurs will tend, so far as they can, to alter the total volume of employment ... »¹⁰⁹.

On sait que la liberté des décisions des entrepreneurs et des ménages peut causer la différence entre l'investissement et l'épargne. Maintenant il s'agit d'analyser s'il y a la possibilité d'influencer les décisions des entreprises et des ménages de façon à porter l'économie dans l'absence de l'inflation. Keynes nous dit que le facteur principal capable d'influencer les décisions est le taux d'intérêt. « It is now evident in what manner changes in the bank rate, or-more strictly-changes in the rate of interest, are capable of influencing the purchasing power of money »¹¹⁰. Le taux d'intérêt représente le coût que les producteurs des biens d'investissements doivent supporter pour financer la production de ces derniers. En effet, la décision d'investissement dépend soit du rendement anticipé de l'investissement et du taux d'intérêt nécessaire pour se procurer des fonds. « The attractiveness of investment depends on the prospective income which the entrepreneur anticipates from current investment relatively to the rate of interest which he has to pay in order to be able to finance its production; ... »¹¹¹. Il est donc clair que si le taux d'intérêt hausse, les investissements diminuent et que si le taux d'intérêt baisse, les investissements diminuent. L'effet sur l'épargne est opposé. Avec un taux d'intérêt plus

¹⁰⁹ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. V, op. cit., p. 136.

¹¹⁰ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. V, op. cit., p. 138.

¹¹¹ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. V, op. cit., p. 138 et p. 139.

haut, les ménages vont choisir d'épargner plus pour la simple raison que la rémunération de l'épargne est majeure, tandis que si le taux d'intérêt est plus bas, ils vont préférer la consommation à l'épargne. « That is to say, the higher (e.g.) the rate of interest, the lower, other things being equal, will be the value of capital goods. Therefore, if the rate of interest rises, P' will tend to fall, which will lower the rate of profit on the production of capital goods, which will be deterrent to new investment. Thus a high rate of interest will tend to diminish both P' and C, which stand respectively for the price level and the volume of output of capital goods. The rate of saving, on the other hand, is stimulated by a high rate of interest and discouraged by a low rate »¹¹². La conséquence d'une augmentation du taux d'intérêt est donc claire: l'épargne se retrouve stimulée et l'investissement se retrouve réduit. Par conséquent, un écart positif entre épargne et investissement est produit, cet écart provoque la baisse des prix des biens de consommation et par conséquent, il provoque aussi la formation des pertes dans les entreprises. La diminution du taux d'intérêt produit des effets contraires. On voit donc l'importance des banques, qui grâce au contrôle sur les taux d'intérêt peuvent influencer les prix. C'est bien le taux d'intérêt la cause principale de la variation des prix. Sur la base du taux d'intérêt, on aura un certain niveau d'investissement et d'épargne. La quantité de monnaie doit suivre une situation déjà déterminée par le taux d'intérêt. C'est donc la quantité de monnaie qui s'adapte aux variations du taux d'intérêt et non vice versa. Le niveau des revenus établis, la masse de monnaie s'adapte à ce niveau. « Given associated changes in the total quantity of money and in the effective level of bank rate respectively, it is via the latter that the ultimate modification in the purchasing power of money is generated, looking at the problem dynamically »¹¹³.

La quantité de monnaie a une influence sur le taux d'intérêt, mais c'est la variation de ce dernier qui influence les prix. On voit bien l'influence des idées de Marshall, maître de Keynes à Cambridge. En effet, pour Marshall, l'effet sur le prix d'une variation de la quantité de monnaie n'est pas direct; il est indirect, il passe à travers le taux d'intérêt. « A change in the quantity of money affects the price level in the first instance, because, other things being equal, this means a bank rate which will change the market rate of interest relatively to the natural rate ($S=I$); and it is only through the complex movements thus set up that a new equilibrium position is eventually reached, with a price level corresponding to the new quantity of money »¹¹⁴.

On constate donc l'importance du système bancaire dans la détermination des prix. Les banques doivent donc régler le taux d'intérêt de façon à rendre possible l'équilibre de l'économie. En effet, l'équilibre nous permet d'avoir le plein emploi et la stabilité des prix. Le taux d'intérêt devrait toujours être tel afin de permettre une égalité entre épargne et investissement. On ne peut pas prétendre avoir un équilibre pour toutes les entreprises. Keynes parle en effet d'un équilibre moyen, de façon à ce que les pertes de certaines entreprises soient plus ou moins compensées par les bénéfices des autres entreprises.

La solution à l'inflation et au chômage est donc dans les mains du système bancaire. Keynes ne se situe pas trop loin de la vérité. En effet, la solution passe à travers une réforme de la comptabilité des banques. Au lieu de modifier le comportement des banques de façon à ce qu'elles garantissent un taux d'intérêt idéal (ou naturel dans le langage de Keynes), il faut faire une modification mécanique (indépendante du comportement) de la comptabilité de celles-ci.

¹¹² Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. V, op. cit., p. 139.

¹¹³ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. V, op. cit., p. 197.

¹¹⁴ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. V, op. cit., p. 197.

5.1.2 Les solutions proposées par la *Théorie Générale*

La *Théorie Générale* ne donne pas d'explications relatives à l'inflation. En effet, la vraie inflation existe seulement au moment où l'économie réalise le plein emploi. L'importance est donnée à l'emploi.

Keynes nous explique le sous-emploi par un investissement insuffisant. L'insuffisance de l'investissement ne permet pas d'obtenir le plein emploi. Là, il y a la contradiction majeure de Keynes. En effet, il a démontré que l'épargne est toujours identique à l'investissement. Par conséquent, quelque soit la décision d'investissement prise par les entreprises, l'investissement sera identique à l'épargne choisi par les ménages. Il est donc évident que Keynes explique le chômage en nette contradiction avec l'identité entre l'épargne et l'investissement. Une identité ne peut jamais être détruite. Elle est perpétuelle. Le raisonnement de Keynes est simple: les entreprises anticipent un reflux trop grand. Elles posent donc un flux trop grand. La propension marginale est telle qu'avec une augmentation du revenu distribué la consommation augmente d'une façon moins que proportionnelle et par conséquent, il faut un investissement de plus en plus fort pour maintenir l'emploi préétabli. Or il arrive que l'investissement n'est pas assez élevé et par conséquent les entreprises font une perte (v. supra ch. 4). Les entreprises se trouvent donc obligées de diminuer leur demande d'emploi et par conséquent on se retrouve en présence d'un chômage involontaire.

Keynes nous explique que dans une période d'expansion, les attentes de rendement des investissements sont surévaluées, et qu'à un certain moment, des doutes sur la rentabilité de l'investissement surviennent avec le résultat d'une baisse de l'efficacité marginale du capital. « Let us recur to what happens at the crisis. So long as the boom was continuing, much of the new investment showed a not unsatisfactory current yield. The disillusion comes because doubts suddenly arise concerning the reliability of the prospective yield, Once doubts begins it spreads rapidly »¹¹⁵. Cette baisse est si forte qu'elle engendre la crise. La crise ne peut pas aisément être compensée par la diminution du taux d'intérêt. Seulement un retour à l'état de confiance des affaires est une solution à la crise. Keynes dit que pour maintenir le plein emploi, il faut garantir à la fois une augmentation de la propension à consommer et une augmentation de l'investissement. C'est donc un état permanent d'expansion économique qui est idéale pour la société. « The right remedy for the trade cycle is not to be found in abolishing booms and thus keeping us permanently in a semi-slump; but in abolishing slumps and thus keeping us permanently in a quasi-boom »¹¹⁶. La meilleure solution est donc dans l'unification des deux politiques capables d'influencer le niveau d'emploi.

Il est important de remarquer que pour Keynes, l'investissement ne peut pas augmenter d'une façon graduelle avec la propension à consommer s'il est décidé librement par les entreprises. C'est donc dans ce contexte que l'Etat doit intervenir. Seulement l'intervention de l'Etat peut éviter qu'une expansion se transforme en une crise. « In condition of laissez-faire the avoidance of wide fluctuations in employment may, therefore, prove impossible without a far-reaching change in the psychology of investment markets such as there is no reason to expect. I conclude that the duty of ordering the current volume of investment cannot safely be left in private hands »¹¹⁷.

¹¹⁵ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 317.

¹¹⁶ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 322.

¹¹⁷ Keynes J.-M., The Collected Writings of J.-M. Keynes, Vol. VII, op. cit., p. 320.

Keynes ne nous explique pas comment l'Etat doit intervenir, il nous dit seulement qu'il doit faire tout le possible pour soutenir l'investissement. Keynes est un libéral qui justifie l'intervention de l'Etat pour éviter qu'il y ait trop de déséquilibres dans l'économie. Encore une fois, Keynes ne nous explique pas exactement comment résoudre le problème du chômage; il ne lui donne pas une solution définitive. Seule la théorie des émissions peut le faire.

5.2 La solution à l'inflation et au chômage selon la théorie des émissions

La solution à l'inflation et au chômage passe par la réforme de la comptabilité des banques. La comptabilité des banques doit être subdivisée en trois secteurs:

- département de l'émission;
- département de l'épargne;
- département du capital fixe.

Cette division va permettre l'élimination de toutes les émissions vides. On sait, désormais, que les émissions vides sont dues à la dépense d'un profit, ou d'un revenu emprunté, par les entreprises sur le marché des facteurs de production dans la production des biens d'investissement. En éliminant cette possibilité, les émissions vides seront aussi complètement éliminées.

Il est donc important d'analyser le rôle de chaque département. On définira chaque département et on analysera la relation qui le lie avec les autres départements.

5.2.1 Département de l'émission et département de l'épargne

Les départements de l'émission et de l'épargne doivent être analysés en même temps. Le motif est simple. Dès que les entreprises versent les salaires, ces salaires sont d'emblée convertis en épargne (v. supra ch. 1.5). La conversion est automatique; l'émission de monnaie est donc directement liée à l'épargne. Par conséquent:

- dans le département de l'émission, on a la création et la destruction de la monnaie et;
- dans le département de l'épargne, on trouve l'épargne (dépôts des titulaires de revenus) que les banques mobilisent sur le marché financier.

Jusque ici le raisonnement ne pose pas de problèmes. On peut se demander pourquoi il faut séparer en deux départements la comptabilité des banques. La raison est simple: il s'agit de bien distinguer la double fonction des banques, c'est-à-dire qu'il faut distinguer entre la fonction d'intermédiaire financier et la fonction monétaire. En effet, on a vu (v. supra ch. 2.1.1) que la confusion entre ces deux fonctions ne permet pas aux banques de s'apercevoir si elles prêtent plus que ce qu'elles ont reçu en dépôt. On sait que ce fait porte à des émissions par l'intermédiation financière. Ces émissions sont des émissions vides. Or la distinction de la comptabilité en deux départements permet aux banques de connaître exactement ce qu'elles ont en dépôt et donc ce qu'elles peuvent prêter.

Il faut maintenant considérer une deuxième possibilité d'émission vide: l'emprunt des entreprises aux ménages par la voie de l'offre des titres (en termes d'économie d'entreprise: « émission » d'actions ou obligations) avec la dépense de cet emprunt sur le marché des services producteurs pour la production des biens d'investissement (v. supra ch. 2.1.2). La banque comme intermédiaire financier mobilise l'épargne par conséquent elle accorde les emprunteurs avec les prêteurs. Evidemment, il n'est pas possible d'empêcher les entreprises d'emprunter sur le marché financier des revenus. Mais on a bien vu que cette émission vide ne cause pas de problèmes (inflation et chômage) pour la simple raison que les biens d'investissement ne sont pas la propriété de l'entreprise jusqu'à ce que la dette de l'entreprise envers les prêteurs subsiste.

Nous proposons un schéma des deux premiers départements:

Schéma 13: subdivision de la comptabilité en deux départements: émission des salaires

	département de l'émission				département de l'épargne			
émission	E	X	II	X	I	X	T	X

Dans un premier schéma, on a mis en évidence une émission de X unités de monnaie (UM) dans la production d'une période quelconque. On voit que dès que les X UM sont émis, le premier département les accrédite au deuxième. Les revenus émis sont d'emblée convertis en épargne disponible sur le marché financier. Le département de l'épargne se retrouve donc avec une créance envers le département de l'émission et avec une dette envers les travailleurs qui ont automatiquement déposé (dans l'émission) leur revenus à la banque (v. supra ch. 1.5). Le département de l'émission a donc une dette envers le département de l'épargne et une créance envers les entreprises. Les entreprises ont donc une dette envers les travailleurs à travers les banques. On voit que la subdivision de la comptabilité des banques en deux départements permet une claire distinction entre les deux fonctions des banques: la fonction de l'intermédiaire financier (département de l'épargne) et la fonction de l'intermédiaire monétaire (département de l'émission). Mais il ne faut pas oublier que le but recherché avec cette distinction consiste dans le fait que les banques doivent toujours connaître ce qu'elles ont reçu en dépôt et donc ce qu'elles peuvent prêter sans faire une émission vide. On suppose donc que les titulaires de revenus retirent une partie de leurs dépôts pour les dépenser (sous forme des revenus) dans l'écoulement final d'une partie des biens.

Schéma 14: subdivision en deux départements: prêt et retrait

	département de l'émission				département de l'épargne			
émission	E	X	II	X	I	X	T	X
prêt ou retraite	II	Y	E	Y	T	Y	I	Y
solde partiel	E	$(X - Y)$	II	$(X - Y)$	I	$(X - Y)$	T	$(X - Y)$

On suppose donc que les titulaires de revenus retirent Y UM pour les dépenser dans l'achat final des produits. On voit clairement que dans le département de l'épargne, on a le retrait des dépôts effectué par les travailleurs de Y UM. Par conséquent, le deuxième département ne dispose plus que de $(X - Y)$ UM à mobiliser sous forme de prêts. La division de la comptabilité des banques en deux départements nous permet de voir, à tout instant, combien d'UM les banques peuvent prêter sans faire des émissions vides. Les UM que les banques peuvent prêter sont données par la créance du deuxième département sur le premier. Dans notre cas, on voit très bien que les banques peuvent prêter seulement pour $(X - Y)$ UM. En effet, elles ont en dépôt seulement $(X - Y)$ UM. Sans la division en deux départements, les banques ne pourront pas connaître les UM qu'elles peuvent prêter. Le même raisonnement peut être fait aussi dans le cas où les banques prêtent Y UM. En effet, si elles prêtent Y UM elles ont encore en dépôt $(X - Y)$ UM qu'elles ont à disposition.

Il reste encore un apport de la subdivision de la comptabilité des banques en deux départements. On sait généralement qu'à la fin de chaque mois on a l'émission de salaires. Or, les titulaires de revenus peuvent retirer leurs dépôts quand ils le veulent. De plus, il n'est pas certain que les banques mobilisent tous les dépôts à leur disposition. Par conséquent, il est possible (presque certain) qu'au moment d'une émission nouvelle (production), il subsiste encore des dépôts de l'émission précédente (ou des émissions précédentes) qui n'ont été ni retirés ni prêtés. Or le danger de cette subsistance consiste dans le fait que les revenus d'une période peuvent être dépensés pour l'achat du produit d'une autre période. Cette possibilité, si elle se concrétise, peut causer une demande excédentaire sur le produit d'une autre période. Par conséquent, il faut drainer du deuxième département les épargnes disponibles entre le mois. Il y a seulement une possibilité de faire cela, les entreprises doivent emprunter l'épargne encore disponible à la fin du mois avant la nouvelle émission. Il est clair que cette demande excédentaire ne peut pas causer l'inflation, pour la simple raison qu'on n'a pas une émission vide. Mais, il est clair, qu'il est mieux de garantir la validité de la comptabilité.

On a vu qu'en empruntant, les entreprises vendent des titres (v. supra ch. 2.1.2). Elles renoncent à un revenu futur par un revenu courant. Par opposition, les titulaires de revenus renoncent à un revenu courant, contre un revenu futur. En ne disposant plus du revenu courant, les travailleurs ne peuvent plus dépenser leur revenu pour l'achat d'un produit futur. Les entreprises en vendant des titres achètent les stocks qu'elles ont déposés chez elles, elles font un emprunt réel. On voit donc que tout

danger d'une demande excédentaire sur des produits futurs est impossible. Dans le cas de notre comptabilité, on aura:

Schéma 15: deux départements: drainage du I au II département

	département de l'émission				département de l'épargne			
émission	E	X	II	X	I	X	T	X
prêt ou retraite	II	Y	E	Y	T	Y	I	Y
solde partiel	E	(X - Y)	II	(X - Y)	I	(X - Y)	T	(X - Y)
fin du mois								
prêt aux entreprises	II	(X - Y)	E	(X - Y)	E	(X - Y)	I	(X - Y)
solde final		0		0	E	(X - Y)	T	(X - Y)

On constate donc que le département de l'émission est « libéré » de la présence des entreprises. L'actif et le passif de ce département est de zéro UM. Le département reste donc « vierge », c'est-à-dire il est prêt pour une nouvelle émission de salaires. Dans le département de l'épargne on a désormais la dette des entreprises face aux travailleurs. Les entreprises ont emprunté et par conséquent elles sont endettées. On a donc « la transformation automatique de la dette monétaire de E en dette financière »¹¹⁸ et cette transformation « achève de détruire sur le produit courant les revenus courants »¹¹⁹.

On a donc éliminé les possibilités suivantes:

- que les banques prêtent plus de ce qu'elles ont en dépôt;
- d'avoir une dépense d'un revenu sur un produit autre que le produit de la période.

Or il nous manque d'éliminer la possibilité que les entreprises puissent dépenser un profit, capté dans une période t_0 (sur le marché des produits), sur le marché des facteurs de production. On sait en

¹¹⁸ Schmitt B., Inflation, Chômage et Malformation du Capital, op. cit., p. 312.

¹¹⁹ Schmitt B., Inflation, Chômage et Malformation du Capital, op. cit., p. 312.

effet que cette dépense cause une émission vide (v. supra ch. 2.1.2). Pour éliminer cette possibilité il faut introduire le troisième département: le département du capital fixe.

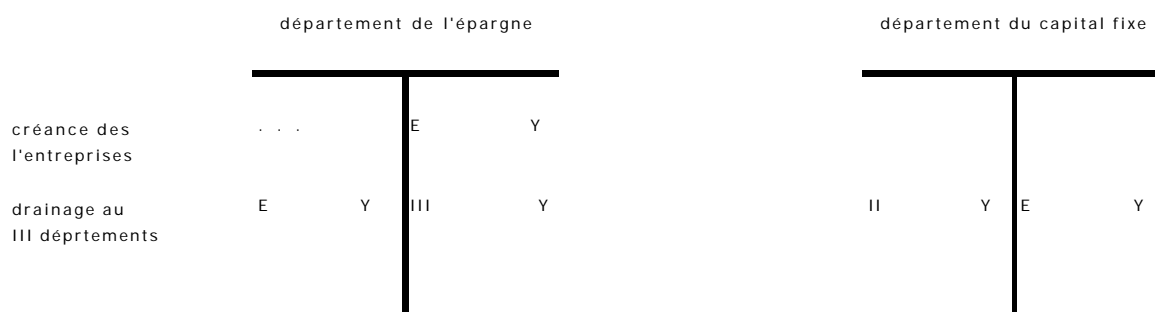
5.2.2 Le département du capital fixe

Le rôle du troisième département est celui d'empêcher que les entreprises puissent retirer les profits captés sur les salaires pour les dépenser sur le marché des facteurs de production dans la production des biens d'investissement.

Il faut comprendre que tous les profits réalisés par les entreprises dans la vente des produits aux salariés représentent une créance des entreprises envers les banques. Dans la vente des produits aux salariés, les entreprises se dégagent d'une dette réelle et obtiennent une créance réelle envers les banques du fait de la captation des profits.

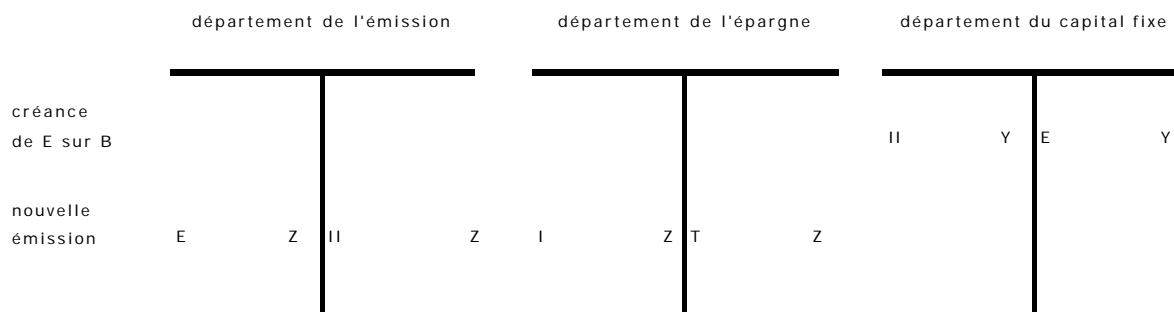
On fera en sorte de drainer la créance nette des entreprises du deuxième département. Il faut « filtrer » le deuxième département. On ne doit pas permettre que les créances nettes des entreprises restent disponibles sur le marché financier. Les profits résultent d'une dépense finale déjà effectuée sur le marché des produits (dépense des salaires par les salariés), ils ne peuvent donc plus être à disposition sur le marché financier pour une autre dépense. Si ces profits sont retirés du marché financier on évite qu'ils soient dépensés dans une production de biens d'investissement et on évite donc les émissions vides qui causent toute le mal dans notre société.

Schéma 16: le troisième département



Or l'important, c'est que les entreprises ne puissent pas dépenser les profits sur le marché des services producteurs. Par conséquent, il faut laisser subsister la créance des entreprises envers les banques dans le troisième secteur par rapport à la dette des mêmes entreprises dans une nouvelle émission. Si la dette et la créance se retrouvent face à face, les entreprises sont dans l'impossibilité de dépenser les profits sur le marché des facteurs de production dans une nouvelle émission de salaires. Il est clair que les entreprises restent toujours les titulaires des profits.

Schéma 17: la comptabilité subdivisée en trois départements: l'émission



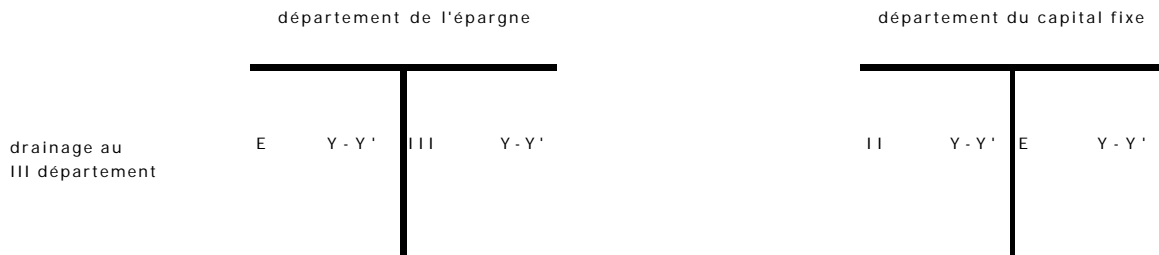
Les entreprises sont débitrices de la banque de Z UM, c'est-à-dire du montant de la nouvelle production. Mais les entreprises sont aussi créditrices de la banque de Y unités monétaires. On voit bien que si on laisse subsister la créance à la nouvelle dette des entreprises, la dépense des profits (par les entreprises) sur le marché des facteurs de production n'est plus possible. Par conséquent toutes les émissions vides sont éliminées. Avec l'élimination des émissions vides bénignes, on a automatiquement l'élimination des émissions vides malignes. Mais, dans tous les cas, les entreprises maintenaient la pleine propriété sur les profits réalisés dans la (les) période(s) antérieure(s).

Il reste encore un doute à résoudre. On sait que la totalité des créances envers les banques ne sont pas toutes des profits à disposition des entreprises pour la production des biens d'investissement, du fait des achats intermédiaires. Les achats mutuels des entreprises peuvent « consommer une partie des profits ». Il est important de comprendre que les achats présents dans la réalité ne sont pas tous des achats finaux. Par achat final, on entend l'écoulement définitif du produit, le produit est définitivement converti en valeur d'usage dans les ménages. Il sort du domaine de la science. C'est donc l'achat de la chemise par le titulaire de revenu.¹²⁰ Mais on sait que la chemise contient aussi le fil, fil que l'entreprise productrice de la chemise a acheté à une autre entreprise. L'achat du fil d'une entreprise à une autre entreprise est un achat intermédiaire. Dans cet achat, on n'a pas l'écoulement final du produit. Toute entreprise doit acheter des matières premières à des autres entreprises pour pouvoir obtenir le bien final qui sera écoulé dans les ménages. Il est bien de noter que dans le prix du bien final, on a deux fois l'achat du fil de la chemise: l'achat final par le ménage et l'achat du fil de l'entreprise à une autre entreprise. L'achat intermédiaire de l'entreprise (fil) est présent dans le prix du bien final (chemise). Les achats intermédiaires ne permettent donc pas d'affirmer que la totalité des créances des entreprises envers les banques sont des profits que ces dernières dépenseront sur le marché des facteurs de production dans la production de biens d'investissement. Les entreprises dépensent donc une partie de leur profit dans les achats intermédiaires. Il semble donc logique que l'on doit mettre en fonction un mécanisme qui nous permet de distinguer les profits dépensés dans les

¹²⁰ Notes du cours de théorie économique de B. Schmitt à l'UNI de Fribourg, semestre d'hiver 1992-1993.

achats intermédiaires et les profits qui restent à disposition pour les entreprises pour la dépense sur le marché des facteurs de production dans la production des biens d'investissement.

Schéma 18: le mécanisme de détermination des profits



On voit donc que tous les profits que les entreprises n'ont pas dépensés dans les achats intermédiaires sont les profits qui sont à disposition pour la dépense dans la production des biens d'investissement. Par conséquent, c'est bien la créance ($Y - Y'$) qui doit être laissée face à face avec la dette des entreprises dans la nouvelle émission de salaires.

On a donc trouvé la solution opérationnelle qui nous permet d'éliminer les émissions vides. Eliminer les émissions vides signifie aussi éliminer le chômage et l'inflation. Le soulagement pour la société est indubitable!

6 Conclusions

« ..., dans toute l'histoire de notre science, il n'existe que trois étapes: la première théorie des échanges absolus, la théorie des échanges relatifs et, inaugurée par Keynes, la nouvelle théorie des échanges absolus (les circuits) »¹²¹.

Le but de ce travail était de démontrer que Keynes, dans sa pensée la plus originelle, a posé la base pour la vraie connaissance des phénomènes économiques. Keynes est en effet le premier auteur de l'identité entre monnaie et produit. Il a vu l'existence de la monnaie positive et négative, il a vu les identités épargne-investissement et flux-reflux. C'est bien à lui que l'on doit les premiers pas vers la vraie explication des phénomènes économiques. Keynes a posé les bases de la nouvelle pensée. Il n'a pas réussi à la développer d'une façon définitive. La raison est simple: à Keynes manque le temps quantique, c'est-à-dire l'instantanéité du circuit de la formation et de la dépense des revenus. La théorie des émissions introduit définitivement (donc logiquement) le temps dans les phénomènes économiques. En ajoutant cette originalité elle a pu prolonger l'intuition de Keynes et expliquer les phénomènes économiques tels qu'ils existent dans la réalité.

La théorie économique, en ayant compris les mécanismes réglant l'économie, est désormais habilitée à proposer une explication et donc une solution définitive aux problèmes du chômage et de l'inflation. À Keynes on doit l'intuition initiale, à la théorie des émissions on doit le développement et la conclusion de la « juste » théorie.

Bien que la théorie soit presque achevée dans sa « formulation théorique », il reste encore beaucoup de travail à accomplir. Il faut d'abord que les économistes l'« adoptent » en abandonnant la théorie néoclassique ou les fausses théories du circuit. Cette adoption est « obligatoire ». Elle n'est pas obligatoire parce qu'un grand auteur l'impose, par exemple un prix Nobel (voir théorie néoclassique), mais parce que la logique l'impose. En effet, la théorie des émissions détruit toutes les autres théories en utilisant la logique. Elle découvre les mécanismes de l'économie capitaliste par la logique. Elle répond à toutes les questions pratiques relatives aux phénomènes économiques par la logique. La logique est suprême. Une théorie qui est logique ne peut pas être fautive. Les théories économiques qu'on trouve chez la plupart des économistes et donc des politiciens d'aujourd'hui sont illogiques et donc fautes. Par conséquent, l'explication du fonctionnement de l'économie et de la crise est fautive. Les mesures appliquées pour sortir l'économie capitaliste de la crise actuelle ne peuvent qu'être inefficaces.

Comment peut-on encore se passer de la théorie des émissions? Il est impossible. Toute économiste, même l'économiste d'entreprise, doit connaître le fonctionnement illogique de l'économie actuelle (et donc le fonctionnement logique de l'économie après la réforme). Cela est dû à la science économique. La mise en jeu est très importante: la solution du chômage et de l'inflation n'est pas seulement un problème économique! La solution du chômage ne soulage pas seulement les économistes; elle soulage toute la société. Le médecin doit réussir à résoudre les maladies du corps, l'économiste doit résoudre la maladie de la société capitaliste. Dans son travail, l'économiste est obligé de prendre en considération l'unique théorie économique logique qui existe actuellement: la théorie des émissions.

¹²¹ Schmitt B., *Inflation, Chômage et Malformation du Capital*, op. cit., p. 432.

Keynes avait raison: la raison humaine ne mérite pas d'être absorbée totalement par la science économique, elle doit se dédier à des sciences « plus humaines ». Quand la théorie des émissions sera adoptée par les économistes alors aussi les politiciens ne pourront pas s'en passer. La solution à la crise sera donc posée d'une façon efficace. Tout le monde doit espérer que ce jour soit le plus proche possible.

TABLE DES SCHEMAS

SCHEMA 1: FORMATION DES REVENUS NON SALARIAUX	21
SCHEMA 2: LE PROFIT: DISTINCTION ENTRE REVENUS NON SALARIAUX ET CAPITAL FIXE.....	24
SCHEMA 3: LE PROFIT: AU MAXIMUM LA MOITIE DE LA PRODUCTION NATIONALE.....	28
SCHEMA 4: PAIEMENT DES SALAIRES.....	34
SCHEMA 5: DEPENSE DES SALAIRES	36
SCHEMA 6: CONFUSION DES FONCTIONS DE LA BANQUE.....	39
SCHEMA 7: LA PRODUCTION DU CAPITAL FIXE (BIENS D'INVESTISSEMENT).....	44
SCHEMA 8: INVESTISSEMENT FINANCIER PAR L'EMPRUNT (PROFITS AVANCES).....	47
SCHEMA 9: LA PRODUCTION DUALE (PRODUCTION DES BIENS D'AMORTISSEMENTS)	52
SCHEMA 10: THEORIE DE LA DEMANDE EFFECTIVE: UNE SEULE ENTREPRISE.....	69
SCHEMA 11: THEORIE DE LA DEMANDE EFFECTIVE: DEUX ENTREPRISES	71
SCHEMA 12: PRODUCTION ET VENTE DES BIENS SALAIRES DANS LA PRODUCTION DUALE	89
SCHEMA 13: SUBDIVISION DE LA COMPTABILITE EN DEUX DEPARTEMENTS: EMISSION DES SALAIRES	95

SCHEMA 14: SUBDIVISION EN DEUX DEPARTEMENTS: PRET ET RETRAIT	97
SCHEMA 15: DEUX DEPARTEMENTS: DRAINAGE DU I AU II DEPARTEMENT.....	98
SCHEMA 16: LE TROISIEME DEPARTEMENT	99
SCHEMA 17: LA COMPTABILITE SUBDIVISEE EN TROIS DEPARTEMENTS: L'EMISSION	100
SCHEMA 18: LE MECANISME DE DETERMINATION DES PROFITS	101

BIBLIOGRAPHIE

Denis, H., Histoire de la pensée économique, PUF, Paris, 1990.

Friboulet J.-J., Profit, investissement et inflation, Peter Lang, Berne, 1988.

Keynes, J.-M., A Treatise on Money, The Collected Writings of J.-M. Keynes, Macmillan for the Royal Economic Society, London, 1973, Vol. V.

Keynes J.-M., The General Theory of Employment, Interest and Money, The Collected Writings of J.-M. Keynes, Macmillan for the Royal Economic Society, London, 1973, Vol. VII.

Keynes J.-M., Essai sur la monnaie et l'économie, Payot, Paris, 1990.

Keynes J.-M., Théorie Générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie, Payot, Paris, 1993.

Ricardo D., Des principes de l'économie politique et de l'impôt (1817), Flammarion, Paris, 1992.

Schmitt B., Inflation, Chômage et Malformation du Capital, Economica Castella, Paris- Fribourg, 1984.

Schmitt B., l'ECU et les souverainetés nationales en Europe, Dunod, Paris, 1988.

Schmitt B., Monnaie, salaires et profits, PUF, Paris, 1966.

Schumpeter J.-A., History of economic analysis, Oxford university press, New York, 1986.